



Investir dans les populations rurales

République du Sénégal

Projet d'Appui aux Filières Agricoles

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 10 au 22 mai 2015

Date du document: 22 mai 2015

No. du Projet: 1414- SN

No. du rapport: 3770- SN

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

A.	Introduction	5
B.	Vue d'ensemble de l'exécution du projet	6
C.	Produits et effets	7
D.	État d'avancement de l'exécution du projet	13
E.	Aspects fiduciaires	15
F.	Durabilité	21
G.	Autres	22
H.	Conclusion	22

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées	23
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	27
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	33
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	37
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	41
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	47
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	49

Sigles et acronymes

AG	Assemblée générale
ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rurale
APD	Aide publique au développement
AR	Assemblée des représentants
ARD	Agence régionale de développement
ASC	Association Sportive et Culturelle
AVA	Aviculture villageoise améliorée
B/C	Bénéfices/coûts
BFPA	Bureau de la formation professionnelle agricole
BPA	Bonnes pratiques agricoles
CADL	Cadre d'appui au développement rural
CEF	Conseiller à l'exploitation familiale
CNCR	Conseil national de concertation des ruraux
COMRECC	Comités Régionaux sur les Changements Climatiques
CR	Communauté rurale
DAPSA	Direction de l'analyse, de la politique et des statistiques agricoles
DBRLA	Direction des Bassins de Rétention et Lacs Artificiels
DCEF	Direction de la coopération économique et financière
DGPPE	Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en eau
DIP	Diagnostic institutionnel participatif
ESP	École Supérieure Polytechnique
DRDR	Direction régionale de développement rurale
FENPROSE	Fédération nationale des producteurs de sésame
FIARA	Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales
FIDA	Fonds international de développement agricole
FONGS	Fédération des ONG du Sénégal
GEF	Global Environment Fund
IREF	Inspection Régionale des Eaux et Forêts
ISRA	Institut sénégalais de recherche agronomique
MAER	Ministère de l'agriculture et du l'équipement rural
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD)
MEFP	Ministère de l'économie, des finances et du plan
MEPA	Ministère de l'élevage et des productions animales
OFID	Fonds de l'OPEP pour le Développement International
OM	Opérateur de marché
OP	Organisation des producteurs
OPF	Organisation faîtière des producteurs
OP	Opérateur de marché
PAFA	Projet d'appui aux filières agricoles
PAFA-E	Projet d'appui aux filières agricoles – Extension
PARI	Plan d'appui et de renforcement institutionnel
RESOPP	Réseau des organisations de paysannes et pastorales
SAFIR	Service d'appui à la finance rurale
SPAM	Sous-projet d'accès aux marchés
SPDF	Sous-projet de développement des filières
SRADL	Service régional d'appui au développement local
SRDC	Sub-Regional Development Centre
TF	Table filières
UCAD	Université Cheikh Anta Diop
UCP	Unité de coordination du projet

A. Introduction¹

1. Une mission conjointe du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et du Gouvernement du Sénégal s'est déroulée au Sénégal du 11 au 22 mai 2015 dans le cadre de la supervision du Projet d'appui aux filières agricoles (PAFA), et de la revue à mi-parcours de la composante « Adaptation aux changements climatiques » du PAFA (FEM/FIDA) dont l'accord de don est signé le 3 décembre 2013 pour 4 années de mise en œuvre.

2. Elle avait pour objectifs : i) d'évaluer la performance globale des projets et leur impact ; ii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable des Projets ; iii) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2015, au premier trimestre par composante aussi bien au niveau physique que financier ; iv) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de la revue à mi-parcours du PAFA ; v) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services des projets, et vi) d'analyser avec les équipes de projets et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées et proposer des solutions appropriées.

3. L'objectif de développement du PAFA est d'améliorer de manière durable les revenus et les moyens d'existence des exploitations familiales du Bassin arachidier, à travers leur insertion dans des filières profitables et diversifiées. Plus spécifiquement : i) les petits producteurs de la zone du projet, y compris les plus démunis, développent des activités économiques profitables, fondées sur des arrangements contractuels avec des opérateurs de marchés, dans le cadre de filières porteuses qui valorisent le potentiel agro-écologique local ; ii) les acteurs des filières sélectionnées dont les petits producteurs, et en particulier les plus vulnérables, se concertent, au niveau du Bassin arachidier et au niveau national, pour identifier et mettre en œuvre les actions susceptibles de résoudre les contraintes identifiées au sein de ces filières et créer un environnement favorable à leur développement.

4. Pour atteindre ces objectifs, le projet est structuré en cinq (5) composantes : i) Diversification agricole et accès aux marchés ; ii) Développement et structuration des filières ; iii) Gestion des savoirs, coordination et suivi-évaluation du projet ; iv) Adaptation au changement climatique ; et v) Accès au financement. Les deux dernières composantes ont été ajoutées en 2013.

5. A Dakar, elle a rencontré les principaux partenaires du projet à différents niveaux, notamment : au Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (Tutelle technique du projet), au Ministère de l'Économie et des Finances (Représentant de l'Emprunteur) et au Ministère de l'Environnement. Dans les régions visitées, la mission a rencontré les autorités administratives, les structures locales décentralisées et les partenaires œuvrant dans le développement agricole et rural.

6. Lors des visites de terrain dans les régions de Kaolack, de Fatick et de Kaffrine, la mission a rencontré des élus locaux, des organisations de producteurs (OP) porteurs de sous projets, des opérateurs de marchés (OM) et visité des sites de production et de transformation, des sites d'activités de préservation et/ou de restauration de l'environnement, ainsi que des actions de résilience menées par les bénéficiaires du projet.

La mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de coordination du projet (UCP) tout au long de son séjour. Avant de quitter Kaolack, la mission a présenté ses principales conclusions et recommandations à l'équipe du projet au cours d'une réunion qui s'est tenue dans les locaux de l'UCP le 22 mai 2015. Une réunion de restitution s'est tenue à Dakar à la DCEF au Ministère de l'Économie et des Finances le 02 mai 2015. Cette restitution avait pour objet de présenter les principales conclusions de la mission aux différentes parties prenantes à la mise en œuvre du projet. Le présent

¹ Composition de la mission: Monsieur Luyaku Loko Nsimpati, Chargé de Portefeuille du FIDA pour le Sénégal, Chef de mission, Madame Dounamba Konaré, Assistante de Programme au bureau FIDA du Sénégal, Monsieur Idrissa Moulaye Téra, Expert financier, Consultant FIDA, Monsieur Lacine Ahidara, Ingénieur agronome, Consultant FIDA, Monsieur Magatte Wade, Ingénieur du génie rural, Consultant FIDA, Monsieur Michel Kouda, Spécialiste en environnement et changements climatiques, Consultant FIDA, Monsieur Houssine Bartaly, spécialiste en environnement et changements climatiques, Consultant FIDA, Madame Fatoumata Sané Guissé, spécialiste en suivi-évaluation, RSE du PADAER. Le Gouvernement Sénégalais était représenté par Monsieur Oumar Seck, Représentant le Ministère de l'Agriculture et de l'équipement rural, Monsieur Mamadou Diop, représentant la DAPSA, Monsieur Sidy Ndiaye, Représentant le Ministère de l'Élevage et des productions animales et Monsieur Ibrahima Thiam, représentant la DCEF du Ministère de l'Économie et des Finances. L'équipe de coordination du projet a activement participé à la mission.

Aide-mémoire fait le point des résultats de la mission et intègre les commentaires du Gouvernement, des différents partenaires du projet ainsi que ceux de l'UCP.

7. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Sénégalaises, en particulier Messieurs Oumar Seck, Conseillé Technique et Mamadou Diop, Division projets et programmes de la DAPSA au Ministère de l'Agriculture et de l'équipement rural (Cabinet, DAPS), Madame Magatte Ndiaye, Chef de bureau chargée de la coordination du secteur primaire et Monsieur Elhadj Ibrahima Thiam, chargé de programme à la DCEF au Ministère de l'économie et du plan, de la Coopération de l'Economie et des Finances, Monsieur Sidy Ndiaye, à la direction de l'élevage au Ministère de l'Elevage et des productions animales, Monsieur Abdoul Azziz Diagne, Adjoint au Gouverneur chargé des affaires administratives, les Autorités Administratives de Kaolack et de la zone du projet, les membres de l'équipe du projet et les bénéficiaires des régions visitées pour leur collaboration et leur soutien, qui ont permis le bon déroulement de la mission.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

8. L'objectif de développement du PAFA est d'améliorer de manière durable les revenus et les moyens d'existence des exploitations familiales du Bassin arachidier, à travers leur insertion dans des filières profitables et diversifiées. Il couvre les régions de Kaolack, Diourbel, Fatick et Kaffrine.

9. Globalement, le projet a touché directement 25 382 ménages ruraux vulnérables, soit 181% du nombre total ciblé (14 000 ménages) dans le rapport de conception du projet.

10. Le PAFA a amélioré sensiblement la sécurité alimentaire des populations. Alors que 70% des ménages connaissaient une période de soudure en moyenne de 3,5 mois en début du projet, aujourd'hui 82% de ménages n'en connaissent plus selon les résultats de l'enquête SYGRI réalisée en 2015. Cette diminution significative de la période de soudure est due, entre autres, à l'amélioration sensible des rendements résultant de l'utilisation des bonnes pratiques agricoles et des intrants agricoles de qualité (semences certifiées, engrais, pesticides). L'accumulation des biens s'est beaucoup améliorée dans les ménages tels que témoignent la réfection des habitations, la construction de logement, l'achat de matériel agricole et intrants, le paiement des frais de scolarité des enfants, la prise en charge des dépenses quotidiennes, le paiement des frais médicaux, l'investissement dans le petit commerce, l'aviculture, l'embouche ovine et bovine.

11. En termes de rendements, ceux-ci ont plus que doublé en moyenne dans l'ensemble des cultures promues par le projet, atteignant même le triple pour le bissap et le maïs. En effet, le rendement du mil est passé de 653 kg/ha à 1 625 kg/ha soit 148% d'augmentation, celui du sorgho de 619 kg/ha à 1 278 kg/ha (106% d'augmentation), celui du niébé est passé de 350 kg/ha à 712 kg/ha (103% d'augmentation) ; le bissap est passé de 200 kg/ha à 650 kg/ha (325%). Le rendement de sésame quant à lui est passé de 300 kg/ha à 678 kg/ha (126%) et celui du maïs de 900 kg/ha à 2 738 kg/ha (204%).

12. En ce qui concerne la filière aviculture villageoise améliorée (AVA), un total de 1 900 ménages a bénéficié de cette activité dont 92% de femmes. La demande en poulets fermiers reste importante dans la zone du projet. Cette activité, fortement génératrice de revenus est principalement menée par les femmes. La filière présente un réel potentiel et des gains de productivité ont été obtenus en poids moyen vif par poulet et production d'œufs. Des performances sont notées dans le sous-secteur avec un poids adulte qui varie de 1,5 à 2 kg et une production de 60 à 100 poussins par poule et par an, ainsi qu'une maturité sexuelle assez précoce. Pour faciliter la commercialisation de la production, le projet a appuyé la mise en place d'une plateforme de services Aviculture Villageoise Améliorée qui, non seulement assure la qualité de la production, la régularisation des prix sur le marché offrant ainsi des revenus plus élevés aux femmes bénéficiaires, mais devra également produire en quantité suffisance et en qualité l'aliment pour ses membres.

13. En ce qui concerne le marché, le projet a facilité la signature de conventions de commercialisation entre les Organisations de Producteurs (OP) et les opérateurs de marché (OM). Pour la campagne agricole 2014/2015, 310 contrats ont été signés par les couples Op/OM. Environ 10 300 tonnes (soit 30%) de la production ont été commercialisées à travers ces contrats à des prix attractifs, avec une prime qualité de 10% à 15%.

14. La stratégie de genre du projet a porté ses fruits. Celle-ci a permis, dès le démarrage du projet, l'insertion des femmes et des jeunes filles dans les filières agricoles et avicoles, dans la transformation

et la commercialisation, ce qui a favorisé la présence très importante des jeunes (filles et garçons) et des femmes dans les organes de décision des organisations. Aujourd'hui, les femmes représentent 62% des bénéficiaires des sous projets, 38% des Conseillers en Exploitation Familiale (CEF), 90% des Opérateurs de Marchés (femmes transformatrices), 59% des bénéficiaires des projets de filières et 71% des bénéficiaires des périmètres maraichers. Les femmes et les jeunes ont bénéficié au même titre que les hommes aussi que les jeunes, les mêmes superficies à emblaver. (2 ha pour le mil, 1,5 ha pour le sésame et 1 ha pour le niébé, 1 ha pour le maïs et 0,5 ha pour le bissap). Le PAFA a facilité l'accès équitable des femmes aux ressources et services du Projet, l'amélioration de leur statut social et économique. Les jeunes représentent environ 35% de bénéficiaires du projet.

15. Le projet a également réalisé des infrastructures d'appui à la mise à marché. 50 Centres de développement filières (C.D.F) offrant une capacité de stockage de 4860 tonnes sont réalisés. Cependant, un certain retard dans la mise en œuvre des pistes de production est noté par la mission. Ce retard est attribué principalement à la mise tardive (24 mois après le démarrage du Projet) à disposition les ressources du prêt OFID.

16. En matière d'innovation et de bonnes pratiques, le PAFA a produit un nombre important de bonnes pratiques/innovations dont certaines ont été testées et validées et d'autres en voie de consolidation. Le processus de mise à échelle de ces innovations est déjà en cours. Parmi les innovations/bonnes pratiques, il y a lieu de citer : a) la contractualisation entre OP et OM qui constituent des leviers pour garantir aux petits producteurs et productrices l'accès aux marchés ; b) le cofinancement dégressif des intrants agricoles entre le projet et les acteurs des filières qui a permis aujourd'hui aux 39 OP de la première génération et aux 77 OP de la seconde génération de mobiliser à 100% leurs besoins en financement de leurs sous projets, et c), l'internalisation du conseil agricole au sein des OP qui a permis et faciliter l'adoption de bonnes pratiques, d) le consommateur local pour accroître la demande locale en produits locaux et améliorer la situation nutritionnelle des populations et e) la farine enrichie pour contribuer à la lutte contre la malnutrition infantile dans la zone d'intervention du projet

17. En ce qui concerne la gestion des aspects fiduciaires, les performances enregistrées par le projet sont significatives. En effet, i) le taux moyen d'exécution des PTBA de 2011 à fin 2014 est de 90% ; ii) le taux de décaissement du prêt/don du FIDA est de 95,3% (96,04% pour le prêt et 55,74% pour le don) et pour les bénéficiaires, ce taux est 148,1%. Cependant, le taux de décaissement du prêt de l'OFID est 19,4% et conséquemment celui de l'Etat est 16,4% dont la contrepartie est tributaire des investissements de l'OFID. Cette situation résulte d'une mise en place très tardive des fonds de l'OFID de 16 mois après celle du FIDA. En ce qui concerne le Don FEM, le taux de décaissement (28,30%) correspond à une période d'exécution des activités sur environ 18 mois. Au plan opérationnel, les états financiers annuels ont été régulièrement transmis au FIDA dans les délais requis. Il en est de même des rapports d'audit dont les différentes observations, conclusions et recommandations n'ont pas remis en cause la gestion normée des activités administratives, financières et comptables.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Bien documenter la question de l'autonomisation des OP (fonctions organisationnelle, économique, politique, syndicale etc.)	UCP/Coord	31 juillet 2015
Intégrer le suivi du PTBA dans l'application informatique du système SS	RSE	Dès sa mise en place

C. Produits et effets

Sous-projets d'accès aux marchés (SPAM)

Production végétale

18. Les superficies cofinancées ont atteint cette année 19.993 ha pour la campagne 2014/2015 dépassant de 83% les prévisions du document de conception du projet. A côté de ces superficies mise en valeur avec l'appui du projet, certaines OP ont facilités l'accès à leurs membres aux intrants (semences certifiées, engrais, conseil agricole) pour emblaver 2 304 ha supplémentaires

(mil/sorgho : 1634 ha ; maïs : 95 ha, sésame 490 ha ; bissap : 10 ha et niébé 75 ha), montrant ainsi la voie à l'autonomisation.

19. Les rendements moyens des cultures dans les SPAM ont connu un accroissement par rapport à la situation de référence, allant de 103% pour le niébé à 225% pour le bissap. Les taux d'accroissement sont de 204% pour le maïs, 149% pour le mil et 106% pour le sorgho. Les rendements très élevés s'expliquent par l'application des bonnes pratiques agricoles, à l'utilisation systématique de semences certifiées et à l'application à temps des doses recommandées d'engrais.

Evolution des rendements dans les SPAM par filière (Kg/ha)

Filière	Situation référence	Rdt prévu	Rdt 2011/2012	Rdt 2012/2013	Rdt 2013/2014	Rdt 2014/2015
Mil	653	800	1.080	1.267	1.584	1.625
Sorgho	619	800	960	2.520	1.367	1.278
Niébé	350	600	550	607	665	712
Bissap	200	400	Nd	300	636	650
Sésame	300	600	550	467	680	678
Maïs	900	1.500	Nd	2.420	2.579	2.738

20. La production obtenue pour la campagne 2014/2015 est de **34 376 tonnes** dont 30 917 tonnes de céréales. Cette production a permis de couvrir les besoins alimentaires de 167 118 personnes (selon la FAO, 185 Kg de céréales par année et par personne). La valeur de la production dans le cadre des sous projets d'accès au marché est estimée environ à **8,782 milliards de francs CFA**.

Production animale

21. En ce qui concerne l'aviculture villageoise améliorée (AVA), 75 sous projets ont été financés au bénéfice de 1 900 ménages dont les représentants sont à 92% des femmes. La production est estimée à **114 000 poulets**, soit 194 t de viande. Les marges brutes tournent entre **600 et 800 FCFA** par sujet sur pied. Les activités de suivi des CEF et des chefs de poste vétérinaires ont concerné essentiellement : la vaccination intégrale, le recensement des sujets, le déparasitage, le suivi de l'alimentation et l'habitat.

22. Le projet a appuyé la construction de la plate-forme de services AVA pour l'amélioration de la qualité de la production et la régularisation des prix sur le marché, offrant ainsi des revenus plus élevés aux bénéficiaires. De plus, la plate-forme offre un accès au conseil de proximité et aux soins vétérinaires. En matière de vaccination, 894 000 sujets ont été traités contre la maladie de Newcastle. La préparation de l'aliment volaille est assurée par les femmes bénéficiaires à partir de produits locaux (son de mil, maïs, tourteau d'arachide, farine de poisson, farine de niébé poudre d'os, coquillage etc.). Le modèle de poulailler du PAFA est aujourd'hui répliqué dans toute la zone du projet tant par les bénéficiaires que par certains projets y évoluant tels que Vision Mondiale et PASA LUMAKAF. Le projet devrait mesurer cette mise à l'échelle de son action en termes nombre de poulaillers supplémentaires installés.

Sécurité alimentaire

23. La sécurité alimentaire est caractérisée par la réduction de la période de soudure, l'indice d'accumulation des biens et services des ménages et la situation de la malnutrition des enfants de 0 à 5 ans. Dans la zone du projet, on peut noter, avec les témoignages des bénéficiaires sur le terrain, une nette amélioration de la sécurité alimentaire à travers l'accroissement des productions, l'augmentation des revenus des ménages et l'amélioration de l'alimentation. La période de soudure a été réduite à un mois.

24. **Marge brute par filière.** Pour la production de **mil**, en moyenne, l'investissement par hectare est évalué à 54 000 Fcfa ; avec un rendement moyen de 1625 kg/ha la marge brute à l'hectare en 2014 est **254 750 Fcfa** contre 246 960 Fcfa en 2013 soit une augmentation de 3%. L'investissement par hectare pour la production de **sésame** est évalué à 43 000 Fcfa ; avec un rendement estimé à 678 kg/ha, la marge brute à l'hectare en 2014 est **431 600 Fcfa** contre 366.920 en 2013 soit une augmentation de 18%. En moyenne, l'investissement pour la production **niébé** par ménage est 54 000 Fcfa par hectare ; la marge brute des sous projets niébé par hectare en 2014 est de **249 200 F cfa** contre 197 880 en 2013 soit une augmentation de 26%. Pour la production de **bissap**, l'investissement

par hectare est évalué à 83 000 Fcfa ; la marge brute à l'hectare en 2014 est **520 000 Fcfa** contre 458 110 F cfa en 2013 soit une augmentation de 13%. En ce qui concerne la production de **maïs**, l'investissement par hectare est évalué à 101 000 Fcfa ; la marge brute à l'hectare en 2014 est **452 840 Fcfa** contre 391 905 FCFA en 2013 soit une augmentation de 15%.

25. Il faut bien noter que ces marges relativement élevées sont dues aux actions du projet en matière de semences améliorées, d'engrais de qualité, de respect des itinéraires techniques, de stratégie de commercialisation (couple OP/OM), de diffusion des prix sur les marchés etc. Cela est encore plus frappant lorsque les marges brutes de 2014 sont comparées à la situation de référence.

Evolution de la marge brute en F CFA de 2010 à 2014

Filière	Situation référence	Marge Brute 2011	Marge brute 2012	Marge brute 2013	Marge brute 2014
MIL	12.500	176.040	188.054	246.960	254 750
SESAME	69.500	127.500	227.800	366.920	431 600
NIEBE	12.710	94.280	188.680	197.880	249 200
BISSAP	70.000	nd	202.000	458 110	520 000
MAIS	80.000	nd	326.000	391.905	452 840

26. **Infrastructures d'irrigation à la parcelle** : Les travaux pour les périmètres de Combélane (5,2 ha), Darou Touré (1 ha), Malème Thiérigne (1,8 ha) et Ndiédieng (1,16 ha) ont été achevés en fin 2014. Tous les périmètres aménagés ou réhabilités, sont sécurisés par des clôtures grillagées renforcées par des plantations d'*Acacia mellifera*. Pour ce qui concerne la gestion des périmètres d'irrigation les comités de gestion et de maintenance ont été mis en place et leurs membres ont été formés sur la dynamique organisationnelle, sur la gestion comptable et financière ainsi que sur les méthodes d'entretien et de maintenance des équipements d'irrigation. Tous les périmètres aménagés ont été mis en valeur en cultures maraîchères durant la contre saison froide 2015-2015.

27. Au total, 56,66 ha sont réhabilités sur un objectif de 100 ha à mi-parcours (soit 56,66%). Par la réhabilitation de ces périmètres, 1 128 ménages bénéficient d'un accès garanti aux ressources hydriques. La réhabilitation et la création des périmètres a encouragé la reprise des activités maraîchères des femmes et le retour des jeunes en milieu rural dans les villages concernés. La mise en valeur a été appuyée sur une surface de 60,5 ha au bénéfice de 681 ménages dont 27% de femmes et 73% de jeunes. Les données techniques et organisationnelles sont collectées pour le périmètre de Mérina Syll afin de concevoir l'installation d'un système de pompage solaire, la construction d'un mini château d'eau et de 4 bacs d'irrigation en béton armé de 4m³ d'eau chacun.

28. **Infrastructures communautaires** : Quarante-huit (48) CDF offrant une capacité de stockage de 4860 tonnes sont entièrement équipés et fonctionnels. Deux autres sont en cours de finition. Chaque CDF est composé d'une salle de collecte, d'une salle polyvalente, d'un point service qui sert de bureau au Comité de gestion, des toilettes et un système de panneaux solaires permettant l'éclairage et le fonctionnement des appareils électriques. Pour tous les CDF, les comités de gestion, ont été mis en place et les membres formés sur leurs rôles et responsabilité, les méthodes d'entretien et de maintenance, ainsi que les techniques de stockage et de conservation. Sept sessions de formation des membres des CGM et des commissions de stockage et de commercialisation des CDF se sont déroulées entre octobre et novembre 2014. Ces formations ont regroupé 214 personnes dont 124 femmes (58%).

29. Concernant les pistes de production, l'étude d'exécution pour la réalisation de 15,4 Km (piste de Latmingué) a démarré depuis le mois d'avril 2015. L'installation de chantier est prévue au courant du mois de mai 2015. Le processus d'évaluation des offres pour la réalisation des pistes de Guinguiné à Ndiago (7km) et de Thiaré à Sénéla Keur Abdou (7Km) est en cours, suite à la finalisation des leurs études techniques et environnementales. Pour 42 Km de piste dans les communes de Taiba Niassène (17Km), de Darou Salam (9Km) de Ngayène Sabakh (15Km) et celle de Tiaré (7 Km) la situation en est à la phase de signature de protocole avec les communes. Pour les communes de Nioro Alassane Tall (17 Km) et celle de Maka Yopp (5 Km), les rapports des études techniques seront livrés en mi-juillet 2015 et les travaux vont démarrer en octobre 2015. Le marché de travaux de la piste de Dissong (2 Km) sera relancé du fait qu'aucune entreprise n'a satisfait aux critères de qualification suite à la validation des études techniques et environnementales. La DRP ouverte est en cours de relance en procédure d'urgence. 5 km de piste de Niakhar.

Environnement et adaptation au changement climatique

30. L'objectif principal du FEM/FPMA «**Adaptation au changement climatique en matière de gestion des bassins versants et de rétention d'eau**» consiste à développer la résilience des populations locales et de leurs systèmes de production face aux incidences négatives des changements climatiques sur les ressources en eau qui deviennent de plus en plus rares dans le bassin arachidier. Il couvre les régions de Kaolack, Diourbel, Fatick et Kafrine.

31. La stratégie d'intervention du PAFA et également du FEM/FPMA a été conçue en tenant compte des réalités des exploitations familiales caractérisées par la pluriactivité, l'exiguïté des surfaces, l'utilisation de technologies traditionnelles, la faiblesse des facteurs de production et le faible accès aux intrants et aux services d'appui. Les principes d'orientation de la stratégie se fondent sur (i) la cohérence avec la stratégie de diversification des exploitations familiales, (ii) l'accessibilité des filières retenues, (iii) la sécurisation des investissements et des débouchés, (iv) le développement des partenariats et (v) l'inclusion.

32. L'état de mise en œuvre des recommandations sur le volet changement climatique du PAFA adopté lors de la mission de revue à mi-parcours du PAFA est résumé dans le tableau ci-dessous

33. Le suivi de l'état de mise en œuvre des recommandations de la RMP du PAF est donné dans le tableau ci-dessous. Il ressort du tableau que la plupart des recommandations sont réalisées ou en cours de réalisations à l'exception de la recommandation 6..

Suivi de l'état de mise en œuvre des recommandations de la RMP du PAFA.

Recommandation	Responsabilité	Date convenue	Etat d'exécution
1) Limiter l'intervention des structures étatiques aux actions de suivi, formation, sensibilisation et de contrôle de qualité.	UCP	Janvier 2015	Réalisé. Cas de l'ANACIM dans la formation
2) Mettre en œuvre le suivi de l'incidence des actions relatives aux questions de changements climatiques (évolution du niveau de salinité, l'effet phosphate et fumure organique, les superficies des zones reboisées, etc...)	UCP	Janvier 2015	En cours avec l'INP, l'ISRA et l'UCAD qui ont tous effectué des mesures dont les résultats sont attendus
3) Expérimenter et promouvoir les systèmes de goutte à goutte à faible coût et étendre la technologie à l'ensemble des périmètres maraichers dès que possible	UCP	Janvier 2015	En cours
4) Procéder à une analyse de faisabilité d'extension de l'utilisation de l'énergie solaire au niveau de tous les périmètres d'irrigation.	UCP	immédiatement	Réalisé
5) Dans le cadre des marchés pour l'acquisition de la technologie goutte à goutte, inclure dans les cahiers de charges l'obligation pour le fournisseur d'apporter un appui technique pendant au moins une campagne de production et de garantir la disponibilité de pièces de rechange pendant au moins un an.	UCP	Janvier 2015	La mise en œuvre de cette recommandation a été indexée à l'extension des surfaces en cours de discussion
6) Promouvoir la fumure organique en se référant aux résultats et propositions de la recherche scientifique en fonction des zones écologiques.	UCP	Janvier 2015	Projet favorise l'utilisation de la fumure organique dans la mise en œuvre des sous projet.
7) Investir davantage sur la pisciculture et l'apiculture comme sources alternatives de revenus.	UCP	Janvier 2015	Réalisé. La plupart des jardins potagers font de la pisciculture »
8) Mettre en place des mesures incitatives pour augmenter la superficie exploitable par les femmes dans les périmètres rizicoles.	UCP	Janvier 2015	Réalisé. Les sites visités lors de la RMP sont passés de 77 à 374 ha
9) Prendre en compte les actions d'adaptation aux changements climatiques des producteurs et productrices impliqués dans les filières mil/sorgho, niébé, sésame, bissap...etc.	UCP	Janvier 2015	Réalisé. Généralisation du phosphatage, semences mieux adaptées, Augmentation

34. De façon globale l'exécution du PAFA et plus particulièrement des activités de la composante 4 orientée spécifiquement sur les changements climatiques se déroule convenablement. Les activités de renforcement de capacité, de sensibilisation et de gestion des connaissances ont pu se faire dans la zone d'intervention du projet à la satisfaction des bénéficiaires comme la mission a pu se rendre compte sur le terrain. L'utilisation de semences mieux adaptées aux conditions climatiques actuelles est particulièrement demandée par les groupements de producteurs et surtout les femmes non seulement au niveau des périmètres irrigués mais aussi au niveau du maraîchage considéré par les jeunes comme une véritable source de revenus comme en témoignent leurs retours aux villages.

35. Bien que le volet ait démarré sur le terrain avec plus d'un an de retard sa contribution à l'amélioration des conditions de vie est nettement perceptible. En effet sur les périmètres rizicoles qui ont reçu l'appui du PAFA comme à Fékir, la production en riz a été légèrement supérieure à celle traditionnellement obtenue après seulement une première expérience suite à la séance de formation et sensibilisation. Les femmes du groupement ont reconnu la pertinence et l'utilité des interventions recommandées par le PAFA qui les a aidées à sauvegarder leur production en riz en dépit de l'arrêt brutal de la pluviométrie qui a entraîné des pertes totales (sans la moindre récolte) de production dans des périmètres rizicoles comme cela a été le cas à Ndiaye Ndiaye. Au vu des résultats de l'année 2014 la superficie de l'ensemble des périmètres irrigués est passée de 77 à 374 ha pour la campagne 2014/2015.

36. La mise en place des infrastructures hydrauliques prévues dans le courant de 2015 dont bon nombre sont en cours réalisation va probablement consolider les acquis importants de la contribution du FEM/FPMA en termes de revenus et surtout en ce qui concerne la gestion efficiente de l'eau pour le soutien de l'agriculture face aux effets néfastes et imprévisibles des changements climatiques.

37. L'usage de l'énergie solaire comme moyen de support à l'exhaure de l'eau dans les périmètres maraichers est très bien apprécié par les OP et en particulier les jeunes. Le succès enregistré lors des premières implantations de forages équipés de pompes solaires a créé un engouement généralisé vers l'utilisation de ce genre d'infrastructures comme en témoignent les demandes d'extension de superficies et/ou la création de nouveaux périmètres maraichers par les populations.

38. L'Unité de coordination du projet (UCP) s'est doté d'un expert en conservation de l'eau et en irrigation chargé d'intégrer ces questions dans les activités de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation, et de renforcer les capacités des partenaires institutionnels dans ces domaines. Après le départ de spécialiste en irrigation du PAFA depuis 5 mois, le suivi des activités est assuré par spécialiste des infrastructures, appuyé par le responsable des sous projets. Aussi la mission recommande à l'UCP de procéder à son remplacement par un autre cadre du projet appuyé par les services d'un consultant afin de permettre le suivi de près et la réalisation à temps des activités de la composante FEM.

39. Le projet supporte également le développement de la chaîne de production de cultures résistantes à l'eau et au changement climatique. D'autres parties prenantes de la chaîne de production, dont les scientifiques, les chercheurs et les développeurs (y compris les opérateurs du PAFA) bénéficient également du projet; ils sont appuyés dans leurs efforts pour dégager les contraintes climatiques qui affectent les moyens et les modes d'existence, ainsi que l'augmentation des revenus des producteurs. La stratégie de ciblage se fonde sur une approche globale envers ces derniers, visant à faciliter leur intégration dans la production, l'élaboration et l'adaptation aux changements climatiques.

40. En matière de ciblage, le projet a réalisé simultanément l'aménagement de sites pourvus d'unités de stockage et d'utilisation de l'eau en même temps que (i) établissement d'une définition géographique de la pauvreté par rapport à la mobilisation potentielle de l'eau de surface, (ii) l'élaboration des données concernant les groupes et les individus les plus pauvres, au niveau communal et intra-communautaire, (iii) l'assemblage des données sur l'exposition des communes et des villages aux changements climatiques et des (iv) femmes qui occupent des positions clés et de responsabilité.

41. Concernant la coordination, le projet a adopté une approche focalisée sur la diffusion, la réplique et la classification (renforcement) des expériences pertinentes développées auparavant dans le cadre de la zone du projet, ou dans des contextes similaires, notamment dans les domaines suivants: (i) méthodes de gestion et conservation des sols établies par la recherche et appliquées à des projets de développement dans cette région; (ii) achèvement des activités d'un projet par la signature de

protocoles ou d'accords avec les agences d'exécution jugées adéquates en fonction des résultats obtenus; (iii) gestion autonome par la communauté des infrastructures/équipements; (iv) promotion de prestataires de service en provenance des populations vulnérables dans un effort de «création d'emplois» nécessaire pour impliquer le potentiel local. Une telle approche devrait maximiser le volume des investissements et soutenir les structures établies et/ou réhabilitées dans le cadre du projet.

42. Convergence avec les politiques nationales. Par ailleurs, pour responsabiliser la gouvernance locale (GL) à l'égard du changement climatique, en adaptant les actions à leurs territoires respectifs et en intégrant les approches afin de maximiser l'appui des partenaires, le projet a initié l'introduction de l'inscription des aléas du changement climatique dans les outils de planification locale et les infrastructures dans le cadre du PLD et du API, pour faciliter le passage des infrastructures et de la gestion des nouveaux actifs dans les budgets de maintenance des gouvernements locaux.

43. Composantes du projet. Les interventions du projet se focaliseront sur la gestion des ressources en eau, par le truchement de cinq composantes: (i) renforcement des capacités, sensibilisation et gestion des connaissances au niveau national; dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Direction de l'Environnement et des Établissements Classés (DEEC) et Partenaires techniques (ii) collecte de l'eau et gestion des bassins versants dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Direction des Bassins de Rétention et des Lacs Artificiels (DBRLA). La Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau (DGPRE), l'Institut National de Pédologie (INP) et Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA), sont impliqués dans l'exécution de cette composante. L'UCAD y intervient également sur les aspects de caractérisation des unités hydrologiques, la mise en place et le suivi d'ouvrages de mesure, (iii) conservation de l'eau et irrigation efficace. La maîtrise d'ouvrage est assurée par les OP avec l'appui de l'UCP et de Partenaires techniques (iv) suivi et évaluation; (v) gestion du projet.

44. Le projet FEM/FPMA s'intègre au Projet d'Appui aux Filières (PAFA) dont il est la composante 4 : Adaptation aux changements climatiques. Il a démarré ses activités en début 2014. L'accord de don a été signé le 3 décembre 2013. Le coût total du don est de 5 millions de dollars US et sa durée de 4 ans. Il couvre 4 régions : Kaolack ; Kaffrine, Fatick et Diourbel.

45. La mission a noté la grande satisfaction du Ministère de l'Agriculture Sénégalais et du FIDA vis-à-vis des activités du PAFA compte tenu du succès qu'il a connu à travers ses réalisations sur le terrain et l'intérêt et l'adhésion qu'elles ont suscité auprès des populations rurales dans la zone du projet. Ceci représente un atout qui a pour effet de catalyser la réussite des activités du don FEM/FPMA dans cette zone de la composante FEM. Un des facteurs qui conditionnent cette réussite est une très bonne coopération et interactivité entre les différents partenaires du PAFA. Les rôles et les missions attribuées à ces différents partenaires sont fixés dans les différentes conventions qu'ils ont signées avec le PAFA. La mission tient à souligner l'importance du respect des engagements pris par chaque partenaire afin d'éviter tout retard ou blocage dans le planning des réalisations du don FEM/FPMA.

46. Le FEM/FPMA de par ses produits et réalisations est un projet pilote au sein du PAFA dont les résultats doivent servir de modèles pour accroître les performances de la mise en œuvre du PAFA et de façon générale d'autres projets de même nature qui s'appuient sur la gestion durable des ressources naturelles le développement de l'adaptation aux changements climatiques et la conservation de l'eau et des sols. Ces actions doivent être valorisées et poursuivies en vue de freiner les processus de dégradation de l'environnement dans les zones des projets. La mission recommande que le projet accroisse le volume d'activités de telle sorte assurer un décaissement à un rythme plus important pour pouvoir achever le maximum d'impact avec la clôture du PAFA.

47. En conclusion on peut dire qu'en dépit d'un démarrage tardif de l'ensemble des activités de la composante 4 du PAFA et des difficultés inhérentes à la mise en œuvre des volets renforcement des capacités et récupération des eaux et gestion des bassins de versants on peut dire que le financement par le don FEM/FPMA du PAFA a permis de démontrer que les activités d'adaptation aux changements climatiques initiées contribuent effectivement à accroître la production et donc les revenus des agriculteurs. Bon nombre d'actions bien maîtrisées par les populations ont redonné de l'espoir aux petits producteurs qui ont été convaincus que des solutions existent pour vaincre la dégradation de la nature qui les rendait vulnérables et de plus en plus pauvres. Si la fin du PAFA en mars 2016 doit entraîner la fin du volet changement climatique comme le prévoit l'accord de financement ce serait dommage car le volet n'aurait connu qu'à peine deux ans d'exécution effective au lieu de quatre. En effet de nouvelles actions d'adaptation restent encore à intensifier comme l'extension du système goutte à goutte, l'emploi intensif de la fumure organique, l'extension de l'usage du solaire, toutes choses

contribuant à la durabilité des actions. Aussi il serait plus indiqué de poursuivre l'exécution du volet au-delà du 31 mars 2016 en augmentant le volume des actions sur les infrastructures dans le cadre du PAFA et/ou même d'envisager des financements complémentaires au moment où les populations montrent un véritable engouement pour ces actions expérimentées dans le cadre du financement GEF.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Introduire une demande de prolongation de l'exécution des actions du don FEM/FPMA jusqu'au 31 décembre 2016 pour éviter la clôture prématurée du don au 31 septembre 2016 comme le prévoit l'accord de don.	UCP/Ministère de l'Agriculture/FIDA	Dès adoption de la présente Aide Mémoire
Accélérer la cadence des décaissements en réalisant davantage d'activités d'infrastructure au-delà des prévisions du PTBA 2015 avant la clôture en fin 2016.	UCP	Immédiatement
Renforcer la cellule FEM du PAFA en procédant au recrutement d'un consultant spécialiste en génie rural et irrigation compte tenu du besoin de suivi rapproché de la mise en œuvre des activités de la composante.	UCP	Immédiatement
Accélérer la cadence des études et des travaux d'ouvrages de rétention d'eau prévus dans le PTBA 2015 et permettre aux bénéficiaires de les valoriser.	UCP	Immédiatement
Évaluer les résultats des activités de formation dispensées aux groupes bénéficiaires pour estimer le degré d'appropriation des techniques de gestion efficiente de l'eau en riziculture (ventilée par genre), en technologie innovatrice en économie d'eau et en pratiques agricoles qui favorisent la conservation de l'eau.	UGP	2015
Terminer l'inventaire des meilleures pratiques et des connaissances locales en matière d'adaptation et les diffuser au niveau des bénéficiaires.	UCP/DEEC	Immédiatement
organiser une visite d'échange dans des pays voisins tels que le Maroc ; qui disposent d'expérience en matière d'activités d'adaptation aux changements climatiques, la conservation de l'eau et des sols, la pratique de techniques d'économie d'eau, l'implication des associations d'usagers de l'eau dans la gestion et la maintenance des ouvrages.	UCP	2015
Impliquer les ONG dans la réalisation des études et prestations de service au niveau local. La mission des établissements publics centraux résidant dans la vérification de la conformité des cahiers des charges et le contrôle technique de la réalisation des ouvrages	UCP	2015
Poursuivre les activités visant une meilleure intégration des CC dans les politiques sectorielles de gestion de l'agriculture et des ressources en eau et ce dans le cadre des nouveaux plans d'investissement locaux.	UCP	2015
Continuer l'installation de brises vent systématiquement autour de tous les périmètres maraichers.	UCP	Immédiatement
Promouvoir l'introduction des arbres fruitiers dans tous les périmètres conformément aux spécifications du document du projet	UCP	Immédiatement
Poursuivre la réalisation d'un SIG et sa mise à jour avec une cartographie de la vulnérabilité des ressources en eau.	UCP	Immédiatement

49.

D. État d'avancement de l'exécution du projet

50. **Activités du Suivi-évaluation.** L'architecture générale du système de suivi évaluation du PAFA repose sur le suivi de la planification des activités du PTBA, le suivi des résultats et la mesure de l'impact. La cellule Suivi-évaluation dispose d'un outil de planification et de suivi des activités du PTBA qui permet d'avoir l'état de mise en œuvre physique par activité, sous composante et composante. Néanmoins, le tableau de suivi physique des activités devra être complété sur les aspects de suivi financier à partir du plan analytique de la comptabilité et des tableaux d'exécution financière issus de la comptabilité tel que stipulé dans le manuel de procédures de suivi-évaluation.

51. Le suivi des résultats est effectué à partir de fiches de collecte, des enquêtes de référence complétées par des enquêtes de vulnérabilité des ménages bénéficiant de sous projets d'ateliers

d'autoévaluation et des études thématiques. La mesure de l'impact est obtenue grâce aux enquêtes SYGRI et des études sur la situation de l'objectif de développement.

52. Le système de suivi évaluation du PAFA fournit les rapports périodiques, les tableaux de bord des missions de supervision et les résultats SYGRI de 1er, 2e et 3e niveau. Des réunions trimestrielles avec les partenaires de mise en œuvre et des réunions de bilan annuel permettent de passer en revue l'avancement du Projet et de faire le point sur les filières. La majeure partie des recommandations de la mission de revue à mi-parcours -partie suivi évaluation- a été exécutée : le manuel des procédures du SSE a été révisé et l'application informatique est en cours de réactivation sur la base d'un plan d'actions proposées par le cabinet

53. **Ciblage.** La stratégie de ciblage qui favorise l'inclusion des couches défavorisée est basée sur la démarche de responsabilisation des acteurs. Elle a suivi les étapes suivantes : (i) Une campagne active de sensibilisation ; (ii) L'auto ciblage des groupes vulnérables par les OP porteuses de sous projets ; (iii) Le « scoring » des enquêtes de vulnérabilité ménages selon critères (superficie, équipement agricole, présence de jeune, de femmes, de veuve ou handicapé, cheptel, revenus; soudure,) ; (iv) Etude des sous projets par un comité technique (validation technique du projet) ; (v) Etude par un comité régionale d'approbation (CRA) présidé par le gouverneur qui approuve les SPAM à financer et (vi) Mission de vérification sur le terrain des SPAM approuvés par le CRA. L'efficacité de la stratégie de ciblage du PAFA repose sur la bonne participation des femmes lors des séances d'informations et de sensibilisation sur le projet.

54. **Parité homme/femme.** Dès le démarrage du projet, l'accent a été mis sur l'insertion des femmes et des jeunes filles dans les filières agricoles et avicoles, dans la transformation et la commercialisation. La stratégie du ciblage décrite ci-dessus a favorisé la présence très importante des cibles jeunes et femmes. Leur représentation a favorisé leur présence dans les organes de décision. Ainsi en termes de parité hommes-femmes, les femmes représentent 62% des bénéficiaires des Sous Projets Accès au Marché (SPAM), 38% des Conseillers en Exploitation Familiale (CEF), 90% des Opérateurs de Marchés (femmes transformatrices), 59% des bénéficiaires des projets de filières, 71% des bénéficiaires des périmètres maraichers.

55. **Inclusion des jeunes.** Pour cibler et sensibiliser les jeunes et les femmes le projet a beaucoup travaillé avec les Associations Sportives et Culturelles (ASC), les femmes leaders, les organisations de femmes. Ces organisations se caractérisent par leur forte capacité de mobilisation sociale, d'ancrage social autour de leurs activités. L'application de la stratégie du ciblage et le suivi des sous projets a permis d'obtenir des résultats probants. Les jeunes (hommes et femmes) représentent 53% des bénéficiaires des SPAM, plus de 50% des CEF, 43% des bénéficiaires de sous-projets filière, et 65 % des bénéficiaires des périmètres maraichers. L'inclusion de groupes vulnérables ou marginalisés (personnes vivant avec un handicap) dans les activités du projet notamment au travers de SPAM dans l'Aviculture Villageoise Améliorée (AVA) avec 75 sous projets AVA a permis de toucher 1900 ménages dont 92% des bénéficiaires sont des femmes. Le projet a favorisé l'insertion de 5 000 jeunes à travers 45 ASC dans la vie active et professionnelle. Il s'agit d'un accès à la terre en mettant en œuvre des sous projets dans les filières mil/sorgho, niébé, bissap etc. Ces jeunes assurent aujourd'hui la sécurité alimentaire dans les ménages. L'insertion de ces jeunes ruraux dans des filières agricoles profitables et diversifiées a eu comme impacts directs le recul de la précarité et l'amélioration des moyens d'existence de cette frange de la population. On assiste à une augmentation des revenus et de l'investissement des jeunes dans les terroirs villageois. Aujourd'hui, dans les différents villages d'intervention des jeunes investissent dans d'autres filières telles que l'embouche ovine, la transformation, le petit commerce. En moyenne, le revenu moyen d'un jeune inséré dans les sous projets est de 400 000 francs CFA par campagne.

56. **Lutte contre la pauvreté.** La sécurité alimentaire, l'accès aux infrastructures socio-économiques de base, l'emploi et le renforcement des capacités sont essentiellement les domaines sur lesquels le PAFA intervient pour contribuer à la réduction de la pauvreté des ménages ruraux. Les actions mises en œuvre ont permis au projet d'atteindre 25 382 ménages bénéficiaires directs représentant 181% du nombre total ciblé en début de projet.

57. Les résultats de l'enquête SYGRI de référence révèlent que 70% des ménages connaissaient une période de soudure de trois mois et demi (3,5), en moyenne. Après quatre années d'intervention du projet, cette période de soudure a sensiblement diminué. En effet, 18% des ménages connaissent une période de soudure d'un (01) mois tel que révélé par l'enquête SYGRI de démarrage de PAFA-E en janvier 2015 ; 82% des ménages ne connaissent plus de période soudure grâce à l'amélioration des

rendements, suite à l'application des bonnes pratiques agricoles et à l'utilisation d'intrants de qualité. Ainsi, l'intervention du projet a contribué à l'augmentation des productions agricoles en 2014 /2015 qui ont atteint 34 376 t dont 30 917 t de céréales. Cette production couvre les besoins alimentaires de 167 118 personnes et correspond à une valeur monétaire de 8,782 milliards F CFA.

58. La production maraîchère de contre saison froide est évaluée à 1 458,37 t dont 1334,4 t d'oignon soit 91,4% de la production. La valeur monétaire de la production totale s'élève à 459 893 778 F CFA. Ainsi le maraîchage a contribué de manière très significative à la lutte contre la pauvreté en augmentant les revenus de 681 ménages constitués de 5305 bénéficiaires dont 27% de femmes adultes et 55 % de jeunes. Ce volet a contribué à la fixation des jeunes dans leurs terroirs respectifs, voire à leur retour d'exode rural. Ainsi, 5 000 emplois de jeunes ont été créés à travers quarante-cinq (45) Associations sportives et culturelles (ASC) qui ont pratiquement opéré des mutations, devenant de fait, des ASC économiques. Les ressources tirées de l'activité contribuent aussi au développement des activités tant sportives que culturelles.

59. L'aviculture villageoise améliorée a contribué à l'augmentation des revenus de 1 900 ménages dont 92% de femmes à travers 75 sous-projets financés par le projet. Elle est évaluée à 114 000 poulets équivalant à 194 t de viande. La vaccination de 894 000 sujets contre la maladie de Newcastle, le déparasitage, le suivi de l'alimentation et l'habitat et la formation des femmes aux techniques de fabrication d'aliments à base de produits locaux ont permis de réaliser des marges brutes de 600 à 800 Frs CFA par sujet . La construction de plateformes de services pour l'aviculture villageoise améliorée autour des zones d'installation des poulaillers améliorés offre ainsi de meilleures conditions de mise en marché des produits et de régularisation des prix, tout en assurant un rapport qualité-prix supérieur et une augmentation des revenus des femmes bénéficiaires.

60. **Innovation et apprentissage.** En matière d'apprentissage, le projet a développé un certain nombre d'actions permettant l'acquisition de nouvelles connaissances à travers des ateliers d'auto-évaluation, des visites d'échanges entre producteurs, l'internalisation du conseil agricole, le cofinancement dégressif, le processus de contractualisation OP/OM, l'édition du bulletin trimestriel « Agro-filières » et la diffusion à tous les acteurs de l'information sur les marchés (système YEGLE). Pour ce qui est des innovations, bon nombres d'actions du projet méritent d'être soulignées. Il s'agit de : plates-formes de services aviculture villageoise améliorée, couveuses pétro-solaires, association pisciculture /maraîchage, promotion de la farine enrichie pour enfant, promotion du « consommer local », semis humide du mil pour lutter contre le striga et gestion communautaire du matériel agricole.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Préciser la part contributive des effectifs vaccinés dans les objectifs nationaux	UCP/Coord	30 Decembre 2015
Documenter et capitaliser innovations mise en œuvre dans le cadre du PAFA et les diffuser	UCP/RSE	Mars 2016

E. Aspects fiduciaires

61. **Appréciation d'ensemble.** A environ 12 mois de la date d'achèvement du Projet, les performances enregistrées par le PAFA dans la gestion des aspects fiduciaires sont significatives. En effet : i) le taux moyen d'exécution des PTBA de 2011 à fin 2014 est de 90% ; ii) le taux de décaissement du prêt/don/FIDA est de 95,30% (96,04%/prêt et 55,74%/don) et pour les bénéficiaires, ce taux est de 148,1%. Cependant, le taux de décaissement du prêt/OFID (19,4%) et conséquemment celui de l'Etat (16,4%) dont la contrepartie est tributaire des investissements de l'OFID, restent encore préoccupants. Cette situation résulte d'une mise en place très tardive des fonds/OFID, 16 mois après celle du FIDA. En ce qui concerne le Don FEM, le taux de décaissement (28,30%) correspond à une période d'exécution des activités sur environ 18 mois. Au plan opérationnel, les états financiers annuels ont été régulièrement transmis au FIDA dans les délais requis. Il en est de même des rapports d'audit dont les différentes observations, conclusions et recommandations n'ont pas remis en cause la gestion normée des activités administratives, financières et comptables. Enfin, tous les appendices et autres situations nécessaires à la présente revue ont été préparés et rendus disponibles au démarrage de la mission.

62. **Outils de gestion.** Le manuel de procédures administratives, financières et comptables, élaboré en 2011, a été mis à jour en décembre 2014, pour prendre en compte le financement du PAFA-E. Dans

le même cadre, le manuel d'exécution est en cours de révision. Le logiciel Tom2Pro va également faire l'objet d'un nouveau paramétrage intégrant tous les axes analytiques, financiers et comptables du PAFA-E. Par ailleurs, la mission a été informée qu'en attendant la prise en charge par la maison mère TOMATE des nouveaux formulaires de mobilisation des ressources, la génération automatique des DRF n'est plus possible. Actuellement, les DRF sont élaborée sous Excel.

63. Gestion des Immobilisations. L'inventaire des immobilisations pour la clôture des comptes 2014, a été réalisé du 19/12/14 au 31/12/14. Les données physiques rapprochées avec les données comptables ont fait l'objet d'un rapport qui a été mis à la disposition de l'Auditeur. Pour mémoire, l'assurance des véhicules immatriculés en ADTT et des autres immobilisations, reste du ressort de l'Agent Judiciaire de l'Etat. En matière de suivi des véhicules les carnets de bord sont disponibles et à jour.

64. Gestion du personnel. L'effectif actuel du projet est de 40 employés (17 cadres et 23 agents d'appui), dont : seize (16)/PAFA dont 12/PAFA-E (04/siège, 08/antennes) ; trois (03)/Contrepartie ; sept (07)/BOAD et deux (02)/Don FEM. Le recrutement des remplaçants du responsable en irrigation et du spécialiste en filières agricoles, démissionnaires, est resté infructueux. L'UCP a déjà confié les questions liées à l'irrigation au Spécialiste en infrastructures. Par contre, en ce qui concerne le poste Spécialiste en filières agricoles, l'UCP va procéder à une relance de l'appel à candidatures. En outre, concernant l'évaluation du personnel, fondée sur les objectifs assignés en 2014 et des résultats atteints pour la même période, elle a été réalisée au cours du mois de février 2015 et le rapport y relatif est en instance d'envoi au FIDA, pour appréciation.

Gestion financière et Décaissements

65. PTBA d'achèvement 2015/2016. Il couvre une période de dix-huit (18) mois et se chiffre à 2 994 170 000 FCFA dont 538 470 000 FCFA/Prêt/FIDA (17,98%) ; 15 000 000 FCFA/Don/FIDA (0,50%) ; 345 550 000 FCFA/ETAT (11,54%) ; 681 800 000 FCFA/OFID (22,77%) ; 44 400 000 FCFA/Bénéficiaires (1,48%) ; 1 189 000 000 FCFA /Don FEM (39,71%) et 179 950 000 FCFA/BOAD (6,01%). Au 30/04/2015, le taux d'exécution du budget est de 9%, Les taux par bailleur sont respectivement de : 22%/Prêt/FIDA ; 22%/Don/FIDA ; 4%/Etat ; 6%/OFID ; 11%/Bénéficiaires ; 4%/Don FEM et 20%/BOAD. Les taux d'exécution par composante sont de : 11%/C1 ; 7%/C2 ; 15%/C3 ; 4%/FEM ; 44%/C/SAFIR. Pour le FEM, les composantes affichent les taux suivants : 4%/C1 ; 8%/C2 ; 2%/C3 ; 4%/C4 ; 13%/C5. En termes de projections et sur la base des engagements et des prévisions de dépenses, il est prévu d'atteindre des taux d'exécution du PTBA en fin juin et en septembre de 20% et de 56%. Concernant le suivi d'exécution des PTBA, le PAFA a enregistré les taux d'exécution suivants : 73%/2010-2011 ; 78%/2012 ; 94%/2013 ; 98%/2014, pour un taux moyen sur la période de 90%, ce qui est globalement satisfaisant.

66. A titre de rappel, le PTBA d'achèvement devra prendre en compte les activités de clôture (du 01/04/16 au 30/09/16) notamment : i) les charges de salaires du personnel réduit de clôture et le fonctionnement de la période ; ii) les coûts des audits des comptes arrêtés au 31/12/15 et au 30/09/16 ; iii) les dépenses relatives aux études thématiques et d'impact ainsi qu'au rapport d'achèvement ; iv) les droits du personnel à l'achèvement et à la clôture ; v) une provision éventuelle pour les retenues de garantie sur les marchés de travaux. Au plan opérationnel, le PTBA/PPM 2015/2016 devra être élaboré sur la base d'une logique de planification à rebours permettant d'assurer l'exécution des activités d'achèvement au plus tard le 31/03/2016, faute de quoi, les dépenses y relatives ne seront pas honorées par le FIDA. Ainsi, les réceptions provisoires des travaux, les livraisons de fournitures, les remises de rapports définitifs de services de consultants etc. devront intervenir avant cette date. En ce qui concerne les activités de l'OFID, une demande de prorogation de la date d'achèvement au 30/09/2016 été introduite le 10/02/2015, pour assurer une prise en charge significative des investissements prévus. Pour la bonne règle, un plan de décaissement prévisionnel devra être élaboré pour assurer la disponibilité des ressources nécessaires à l'exécution optimale des activités planifiées. Enfin, compte tenu de la durée d'exécution exceptionnelle de ce PTBA, il faudra prévoir sa révision à mi-parcours.

67. Déboursements par bailleur. Le coût du projet est de 31,609 millions USD. Au 30/04/15, les déboursements réels totaux se chiffrent à 19, 221 millions USD, soit un taux de 60,8%. Les taux d'exécution par bailleur sont respectivement de : 93,3%/FIDA ; 55,7%/Don FIDA ; 16,4%/ETAT ; 19,4%/OFID ; 148,1%/Bénéficiaires. Les déboursements des bailleurs par composante sont de : 74,0%/Composante 1 « Diversification Agricole et Accès au Marché » ; 36,7%/Composante 2 « Développement et Structuration des Filières » ; 86,7%/Composante 3 « Concertation Nationale,

Gestion des Savoirs et Coordination ». En ce qui concerne le FEM, les déboursments par composantes se présentent comme suit : 20,4%/Composante 1 «Renforcement des capacités...» ; 24,2%/Composante 2 « Récupération de l'eau et gestions des bassins versants » ; 25,3%/Composante 3 « Conservation de l'eau et efficacité de l'irrigation » ; 28,5%/Composante 4 «Suivi et évaluation » ; 37,5%/Composante 5 « Gestion du Projet ».

68. Régistres des DRF/DPD. Le registre des DRF/DPD/FIDA est à jour à la DRF N°34/Prêt/FIDA, pour un montant total soumis de 6 607 136 612 FCFA dont 6 607 136 609 FCFA payés, soit un écart de 03 FCFA correspondant à la différence constatée sur la DRF N° 25. La DRF N° 35/Prêt/FIDA de 347 453 808 FCFA est en instance d'envoi et la DRF N° 36/Prêt/FIDA de 183 251 579 FCFA est en cours de finalisation. Le registre des DRF/Don/FIDA est également à jour à la DRF N° 07 pour un montant soumis et payé de 87 333 416 FCFA. En ce qui concerne l'OFID, le registre compte sept (07) DRF soumises de 1 022 689 938 FCFA dont 1 022 583 468 FCFA payés, soit un écart de 110 180 FCFA, correspondant à des frais bancaires non pris en charge par l'OFID. La DRF N° 08/Prêt/OFID de 144 122 307 FCFA est en cours de finalisation. Le registre des DRF/Don/FEM est aussi à jour à la DRF N° 03 pour un montant soumis et payé de 732 794 131 FCFA. La DRF N° 04 de 140 290 962 FCFA est en cours de finalisation à l'UCP.

69. Décaissements du prêt FIDA. Au 30/04/15, le montant total décaissé à la DRF N° 34 est de 8 739 284, 92 DTS, pour une dotation initiale de 9 100 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 96,04%. Ce taux devra être corrigé dans la mesure où une dépense de 15 809 900 FCFA, soumise sur la DRF N° 03 du Don a été payée et imputée au Prêt pour l'équivalent de 21 353,62 DTS. En prenant en compte la DRF N° 35 en instance d'envoi au FIDA, pour un montant d'environ 422 636,64 DTS, le taux d'exécution sera de 97,89%. La DRF N° 36, relative aux dépenses du mois de janvier à avril 2015 (222 903,95 DTS) portera le taux à 98,87%.

70. Décaissements du don FIDA. Le montant du Don est de 170 000 DTS. Au 30/04/14, le montant décaissé est de 94 766,23 DTS, soit un taux de décaissement de 55,74%.

71. Compte spécial Prêt et don FIDA. Le rapprochement du compte spécial prêt/don FIDA au 30/04/15, donne un solde reconstitué de 749 999 997 FCFA pour une dotation initiale de 750 000 000 FCFA, soit un écart de 03 FCFA, correspondant à la différence entre le montant soumis sur la DRF 25 et le montant payé. A cette date : i) le montant recouvré par FIDA est de 121 139 150 FCFA (16,15% de la dotation initiale) ; ii) la trésorerie disponible est de 88 941 271 FCFA (11,86%) ; iii) la DRF 35 d'un montant de 347 453 808 FCFA (45,79%) est en cours d'envoi à la Direction de l'Investissement pour contrôle et traitement iv) la DRF 36 en préparation est de 183 251 579 FCFA (24,43%) ; v) les montants retirés du compte spécial et en cours de justification sont de 9 214 189 FCFA (1,22%).

72. Réallocation des ressources. Par lettre n° 0912949/MEFP/DGF/DI/DFM/BAA/id du 12 décembre 2014, une requête de réallocation des fonds du prêt a été adressée au FIDA avec comme souci de consolider les acquis des SPAM, de renforcer la capacité opérationnelle des tables filières et de prendre en compte les charges salariales induites par l'harmonisation des rémunérations au niveau des projets/FIDA. A moins d'en convenir autrement, le traitement de cette requête s'avère urgent pour conforter les catégories concernées.

73. Recouvrement de l'avance initiale. En janvier 2015, le PAFA a proposé au FIDA un plan de recouvrement de l'avance initiale de 750 00 000 FCFA dans la mesure où le solde du compte du prêt était devenu égal à deux (2) fois le dépôt initial. Ce plan permettra de prélever en remboursement 60% des montants des DRF 35 et 36, 75% de la DRF 37 et 100% de la DRF 38. A date, le montant prélevé sur la DRF 34 est de 162 058,56 DTS/121 139 150 FCFA. Les prélèvements prévus sur les DRF 35 et 36 sont respectivement de 208 472 285 FCFA et 110 550 947 FCFA. Le solde résiduel sera de 309 837 618 FCFA.

74. Décaissements OFID. Au 30/04/15, le montant total décaissé est de 1 022 583 468 FCFA (environ 1,74926 millions USD), pour une dotation initiale de 9,028 millions USD, soit un taux de décaissement réel de 19,4%. En tenant compte de la DRF N°08, en finalisation, pour un montant de 144 122 307 FCFA (environ 246 539,92 USD), le taux sera de 21,53%. Le taux de décaissement du fonds OFID connaîtra à partir du deuxième semestre 2015, une évolution significative avec la réalisation notamment, des centres de développement/filières et des pistes. En outre, par correspondance n° 033/MAER/PAFA/RAF, le Coordonnateur du Projet a demandé à la Tutelle de bien vouloir introduire auprès de l'OFID une requête de prorogation de la date de clôture de son prêt au 30/09/16 (date de clôture du prêt/FIDA) afin d'assurer une mise en œuvre optimale des investissements visant à faciliter

la maîtrise de l'eau au niveau des parcelles de production et à développer des infrastructures structurantes. A cet égard, la mission a été informée de la saisine de l'OFID par le MEFP.

75. Compte spécial OFID. Le rapprochement du compte spécial prêt/OFID au 30/04/15, donne un solde reconstitué de 249 889 820 FCFA, pour une avance initiale de 250 millions de FCFA, soit un écart de 110 180 FCFA (0,05% du CS) en moins dans le compte spécial, correspondant aux frais bancaires que la banque devait rembourser depuis le 30/04/13. La trésorerie disponible est de 105 767 513 FCFA (42,31% de la dotation initiale) et la DRF N° 08 d'un montant de 144 122 307 FCFA (57,64% du CS) est en cours de finalisation.

76. Décaissements FEM. Au 30/04/15, le montant total décaissé à la DRF N° 03 est de 1 414 766,53 USD, pour une dotation initiale de 5 000 000 USD, soit un taux de décaissement réel de 28,30%. En prenant en compte la DRF N° 04 en phase de finalisation à l'UCP qui prend en compte les dépenses effectuées de novembre 2014 au 30 avril 2015, pour un montant d'environ 239 985,91 USD, le taux d'exécution sera de 33,10%. Les dépenses prévues dans le PTBA de mai 2015 au 31 mars 2016 sont de 1 139 464 467 FCFA, soit environ 1 949 201,93 USD (1 USD égal 584,58 FCFA). En supposant l'exécution totale de ce montant et sa mobilisation, les ressources décaissées sur le Don seraient de 3 603 954,37 USD (décaissements réels à la DRF N° 03/1 414 766,53 USD ; estimation DRF N° 04 en préparation/239 985,91 USD ; prévisions de dépenses/1 949 201,93 USD). Le solde du compte du Don serait alors de 1 396 045,63 USD. Par rapport à ce qui précède, la prochaine mission de supervision prévue en fin d'année devra statuer sur les mesures idoines à prendre pour assurer la suite de l'exécution des activités du FEM afin d'épuiser les ressources mises à disposition.

77. Compte spécial FEM. Le rapprochement du compte spécial Don/FEM au 30/04/15, donne un compte reconstitué de 400 000 000 FCFA, correspondant à l'avance initiale du FIDA (aucun écart n'a été relevé). A cette date, la trésorerie est de 259 709 038 FCFA (64,92% de la dotation initiale) et la DRF en finalisation au PAFA est de 140 290 962 FCFA (35,08 du CS).

78. Service d'appui à la Finance Rurale (SAFIR). Pour rappel, le SAFIR est ancré au PAFA, de façon transitoire, depuis mars 2013. L'accord de Prêt BOAD, signé le 16 décembre 2005, est entré en vigueur le 31 mai 2006. La Date Limite de Mobilisation (DLM) du prêt BOAD fixée au 30 mars 2014 a été prorogée une première fois au 31 mars 2015. Par lettre en date du 10 février 2015, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan du Sénégal a transmis à la BOAD une requête relative à la prorogation de la Date Limite de Mobilisation (DLM), du 31 mars 2015 au 31 décembre 2015 et la responsabilisation des SFD dans la passation des marchés relatifs à la construction de cinq (05) caisses. Le dossier est en cours de finalisation à la Banque. A date, le rapprochement du compte d'avance BOAD au 30/04/15, donne un montant reconstitué de 70 000 000 FCFA, correspondant à l'avance initiale de la BOAD (aucun écart n'a été relevé). A cette date, la trésorerie est de 33 200 576 FCFA (47,43% de la dotation initiale) et la DRF 14 en instance de finalisation de 36 799 424 FCFA (52,57% du CS).

79. A la date du 30/04/2015, le SAFIR a facilité le financement de 923 requêtes d'un montant de 974 511 290 FCFA, pour un objectif initial de 990 requêtes d'un (01) milliard FCFA, soit des taux d'exécution de 93% en terme quantitatif et 97,45% pour le volet financier. A date, en l'absence de rapports des faîtières et sur la base des recoupements effectués par les Responsables Locaux du SAFIR, lors des missions d'appui aux recouvrements, auprès des institutions à la base, le taux de remboursement est d'environ 91%. Il faut également souligner que pour le PTBA 2015, sept (07) requêtes des bénéficiaires du PAFA ont été satisfaites pour une enveloppe de 32 000 000 FCFA. Dans le même temps, sept (07) dossiers d'un montant global de 66 807 600 FCFA sont en phase d'instruction au niveau des SFD partenaires. Pour le compte du PADAER, trois (03) dossiers ont été financés pour un montant de 1 750 000 FCFA et quatre (04) OP ont des requêtes en instruction pour un montant total de 2 250 000 FCFA.

80. Les autres activités en cours d'exécution concernent : i) l'étude sur la pérennisation des activités du SAFIR (rapport provisoire disponible) ; ii) la signature des conventions avec la DRS, la DMF et l'AP-SFD (conventions signées avec l'AP-SFD et la DMF et convention/DRS assujettie à celle à signer avec les SFD) ; iii) l'extension des caisses (ANO en instance).

81. Par ailleurs, le montant total des refinancements effectués en deux (02) tranches au profit des SFD partenaires se chiffre à 804 000 000 FCFA dont 380 millions FCFA/ UIMCEC ; 180 millions FCFA/ URMECS ; 110 millions FCFA/ CAURIE- MF ; 84 millions FCFA/ASACAS et 50 millions FCFA/DIMBALANTE. Les remboursements devront être faits en dix (10) semestrialités et à date, les

échéances de 93 600 000 FCFA au 31/03/15 ne sont pas encore payées. Le compte devant recevoir lesdits remboursements a été ouvert le 13 avril 2015 à la CNCAS sous le nom : SAFIR/PAFA-BOAD et sous le N° 0001074471 01 (F) clé RIB : 96 clé IBAN : 86. Par ailleurs, en ce qui concerne, le compte "fonds de garantie/BOAD", ouvert par le PROMER II et dont le transfert au PAFA doit être effectué depuis l'arrimage du SAFIR au Projet, il reste encore à transférer les pouvoirs de signature au Coordonnateur et au Responsable administratif et financier du PAFA. A cet égard, une lettre du PAFA n°011/MAER/PAFA/RAF du 09 janvier a été adressée à la Tutelle.

82. Financement de la contrepartie. Les prévisions globales en matière de contrepartie sur la durée du Projet se chiffrent à 5,750 millions USD. Pour rappel, la contrepartie de l'Etat est constituée : i) des 18% de TVA et droits de douane sur les acquisitions ; ii) des 7% de prise en charge du coût des infrastructures communautaires sur ressources BCI ; iii) de l'assurance maladie du personnel et des salaires/charges sociales de trois (03) agents d'appui. A date, les ressources mobilisées à ce titre à travers l'exécution des PTBA sont de 0, 9435 millions USD soit un taux de réalisation de 47,98% (32,84%/BCI et 65,90%/taxes) et un taux de mobilisation de 16,4% par rapport au montant total des fonds de contrepartie prévus pour la mise en œuvre des activités du Projet. Le niveau d'exécution du BCI reste tributaire de la réalisation et du paiement des infrastructures sur financement/OFID (pistes, magasins de collecte primaire et/ou de stockage). A date, un montant de 79 042 429 FCFA est en cours d'instruction (engagements/règlements) dont 21 347 099 FCFA/TVA et 57 695 330 FCFA/BCI.

83. Trésorerie et Dettes. Au 30/04/15, les soldes créditeurs des banques/caisses totalisent un montant 487 630 470 FCFA (487 239 371 FCFA/Banque et 390 499 FCFA/Caisses) dont 88 941 271 FCFA/FIDA ; 259 709 038 FCFA/FEM ; 105 767 513 FCFA/OFID ; 33 200 576 FCFA/BOAD ; 12 072 FCFA/Contrepartie. A la même date, les engagements échus se chiffrent à 151 209 860 FCFA dont 146 379 789 FCFA/Fournisseurs et 4 830 071 FCFA/Organismes Sociaux.

84. Contribution des Bénéficiaires. Au 30/04/15, les bénéficiaires ont contribué à hauteur 1 452 668 139 FCFA (2 484 977,48USD), soit 148,1% de la contribution attendue au cours de la mise en œuvre du projet qui est de 1,678 millions USD.

85. Dispositions de l'accord de prêt.

- ✓ Passation des marchés. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, la maîtrise d'ouvrage des infrastructures communautaires est assurée par les collectivités locales, en association avec les bénéficiaires des infrastructures (lancement des appels d'offres pour le recrutement des prestataires chargés de la maîtrise d'œuvre et de la construction). Le suivi de la passation des marchés/contractualisation ne concerne que les demandes de renseignements et de prix (DRP) de l'UCP et ce, à l'exclusion des demandes de cotations qui sont des éléments inférieurs à 3 millions de francs CFA et ne sont pas de ce fait, inscrits dans le plan de passation des marchés. Pour 2015, aucune DRP n'a encore été lancée. Par ailleurs, le Registre des contrats, est à jour et le tableau de la situation des contrats, conventions et protocoles en cours d'exécution qui renseigne notamment les délais d'exécution, les montants payés, les soldes et les pourcentages de décaissement, est à compléter en renseignant la colonne du niveau d'exécution physique par le RSE.
- ✓ Etats Certifiés des Dépenses. La revue des ECD a été effectuée sur les DRF N° 33 et 34, sur la base du seuil unique de 50 000 USD, applicable à toutes les catégories de dépenses. La mission a passé en revue 129 pièces sur 374. Cet examen n'appelle pas d'observation particulière par rapport au respect du seuil des ECD et à la justification des dépenses passées en revue. A cet égard, il faut rappeler que le « double contrôle » mis en place au niveau de la Direction de l'Investissement (DI) permet d'assurer une documentation exhaustive et fiable des DRF soumises en paiement.
- ✓ Suivi des conventions et protocoles. Dans le cadre des accords de partenariat, les conventions et protocoles au titre de l'année 2015 sont en cours d'instruction, à l'exception des protocoles de l'ANACIM et de l'Ageroute qui sont déjà signés.
- ✓ Financement des sous- projets. Au 30/04/15, les financements totaux, relatifs à la mise en œuvre des sous projets d'accès au marché (première, deuxième et troisième génération) et des sous projets de développement de filières, se chiffrent (en millions) à 4 434,41 FCFA dont : i) 2 981,74 FCFA/PAFA (67,24%) ; ii) 1 452,67 FCFA/Bénéficiaires (32,76%)

Comptabilité, Audit et Suivi supervision

86. **Décaissements. Comptabilité 2014 et 2015.** Les états financiers arrêtés au 31/12/14 et leurs annexes ont été envoyés au FIDA le 30 mars 2015. En outre, en ce qui concerne l'exercice 2015, les situations comptables ont été rendues disponibles, notamment les grands-livres général et analytique, les balances générale et analytique ainsi que les analyses de compte. De même, les rapprochements bancaires mensuels des huit (08) comptes du Projet sont à jour. En outre, les reconstitutions des comptes spéciaux des quatre (04) premiers mois de l'année ont été effectuées, établissant ainsi une bonne tradition de suivi des comptes. Une seule écriture en suspens de plus de 90 jours figure dans le sous compte/FIDA/Kaolack (732 160 FCFA de décembre 2013). Par ailleurs, la gestion de la caisse de menues dépenses n'appelle pas d'observation particulière en ce qui concerne le respect des dispositions du manuel de procédures (plafond de caisse, maximum de paiement, seuil de renouvellement et justification des paiements).

87. **Audit 2014.** L'audit des comptes du projet a été réalisé du 01/04 au 20/04/15 et il a porté sur l'exercice clos au 31/12/14. Trois (3) rapports provisoires ont été produits à savoir : i) audit des comptes (états financiers) ; ii) utilisation des fonds ; iii) certification des dépenses et contrôle interne. Globalement l'auditeur a attesté que les états financiers sont réguliers et sincères et qu'il n'avait pas d'observations significatives susceptibles de remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes et sous comptes du projet (compte spécial/prêt/don/FIDA, compte spécial/OFID, compte de contrepartie/ETAT). En outre l'auditeur a procédé à la certification de l'éligibilité des dépenses, de l'état de l'actif et du matériel et de la situation de trésorerie. En matière d'amélioration et du fait de la mise en œuvre de PAFA-E, il est proposé de procéder notamment à la systématisation des contrôles de validation des comptes en particuliers : i) concordance entre engagements et trésorerie ; ii) génération automatique du tableau de suivi des sous projets à travers le module du logiciel Tom2PRO.

88. **Suivi supervision.** Les recommandations de la dernière mission de supervision en matière fiduciaire ont été mises en œuvre ou en cours d'exécution.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser la révision du manuel d'exécution	COORDO/RAF	31/07/2015
Actualiser le paramétrage de Tom2Pro en intégrant tous les axes analytiques, financiers et comptables de PAFA-E	RAF/CPT1 et 2/Equipe technique	30/06/2015
Prendre en charge dans le logiciel Tom2pro, les nouveaux formulaires de mobilisation des ressources pour la génération automatique des DRF	CFS/TOMATE	30/09/2015
Recruter le spécialiste en filières agricoles	Coordo/RAF	31/07/2015
Transmettre le rapport d'évaluation du personnel au FIDA	Coordo/RAF	30/06/2015
Prendre en compte les éléments proposés pour mieux circonscrire le PTBA 2015/16 et procéder à sa mise à jour.	Coordo/RAF/RSE	31/07/2015
Transmettre les DRF en instance d'envoi et finaliser les DRF en préparation : DRF 35 et 36/FIDA ; DRF 08/OFID ; DRF 04/FEM et DRF 14/BOAD	RAF/CPT1/	30/6/2015
Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial OFID de 110 180 FCFA	Coordo/RAF/DI	30/06/2015
Statuer sur la demande de réallocation des ressources du prêt/FIDA	FIDA	31/07/2015
Respecter le plan de recouvrement de l'avance initiale du compte spécial FIDA en cours de mise en œuvre.	RAF/CPF	Pour mémoire
Statuer lors de la prochaine mission de supervision, prévue en fin d'année sur les mesures idoines à prendre pour assurer la suite de l'exécution des activités du FEM afin d'épuiser les ressources mises à disposition.	MAER/MEFP/FIDA/FEM	30/11/2015

Faire démarrer le remboursement des refinancements effectués au profit des SFD partenaires.	Coordo/RN/SAFIR/DI	30/06/2015
Transférer les pouvoirs de signature du compte "fonds de garantie/BOAD" Coordonnateur et au Responsable administratif et financier du PAFA	MAER	30/6/2015
Assurer : i) le suivi de la mise en place de la contrepartie dans le cadre des investissements de l'OFID ; ii) le recensement exhaustif et la comptabilité de la contrepartie taxe.	RAF/CPT1/ACO	31/12/15
Transmettre le rapport définitif de l'audit au FIDA	DI	31/05/2015

F. Durabilité

89. Les résultats obtenus sur les différentes filières par le PAFA sont fort appréciables et les témoignages des bénéficiaires sur le terrain le confirment. L'accent est mis sur la pérennisation des activités du projet et sur la mise à l'échelle qui est en train de se faire dans le cadre du PAFA-E.

90. **Relations OP/OM.** La mise en relation des opérateurs de marché (OM) avec les organisations de producteurs (OP) à travers la contractualisation commerciale portant sur des excédents de production à des prix rémunérateurs, le cofinancement dégressif et l'épargne-intrants, notamment, combinés aux autres outils et mécanismes d'intervention du Projet, ont permis de mieux structurer des filières qui intéressent de plus en plus le secteur agro-industriel. La sécurisation de l'approvisionnement régulier en produits de quantité avec un bon rapport qualité-prix par les OP constitue un élément important de fidélisation des OM, et donc de pérennisation du système. On note d'ailleurs, que dans certains cas, les OM participent au financement des intrants pour les OP.

91. **Financement dégressif des OP.** La stratégie de financement dégressif du projet renforce l'appropriation par les OP de la gestion de leurs activités jusqu'à leur autonomisation totale. Ainsi, on peut noter que 39 OP de troisième génération prennent en charge 100% le financement de leurs activités.

92. **Participation des OM au financement des activités des OP.** Le financement par les OM des intrants et équipement agricoles des OP qui représente actuellement environ 30% du total de financement et qui s'accroît d'année en année est un véritable gage de durabilité. La création de 4 cadres d'interprofessionnelles filières (CNIF) permet d'assurer le suivi de la commercialisation et le respect des contrats OM-OP.

93. **Gestion communautaire du matériel agricole.** La mise en place d'un mécanisme de gestion communautaire du matériel agricole, qui consiste à mettre un lot de matériels (semoirs et houes sine) à la disposition des OP porteuses de SPAM, a facilité l'accès des producteurs aux équipements agricoles. Cette initiative a permis à de petits producteurs de pouvoir semer en même temps que les autres en respectant les itinéraires techniques et le calendrier agricole, et ainsi réaliser des économies dans la location du matériel.

94. **Transformation et « Consommer local ».** La formation en technique de transformation et la promotion du « consommer local » qui ont fait l'objet d'une vaste campagne médiatique, outre de contribuer à créer des emplois, tirent la production par l'accroissement de la demande, ce qui participe à renforcer les chaînes de valeur.

95. **Gestion et maintenance des infrastructures.** La mise en place des comités de gestion et de maintenance des infrastructures communautaires et des équipements d'irrigation fonctionnels, ainsi que le recouvrement de redevances pour le renouvellement des équipements de pompage constituent également des garanties de pérennisation des investissements au-delà de la vie du Projet.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Documenter et diffuser à large audience les innovations et bonnes pratiques générées par le projet	UGP	Août 2015

G. Autres

96. **Partenariat.** Le partenariat concerne le renforcement de la dynamique organisationnelle des OP et des OM ; le renforcement des relations entre les OP et les services techniques déconcentrés de l'Etat, l'ANCAR, ARD, DRDR, SREL, SRADL, SRDC, INP, CSA etc. Le développement des partenariats avec les partenaires publics et privés constitue également un élément qui renforce la durabilité des actions portées par les OP. En effet, la stratégie du PAFA de mise en relation directe entre les OP et les différents acteurs de mise en œuvre du projet contribue à créer et/ou renforcer les liens entre les OP et ces structures de sorte qu'à la fin du projet, les responsables d'OP déjà habituées, pourront continuer à les solliciter sous de nouvelles modalités ; une dynamique émergente de mise à l'échelle des activités du PAFA par les OP ; plusieurs OP utilisent des crédits de campagne pour offrir à tous leurs membres des services qui sont prévus dans le cadre des SPAM. Un partenariat a été noué avec 24 services techniques pérennes, 7 chambres consulaires (CCIA et chambres des métiers) et 4 ONG. Quatre (4) Cadres d'Interprofession Filières et 5 coopératives qui fédèrent des transformateurs des régions de Thiès, Kaolack, Kaffrine, Fatick et Diourbel ont été mises sur pied. L'appui logistique apporté aux services techniques permet une plus grande efficacité des interventions

97. **Communication.** En vue de rendre visibles ses résultats, le projet a signé, depuis son démarrage, des protocoles avec des radios locales (Radio Sud FM Kaolack, RTS Diourbel, Niombato FM Fatick). Plus de 30 émissions ont été diffusées à travers ces radios. Les thèmes ont porté sur la préparation de la campagne, la démarche du projet, les événements et activités qui rythment la vie du projet. Un partenariat a été noué avec la Radio Télévision Sénégalaise (RTS) pour la production de reportages (grands formats ou d'émissions Renn Kom Kom). Des protocoles sont prévus dans la région de Louga afin de permettre la communication sur le PAFA-E.

98. En vue de valoriser le consommateur local dans l'ensemble du territoire national, le PAFA a initié les émissions « Wagnou PAFA » qui diffusent la préparation de mets et plats à base de céréales locales sur la Télévision Futur Média (TFM) et sur la RTS. 15 émissions ont été réalisées et diffusées. Elles ont créé un grand engouement au sein du public sénégalais.

99. Un partenariat a été noué avec le Journal Agropasteur qui publie des articles sur les activités du projet (FIARA, SIAGRO, revue, supervisions et autres événements).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Accélérer la mise en œuvre de la coopérative des transformatrices pour la fourniture des services économiques à ses membres	UGP	Immédiate

H. Conclusion

100. Le PAFA est à 12 mois de son achèvement prévu pour fin mars 2016. D'une manière générale, le projet a atteint, voire dépassé, la plupart de ses objectifs. La réhabilitation des pistes de désenclavement qui est en cours améliorerait davantage l'accès physique des populations au marché et réduirait le coût de transaction relatif au transport de la production. Le défi maintenant est la mise à l'échelle des acquis du projet. Celle-ci qui a déjà démarré devrait se poursuivre et s'amplifier avec la participation d'autres partenaires pour l'atteinte d'un plus grand nombre des personnes. Pour ce faire, le projet devra s'atteler à documenter davantage les acquis et les innovations générées et les diffuser à une large audience.

101. Le FIDA et le Gouvernement du Sénégal entérinent les conclusions de la mission de supervision.

102..

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PAFA et notes attribuées

Projet 1414 [752] Projet d'appui aux filières agricoles – Brouillon

Faits essentiels

Pays	Sénégal	No. du projet	1414 [1100001414]	No. du prêt/don DSF	1000003161, 1000003169
Projet	Projet d'appui aux filières agricoles			Prêt/don DSF suppl.	1000004202
Date de mise à jour	29/06/2015				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	8	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	3		
Dernière Supervision	22/05/2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	31/12/2014		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	11/09/2008			Coût total	36.61	
Accord	08/10/2008	Délai d'entrée en vigueur	17.1	FIDA Total	15.16	
Entrée en vigueur	05/02/2010	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	14.89	96
Premier décaissement	12/11/2010			Don DSF		
Examen à mi-parcours	13/09/2014	Dernier amendement		Don FIDA	0.27	56
Achèvement initiale	31/03/2016	Dernier audit	02/06/2015	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/03/2016			Financement national total	7.42	
Clôture	30/09/2016			National Govern	5.75	0
Nbre de prolongations	30/09/2016			Beneficiaries	1.68	0
	0			Cofinancement total externes	14.03	
				GEF	5.00	0
				OFID	9.03	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	6	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	6	6	2. Exécution du S&E	4	5
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	5	6
4. Conformité à l'accord de financement	5	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	6	6
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	6	6

7. Innovation et leçons apprises	5	5
8. Prise en climat et environnement	5	5

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Diversification agricole et accès au marché	5	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	5
2. Développement et structuration des filières	5	5	2. Autonomisation	5	5
3. Adaptation aux Changements Climatiques.		4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	5	5
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	5	5
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	5	5

B.5 Justification des notes

En 4 ans, le PAFA a touché directement 25 382 ménages ruraux vulnérables : 181% du nombre ciblé (14 000). Femmes et jeunes très bien représentés, 62% et 53% des bénéficiaires, ont accès équitable aux ressources et bénéfices du Projet. Il a atteint des résultats satisfaisants, taux d'exécution par composantes entre 90 et 100 %. Certains indicateurs clés sont : les sous projets financés atteint 219 % des objectifs prévus à l'année 6, superficies emblavées 140 %. Rendements cultures plus que doublé, atteignant même le triple pour bissap et maïs. Rendement mil de 653 kg/ha à 1 625 kg/ha soit 148% d'augmentation, sorgho 619 kg/ha à 1 278 kg/ha (106% d'augmentation), le niébé 350 kg/ha à 712 kg/ha (103% d'augmentation) ; le bissap 200 kg/ha à 650 kg/ha (325%), le sésame, 300 kg/ha à 678 kg/ha (126%) et maïs 900 kg/ha à 2 738 kg/ha (204%). À travers l'autofinancement des OP, se poursuit la mise à échelle des SP environ 3700 ménages financés à 100 % par les OP. La durabilité des acquis est intégrée depuis le démarrage ; un programme de veille mis en place pour le suivi des indicateurs de durabilité. A 12 mois de la date d'achèvement, les performances enregistrées dans la gestion des aspects fiduciaires sont significatives : i) taux moyen d'exécution des PTBA de 2011 à fin 2014 de 90% ; ii) les taux de décaissement du prêt/don/FIDA de 95,30% (96,04%/prêt et 55,74%/don) et 148% bénéficiaires. Les fonds de contrepartie disponibles avec cependant des retard de mise en place. **Le retard de la disponibilité des fonds OFID a entraîné un retard dans la construction/réhabilitation des routes.** Les EF annuels sont transmis dans les délais et les rapports d'audit dont les observations ne remettent pas en cause la gestion des activités administratives, financières et comptables.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	5	5
C.2 Sécurité alimentaire	5	5
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	5	5
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	5	5

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Le projet a fortement amélioré la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages. Les ménages disposent d'un stock de mil, sorgho, niébé et maïs pour plus de 12 mois. Le projet a appuyé trois (3) unités de transformation à développer une farine enrichie composée de produits locaux pour les enfants de 0 à 6 mois. La multinationale Nestlé vient de mettre sur le marché un « cérébral » à base de mil pour les enfants de 0 à 24 mois produits par les producteurs financés par le projet. Le conseil de proximité mis en place a fortement favorisé l'adoption des bonnes pratiques par les producteurs et productrices. L'adoption de la technique du semis à humide du mil, des semences adaptées et l'accès à l'information agro-climatique ont fortement diminué la vulnérabilité des ménages par rapport au climat. Le projet a développé des innovations très intéressantes : (i) la gestion communautaire du matériel agricole permettant aux femmes et jeunes de disposer de matériels agricoles à temps pour respecter les bonnes pratiques agricoles; (ii) l'utilisation du téléphone cellulaire pour mettre à la disposition des couples Op/Om les informations sur les prix de la production agricole et le marché (iii) le fonds de roulement intrants pour l'autonomie économique et sociale des ménages pauvres, (iv) l'utilisation de pompe solaire pour améliorer la disponibilité de l'eau dans les périmètres (v) la contractualisation OP/OM pour la vente des produits agricoles à un prix plus rémunérateur que le marché traditionnel (vi) la réalisation de livret de recette à base des produits locaux et (vii) l'utilisation des radios locales pour la formation des producteurs sur les bonnes pratiques agricoles., niébé, de sésame et de maïs et la diversification de la production.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	5	5
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Le PAFA a amélioré sensiblement la sécurité alimentaire des populations. Alors que 70% des ménages connaissaient une période de soudure en moyenne de 3,5 mois en début du projet, aujourd'hui 82% de ménages n'en connaissent plus selon les résultats de l'enquête SYGRI réalisée en 2015. En trois (4) ans d'appui des producteurs, la marge nette à l'hectare est passée de 12.500 à 246.960 FCFA pour le mil, de 69.500 à 431.600 FCFA pour le sésame, de 12.710 à 249.200 FCFA pour le niébé, de 70.000 à 520.000 pour le bissap, de 12.500 à 452.840 FCFA pour le Maïs. Grâce à l'augmentation des revenus, les ménages investissent dans le matériel agricole, la construction de logement en dur, la prise en charge de la scolarité des enfants, des soins médicaux et l'acquisition d'intrants. Pour l'amélioration de la malnutrition infantile, le projet a appuyé 3

unités de transformation à développer une farine enrichie composée de mélange de produits locaux (mil, maïs, huile de palme, huile d'arachide...). Pour améliorer la consommation des produits locaux, plus de 600 femmes et jeunes filles ont été formées sur les mets à base de mil, niébé, sésame, bissap et maïs. Un livret de recettes à base de produits locaux est en phase d'édition.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats	
Aspects fiduciaires	Le non traitement de la réallocation des ressources risque de bloquer les décaissements sur les catégories IV « Fonds de sous projets » et Va) « salaires. et indemnités »
Avancement de l'exécution du projet	Durant ces 4 années de mise en œuvre, le PAFA a atteint des résultats très satisfaisants, le taux d'exécution selon les composantes a été estimé entre 90 et 100 %. La gestion financière du projet est satisfaisante avec l'utilisation des outils appropriés de gestion. Les états ont été certifiés sans réserve par l'auditeur, ce qui constitue une performance notable. L'audit n'a pas d'observations significatives susceptibles de remettre en cause la sincérité des comptes et sous comptes du Projet. L'audit pour l'exercice 2014 est en cours. OFID demande de prorogation GEF utilisation des ressources
Produits et réalisations	Les appuis du PAFA ont permis une augmentation des superficies emblavées et de la production. Pour la campagne agricole 2014/2015, les superficies cofinancées ont atteint 19.993 ha dépassant de 83% les prévisions du document de conception du projet. A côté de ces superficies mise en valeur avec l'appui du projet, certaines OP ont facilité l'accès à leurs membres aux intrants (semences certifiées, engrais, conseil agricole) pour emblaver 2 304 ha supplémentaires (mil/sorgho : 1634 ha ; maïs : 95 ha, sésame 490 ha ; bissap : 10 ha et niébé 75 ha). Entre 2011 et 2014 les rendements des ménages porteurs des sous projets ont progressivement augmenté pour atteindre durant la campagne agricole 2014/2015, 1625 kg/ha pour le mil, 712 kg/ha pour le niébé, 650 kg/ha pour le bissap, 678 kg/ha pour le sésame, 2737 kg/ha pour le maïs. Pour améliorer la mise en marché des excédents de production, 22 magasins de stockage ont été réalisés et 30 autres sont en cours
Durabilité	Le projet a anticipé sur la durabilité grâce à une bonne campagne de sensibilisation et d'information des acteurs sur les mécanismes, la mise en relation entre les OP /OM et les institutions de financement, la mise en place d'un système de conseil rural basé sur la mobilisation sociale des personnes ressources endogènes (800 CEF) et les services d'appui à la base, l'appui en dynamique organisation des OP (28 7 OP). Le projet a également facilité la mise en relation des couples OP/OM et les services techniques pérennes, les chambres consulaires etc. Les OP partenaires du projet sont actuellement autonomes pour l'accès aux intrants de qualités et matériels agricoles. Elles sont capables d'acheter et de distribuer à leurs membres des intrants de qualité, de négocier directement avec des fournisseurs d'intrants, des OM et des institutions de financement sans l'accompagnement du projet. Pour garantir le financement des intrants et du matériel agricole, le projet a sensibilisé les OP à mettre en place un fonds de roulement intrants. Le projet a appuyé les couples OP/OM à l'élaborer des programmes de veille des indicateurs de durabilité. .

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Aspects fiduciaires : Réallocation des ressources -	Analyser les ressources disponibles par catégorie et déterminer si les montants restants par catégorie justifient l'allocation	31/07/2015	a mettre en oeuvre
Mise à échelle	Capitaliser l'approche PAFA, qui a démontré des résultats très probants pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, par une mise à échelle de l'approche dans le cadre des Sous-projets de développement des filières (SPDF), des Sous-projets d'accès au marché (SPAM) et des Sous-projets AVA, et ceci dans le cadre du PAFA et du PAFA Extension ;	Immédiat	En cours
Mobiliser la contrepartie nationale et celle des collectivités locales pour les infrastructures routières et des périmètres maraîchers et revoir le taux de contribution de celles-ci ;	Etudier les possibilités de réduire la contribution des OP à 10% pour les infrastructures d'irrigation à la parcelle. A mettre en œuvre	Immédiat - 30 sept 2015	Prise de contact avec l'OPI pour amender l'Accord de prêt OFID

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée	Observations
Indicateurs d'objectifs					
<i>IOD1 % de ménages cibles bénéficiant d'une sécurité alimentaire accrue d'au moins 30%.</i>	70% des ménages touchés par une 1 ^{ère} période de soudure de 3,5 mois en moyenne 3% des ménages touchés par une 2 ^e période de soudure de 2.9 mois	-30% soit 49% ménages touchés par une 1 ^{ère} période de soudure ; et 2% des ménages touchés par une 2 ^e période de soudure	-60% soit 28% ménages touchés par une 1 ^{ère} période de soudure ; et 1% des ménages touchés par une 2 ^e période de soudure	Période de soudure réduite à 1 mois chez les bénéficiaires du PAFA.	Réalisation en dépassement des objectifs
<i>IOD2 Taux de baisse du % de prévalence de la malnutrition</i>	30% (valeur calculée par enquête SYGRI)	-30% soit un taux de malnutrition chronique de 21%	-60% soit un taux de malnutrition chronique de 12%	ND (non déterminé)	Indicateur sera quantifié à l'achèvement du projet
<i>IOD3 % de ménages dont l'indice d'accumulation de biens a augmenté.</i>	59% des ménages disposent de toilettes ou de toilettes hygiéniques, 49% de sol de maison rudimentaire, 24% d'électricité, 66% de radio, 21% de TV, 5% de réfrigérateur, 78% de téléphone, 9% de vélos, 6% de moto, 5% de véhicule, 82% du bétail.	+10%	+30%	30% des ménages bénéficiaires du projet ont amélioré leur confort en réfectionnant leur habitat. Evolution positive constatée pour accès à électricité (panneau solaire), eau courante, motos, et couverture des dépenses de scolarisation et de santé.	Indicateur sera quantifié à l'achèvement du projet
<i>IOD4 - Nombre de ménages bénéficiaires directs</i>	0	6000	14000	25382 Dont 62% de femmes	Réalisation en dépassement des objectifs
Indicateurs de résultats					
<i>OS 1 : les petits producteurs de la zone du projet, y compris les plus démunis, développent des activités économiques profitables fondées sur des arrangements contractuels avec des OM dans le cadre des filières</i>					
<i>IR101 Niveau d'augmentation des revenus des petits producteurs impliqués dans des SPAM.</i>	Marge brute : Mil : 162050 FCFA/Ha Sésame : 102100 FCFA/Ha	+10%	+30%	Marge brute :Mil : 254 750 FCFA /haSésame : 431 200 F CFA/haNiébé : 249 200 F CFA/haBissap : 520 000 F	En net dépassement pour toutes les cultures

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée	Observations
	Niébé : 142200 FCFA/Ha Bissap : 50500 FCFA/Ha Mais : 60000 FCFA/Ha Aviculture : ND			CFA/haMais : 452 840 F CFA/ha Aviculture : 600-800 FCFA/sujet	
<i>IR103 Niveau d'accroissement des revenus des producteurs bénéficiant de parcelles irriguées</i>	Pas de données de référence Sur base périmètre de Tallagne : 1616000 FCFA/Ha	+30%	+60%	Marge brute maraichage irrigué au goutte à goutte : Maraichage : 1710815 FCFA/Ha	
<i>OS 2 : Les acteurs des filières sélectionnées dont les petits producteurs et en particulier les plus vulnérables, se concertent au niveau du Bassin arachidier et au niveau national pour identifier et mettre en œuvre les actions susceptibles de résoudre les contraintes identifiées au sein de ces filières et créer un environnement favorable à leur développement</i>					
<i>IR205 % des infrastructures communautaires réalisées, régulièrement et correctement entretenues</i>	0	+60%	+80%	Réalisé : 48 CDF construits, équipés, fonctionnels 51 comités de gestion formés et fonctionnels 100.4 km de pistes en cours de construction mais dispositif d'entretien reste à mettre en place	
<i>IR206 Taux de satisfaction des OP des filières sur la prise en compte de leurs besoins dans la planification et la réalisation des investissements communautaires</i>	0	+40%	+60%		
Indicateurs de résultats intermédiaires					
<i>Les OP commercialisent une gamme plus variée de produits dans le cadre d'accords contractuels durables et mutuellement bénéfiques avec des OM</i>					
<i>IRI101 Nombre des SPAM élaborés et financés pour les filières</i>	0		150	328	En net dépassement
<i>IRI102 Nombre d'OP engagées dans les SPAM</i>	0		300	313	

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée	Observations
<i>IRI103 Volume de financement mobilisé par le partenariat OP/OM pour le SPAM en millions FCFA</i>				1292	
<i>IRI104 % de Financement des SPAM assumé par les OP/OM</i>			50%	31%	
<i>IRI105 Encours des prêts octroyés aux OP/OM partenaires en millions FCFA</i>	ND		1300	838,924 millions	Répartis en 118 millions FCFA en 2011, 158 millions FCFA en 2012, 467,675 millions en 2013, et 92, 249 millions en 2014
<i>IRI106 Taux de remboursement des prêts obtenus</i>	ND		95%	100%	
<i>IRI107 Evolution des surfaces cultivées par filières (en Ha et du nombre de sujets (aviculture))</i>	Mil : ND Niébé : ND Sésame : ND Bissap : ND Maïs : ND Maraichage : ND Aviculture : ND (nombre de sujets)	3200 950 2900 760 - ND ND	4600 1410 2900 1000 - 280 6400	13009 1730 1791 956 2506 60,519000	
<i>IRI109 Evolution des volumes de production enregistrés par filière (en Tonnes, sauf pour aviculture):</i>	Mil : Niébé : Sésame : Bissap : Aviculture : Maraichage : Mais :	2800 400 1300 170 50 1800 ND	4700 705 2280 355 100 3961 ND	23775 1285 1547 628 228 4278 7122	
<i>IRI1011 Nombre de personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole.</i>	0	3000	6000	15678	

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée	Observations
<i>Les infrastructures d'irrigation à la parcelle nécessaire pour accroître la productivité de l'agriculture et l'intensité culturale sont mises à la disposition des petits producteurs</i>					
<i>IRI1012 % des producteurs agricoles ayant adopté les techniques recommandées</i>	0%	+40%	+70%	99% des bénéficiaires de SPAM 1ère génération 95% des bénéficiaires de SPAM 2 ^e et 3 ^{ème} génération	
<i>IRI1013 % de ménages agricoles touchés bénéficiant d'un accès garanti aux ressources hydriques</i>	0	+15%	+30%	1015	
<i>IRI1014 Superficie (ha) de périmètres irrigués aménagés (par genre)</i>	0	150	280	60,5	
<i>RI21 - Les petits producteurs, y compris les plus vulnérables, et les autres acteurs des filières sélectionnées surmontent les principales contraintes entravant le développement de leur filière, dans le cadre de concertations et de plans stratégiques et opérationnels d'actions adaptés</i>					
<i>IRI203 % de producteurs/OP représentés dans les tables de concertation régionales (et nationales)</i>	0		30%	65%	
<i>IRI204 Nbre de tables filières (TF) mises en place et fonctionnelles (réunions, plan stratégique et plans d'actions annuels, autoévaluation)</i>	0	ND	6	4	TF Aviculture en cours de constitution
<i>IRI206 Part des faitières dans les volumes de d'intrants consommés par les OP touchées</i>	ND		40%	OP faitières ont fourni : 563 T engrais NPK, 492 T urée, et 26 T semences	
<i>IRI207 Part des faitières dans les volumes de productions évacuées par les OP touchées</i>	ND		40%	7398 t de produits commercialisés grâce aux Tables des Filières	
<i>IRI208 Nbre de sous projets filières par type qui ont été élaborés et menés à bien</i>	0		30	88 au total Bissap : 2 Bissap semences : 3 Mais : 5 Mil/sorgho : 36 Mil semences : 6	En net dépassement.

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée	Observations
				Niébé : 5 Niébé semences : 8 Sésame : 2 Sésame semences : 5 Riz semences : 5 1 sous projet disque bissap 1 sous projet couveuse pétro-solaire 1 sous projet décapsuleur bissap 6 sous projet de promotion des produits locaux 1 sous projet plateforme d'information sur les prix et marché 1 sous projet information climatique	
<i>Les infrastructures collectives nécessaires pour lever les principales contraintes à la commercialisation au sein des filières prioritaires, sont construites et gérées durablement</i>					
IRI209 % des comités de gestion d'infrastructure fonctionnels (par type d'infrastructures)	ND		80%	Tous les comités de gestion des CDF sont fonctionnels soit 100%	Tous les comités rencontrés sont formés, ont des outils de gestion
<i>Les ressources du projet sont utilisées avec efficience et en cohérence avec les objectifs et les résultats attendus du projet</i>					
IRI306 Taux de décaissement des prêts et dons	0%		99%	Prêt FIDA : 87,34% Don FIDA : 62,91% Prêt OFID : 16,91% FEM : 22,64%	
IRI307 Au moins 75% des activités prévues dans le PTBA sont réalisées et déboursées	0%		75%		

Indicateurs de performance du projet	Valeur de référence	Valeur cible à mi-parcours	Valeur cible en fin de projet	Valeur réalisée	Observations
<i>IRI308 Le système S&E est mis en place et fonctionnel</i>			OUI	OUI	
<i>IRI309 Nbre de rapports d'exécution technique, financier et d'audit du projet fournis à temps</i>			12	10	
<i>IRI3010 Les instances de pilotage se réunissent régulièrement</i>			2	5	

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Ahidara

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Bien documenter la question de l'autonomisation des OP (fonctions organisationnelle, économique, politique, syndicale etc.) Intégrer le suivi du PTBA dans l'application informatique du système SS	31 juillet 2015 Dès sa mise en place	UCP/Coord RSE	
Produits	Introduire une demande de prolongation de l'exécution des actions du don FEM/FPMA jusqu'au 31 décembre 2016 pour éviter la clôture prématurée du don au 31 septembre 2016 comme le prévoit l'accord de don. Accélérer la cadence des décaissements en réalisant davantage d'activités d'infrastructure au-delà des prévisions du PTBA 2015 avant la clôture en fin 2016. Renforcer la cellule FEM du PAFA en procédant au recrutement d'un consultant spécialiste en génie rural et irrigation compte tenu du besoin de suivi rapproché de la mise en œuvre des activités de la composante. Accélérer la cadence des études et des travaux d'ouvrages de rétention d'eau prévus dans le PTBA 2015 et permettre aux bénéficiaires de les valoriser. Evaluer les résultats des activités de formation dispensées aux groupes bénéficiaires pour estimer le degré d'appropriation des techniques de gestion efficiente de l'eau en riziculture (ventilée par genre), en technologie innovatrice en économie d'eau et en pratiques agricoles qui favorisent la conservation de l'eau. Terminer l'inventaire des meilleures pratiques et des connaissances locales en matière d'adaptation et les diffuser au niveau des bénéficiaires. organiser une visite d'échange dans des pays voisins tels que le Maroc ; qui disposent d'expérience en matière d'activités d'adaptation aux changements climatiques, la conservation de l'eau et des sols, la pratique de techniques d'économie d'eau, l'implication des associations d'usagers de l'eau dans la gestion et la maintenance des ouvrages. Impliquer les ONG dans la réalisation des études et prestations de service au niveau local. La mission des établissements publics	Dès adoption de la présente Aide Mémoire Immédiatement Immédiatement Immédiatement 2015 Immédiatement 2015 2015	UCP/Ministère de l'Agriculture/FIDA UCP UCP UCP UGP UCP/DEEC UCP UCP	

Durabilité Aspects fiduciaires	centraux résidant dans la vérification de la conformité des cahiers des charges et le contrôle technique de la réalisation des ouvrages	2015	UCP
	Poursuivre les activités visant une meilleure intégration des CC dans les politiques sectorielles de gestion de l'agriculture et des ressources en eau et ce dans le cadre des nouveaux plans d'investissement locaux.		
	Continuer l'installation de brises vent systématiquement autour de tous les périmètres maraichers.	Immédiatement	UCP
	Promouvoir l'introduction des arbres fruitiers dans tous les périmètres conformément aux spécifications du document du projet	Immédiatement	UCP
	Poursuivre la réalisation d'un SIG et sa mise à jour avec une cartographie de la vulnérabilité des ressources en eau.	Immédiatement	UCP
	Faire le suivi du développement informatique afin que le progiciel soit livré dans les meilleurs délais et effectuer des tests au fur et à mesure avec l'appui d'un consultant	31 Août 2015	Coord/RSE
	Former les AGEX sur l'utilisation du progiciel après la réception du produit	20 Septembre 2015	RSE
	Organiser des visites d'échanges entre équipes de projets (PAFA/PADAER) dans les domaines du Suivi-évaluation et de l'appui aux OP	Permanent	Coord/UCP
	Dans le suivi de la production agricole, dissocier la part destinée à l'autoconsommation de celle de la commercialisation	Permanent	UCP
	Préciser la part contributive des effectifs vaccinés dans les objectifs nationaux	30 Décembre 2015	UCP/Coord
	Documenter et capitaliser innovations mise en œuvre dans le cadre du PAFA et les diffuser	Mars 2016	UCP/RSE
		30/06/2015	
	Finaliser la révision du manuel d'exécution		RAF/CPT1 et 2/Equipe technique
	Actualiser le paramétrage de Tom2Pro en intégrant tous les axes analytiques, financiers et comptables de PAFA-E	30/09/2015	CFS/TOMATE
	Prendre en charge dans le logiciel Tom2pro, les nouveaux formulaires de mobilisation des ressources pour la génération automatique des DRF	31/07/2015	Coordo/RAF
	Recruter le spécialiste en filières agricoles	30/06/2015	Coordo/RAF
	Transmettre le rapport d'évaluation du personnel au FIDA	31/07/2015	Coordo/RAF/RSE
	Prendre en compte les éléments proposés pour mieux circonscrire le PTBA 2015/16 et procéder à sa mise à jour.	30/6/2015	RAF/CPT1/

	Transmettre les DRF en instance d'envoi et finaliser les DRF en préparation : DRF 35 et 36/FIDA ; DRF 08/OFID ; DRF 04/FEM et DRF 14/BOAD	30/06/2015	Coordo/RAF/DI
	Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial OFID de 110 180 FCFA	31/07/2015	FIDA
	Statuer sur la demande de réallocation des ressources du prêt/FIDA	Pour mémoire	RAF/CPF
	Respecter le plan de recouvrement de l'avance initiale du compte spécial FIDA en cours de mise en œuvre.	30/11/2015	MAER/MEFP/FIDA/FEM
	Statuer lors de la prochaine mission de supervision, prévue en fin d'année sur les mesures idoines à prendre pour assurer la suite de l'exécution des activités du FEM afin d'épuiser les ressources mises à disposition.	30/06/2015	Coordo/RN/SAFIR//DI
	Faire démarrer le remboursement des refinancements effectués au profit des SFD partenaires.	30/6/2015	MAER
	Transférer les pouvoirs de signature du compte "fonds de garantie/BOAD" Coordonnateur et au Responsable administratif et financier du PAFA	31/12/15	RAF/CPT1/ACO
	Assurer : i) le suivi de la mise en place de la contrepartie dans le cadre des investissements de l'OFID ; ii) le recensement exhaustif et la comptabilité de la contrepartie taxe.	31/05/2015	DI
	Transmettre le rapport définitif de l'audit au FIDA	30/06/2015	
Autres			

[Insérer/supprimer des lignes selon les besoins.]

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)RSE

		Unité	PTBA	Chiffres effectifs	%	Total effectif cumulé	Objectif de la préévaluation	%
Composante I : Diversification agricole et accès au marché								
Sous Composante 1.1 : Appui à la production et à la contractualisation avec les opérateurs de marché								
11A1 : Information et sensibilisation	nombre de contrats de performance signés avec l'ANCAR (DZ BAN et DZ BAS)	nombre	2	2	100%	10	10	100%
	nombre d'atelier locaux d'information	nombre	0	0		157	101	155%
	nombre d'ateliers d'information spécifiques aux femmes rurales et aux jeunes ruraux	nombre	9	3	33%	14	20	70%
	nombre d'ateliers d'information des Opérateurs de Marché organisés	nombre	6	2	33%	11	16	69%
	Nbre de journées d'intermédiation commerciale	nombre	2	1	50%	27	20	135%
	Nombre d'émissions radio animées	nombre	30	10	33%	63	40	158%
11A2 : Appui à la mise en œuvre des plans d'appui et de renforcement institutionnel (PARI) des acteurs	Missions d'appui à la mise en œuvre des plans d'appui et de renforcement institutionnel des OP et des plans d'appui des OM..	nombre	0	0		42	50	84%
	Sessions de formation des membres des OP sur la gestion comptable et Administrative.	Sessions	6	3	50%	33	5	660%
	Sessions de formation sur la contractualisation commerciale.	Sessions	0	0		6	5	120%
	Autres formations sur le développement institutionnel et la gouvernance des OP	Sessions	0	0		7	5	140%
	Nombre d'OP engagés	nombre	118	118	100%	328	300	109%
	Nombre d'OM engagés dans les SPAM	nombre	40	40	100%	172	80	215%
	superficies cultivées en Mil/sorgho	ha	10000	0	0%	13009	4600	283%
	superficies cultivées en Niébé	ha	1200	0	0%	1730	1410	123%
	superficies cultivées en Sésame	ha	1000	0	0%	1791	2900	62%
	superficies cultivées en Bissap	ha	900	0	0%	956	1000	96%
	nombre de poulaillers améliorés construits (Aviculture)	nombre	0	0		1900	1100	173%
	nombre de sujets avicoles introduits	nombre	0	0	#DIV/0!	18200	6400	284%
	Nombre de CEF (relais formés)	nombre	600	702	117%	1041	600	174%
	Nombre de producteurs formés sur les BPA	nombre	5000	573	11%	1672	6000	28%
	Nombre de producteurs formés sur les BPAnimaux	nombre	100	129	129%	1040	1000	104%
	Nombre de Personnes formées dans les domaines de la post production, de la transformation et de la commercialisation	nombre	100	425	425%	585	600	98%
	Nombre de visites d'échanges sur les Bonnes Pratiques Agricoles	nombre	4	0	0%	10	20	50%
	Nombre de OP faitières (réseaux des OP) créés/consolidés	nombre	3	2	67%	8	10	80%
	Nombre de protocole avec CADL	nombre	4	4	100%	8	12	67%
	Nombre de missions de Suivi et d'appui conseil aux SPAM	nombre	80	24	30%	170	150	113%
	Protocole avec DRDR	nombre	4	4	100%	12	16	75%
	Nombre de SPAM financés	nombre	80	155	194%	307	150	205%
	Forum sur l'accès des femmes et des jeunes, des couples OP/OM aux crédits.	Forum	1	0	0%	0	ND	

		Unité	PTBA	Chiffres effectifs	%	Total effectif cumulé	Objectif de la préévaluation	%
	Sessions de formation en éducation financière des couples OP/OM.	Sessions	2	0	0%	0	ND	
	Volume total de financement mobilisé par le partenariat OP/ OM pour les SPAM (en millions F CFA par an)	Millions F CFA	500	85	17%	1135,249	2418	47%
11A5 : Promotion du consommé local	Nombre de livrets de recettes à base de produits locaux réalisés	livret	0	0		1	1	100%
	Sessions de formation sur la restauration des mets à base de produits locaux.	Session	0	0		15	20	75%
	Nombre de Kits d'ins tallation de jeunes dans la transformation et la restauration de mets à base de céréales locales.	Kit	0	0		3	20	15%
	Nombre d'autorisation FRA obtenus par les OM	nombre	0	0		50	30	167%
	Nombre d'unités de transformation produits agricoles consolidés	nombre	0	0		18	10	180%
Sous Composante 1.2 : Infrastructures d'irrigation à la parcelle								
12A1 : Réhabilitation et Réalisation des périmètres villageois	Superficies aménagés ou remises en état	ha	50	10	20%	60,5	280	22%
	Nombre de comités de gestion mis en place/consolidés	nombre	0	0		17	ND	
	Membres de comité de gestion formés	nombre	0	0		85	ND	
12A2 : Assistances à la maîtrise d'ouvrage technique et sociale	Nombre de comités de gestion mis en place/consolidés	Nombre	30	0		50	80	63%
	Visites d'échange sur la gestion et la maintenance des périmètres.	Visite	2	0	0%	2	ND	
12A3: Valorisation des périmètres villageois	Elaboration d'un manuel de bonnes pratiques maraichage biologique.	Manuel	0	0		1	1	100%
	Sessions de renforcement des capacités sur les bonnes pratiques maraichage.	Sessions	0	0		2	ND	
	Visites d'échange sur les bonnes pratiques de production et de commercialisation des produits horticoles.	Visite	2	1	50%	1	ND	
	Acquisition d'intrants et de petits matériels pour la mise en valeur des périmètres équipés.	Lot	15		0%	12	ND	
	Journées de promotions commerciales des produits maraichères à travers des loumas et des hôtels.	Nbre	0	0		2	ND	
	Superficies mises en valeur	ha	50	10,5	21%	60,5	280	22%
	Accompagnement et suivi de la valorisation des périmètres villageois.	Convention	1	1	100%	1	1	100%
Composante II : Développement et Structuration des filières								
Sous composante 2.1 : Développement des filières								
21B1 : Table de concertation	nombre de tables concertation filières (mil/sorgho, sésame, Nièbé, Bissap et aviculture) mis en place	nombre	0	0		4	5	80%
	Nombre de plans stratégiques élaborés	nombre	0	0		4	5	80%
	Nombre de plans d'action annuel élaborés/réactualisés	nombre	5	5	100%	5	5	100%
	Nombre de contrats de performance signés avec prestataires filières et directions techniques	nombre	4	4	100%	15	5	300%
	Nombres de réunions des tables filières	nombre	20	5	25%	57	ND	
	Nombre de réunions de dialogue politique	nombre	1	0	0%	2	2	100%

		Unité	PTBA	Chiffres effectifs	%	Total effectif cumulé	Objectif de la préévaluation	%
21A2 : Professionnalisation des OP et OM faitières membres des tables filières	Assemblée générale de renouvellement des instances des OP faitières.	Nombre	4	0	0%	4	ND	
	Sessions de renforcement des capacités organisationnelles et de management des OP faitières.	Sessions	4	0	0%	2	ND	
	Formation en gestion administrative et financière des OP faitières.	Sessions	4	0	0%	2	ND	
	Diagnostic institutionnel et l'élaboration de Pari des OP faitières.	Nombre	0	0		13	ND	
	Nombre de sous-projets de renforcement des capacités des organisations faitières de producteurs cofinancés	nombre	0	0	0%	12	5	240%
	Nombre de sous projets d'appui à la diffusion de solutions techniques et organisationnelles cofinancés	nombre	0	0	0%	3	5	60%
	Nombre de sous projet d'appui à la gestion de l'environnement cofinancés	nombre	0	0	0%	2	5	40%
	Participation aux foires pour la promotion des produits agricoles	nombre	2	1	50%	8	4	200%
Sous composante 2.2 : Infrastructures communautaires								
22B1 : Réalisation des infrastructures communautaires	Nombre d'atelier d'information des élus	Atelier	1	1	100%	1	ND	
	* Installations de commercialisation, aménagées / remises en état par genre (hangar)	nombre	2	0	0%	0	30	0%
	* Installations de commercialisation, aménagées / remises en état par genre (Magasin de collecte primaire)	nombre	2	0	0%	15	38	39%
	* Installations de commercialisation, aménagées / remises en état par genre (Magasin de stockage)	nombre	28	0	0%	33	36	92%
	Routes construites/remises en état (Km)	km	100	0	0%	0	100	0%
22 B 2 Assistance à la maîtrise d'œuvre technique et sociale	comités de gestion et de maintenance des infrastructures fonctionnels	nombre	40	0	0%	48	40	120%
	Nombre de sessions de formation des membres des comités de gestion formés	session	2	0	0%	21		
	Session de formation sur la gestion des stocks et la conservation	session	4	0	0%	7	1	700%
Composante III : Concertation nationale, gestion des savoirs et coordination du projet					#DIV/0!			
Sous composante 3.1: Concertation nationale et gestion des savoirs					#DIV/0!			
	nombre de Fédérations de producteurs et productrices appuyé (renforcement des capacités techniques, organisationnels et institutionnels)	nombre OP faitière	30	42	140%	42	10	420%
	rencontres des cadres interprofessionnels céréale local	nombre rencontre	1	0	0%	0	ND	
	rencontres entre Gouvernement et les cadres de concertation interprofessionnels	nombre rencontre	2	0	0%	0	ND	
	visites d'échanges d'expériences organisées en direction des producteurs, productrices et staff du PAFA	nombre visite	1	0	0%	3	ND	
31C2 : Collecte, traitement et diffusion d'information et gestions des savoirs	Plate forme d'informations par SMS sur le marché, les prix et le climat « Yegle ».	Nombre	1	1	100%	1	1	100%
	Notes de conjonctures sélaborées	Nombre	4	1	25%	4	16	25%

		Unité	PTBA	Chiffres effectifs	%	Total effectif cumulé	Objectif de la préévaluation	%
	Manuels de bonnes pratiques édités en français et langues nationales	Nombre	2	0	0%	0	7	0%
	Plate formes de ventes des produits agricoles (E-céréales).	Nombre	1	0	0%	0	1	0%
	nombre de visite d'échanges d'expériences sur les filières soutenues par le projet	nombre	3	5	167%	3	ND	
Sous composante 3.2: Coordination, gestion et Suivi évaluation								
	Réunions du comité de pilotage organisées	nombre	2	0	0%	10	12	83%
	Nbre de réunions de coordination trimestrielles organisées	nombre	4	1	25%	18	22	82%
	Nombre d'audit des comptes du projet réalisé	nombre	1	0	0%	4	5	80%
	Demandes de décaissement (DRF et DPD) préparées à temps	Nombre	8	2	25%	33	40	83%
	Renforcement des capacités des opérateurs et prestataires	nombre de session	2	0	0%	16	ND	
	Formations du personnel UCP	nombre de session	3	0	0%	12	ND	
	Achat fournitures (carburant, eau, électricité et téléphone), fournitures de bureau et consommables informatiques		12	3	25%	44	60	73%
	Payements salaires, indemnités, charges patronales	mois	12	3	25%	44	60	73%
	Sélection d'une société d'assurance pour la prise en charge médicale du personnel	nombre	1	1	100%	1	1	100%
	Missions de supervision	nombre	2	1	50%	8	12	67%
	Visite des réalisations du projet	Nombre	2	1	50%	10	12	83%
	Entretien du bâtiment, équipement et véhicules	mois	12	3	25%	47	40	118%
	Frais de gestion	mois	12	3	25%	31	40	78%
	Évaluation du personnel de l'UCP	Nombre	1	1	100%	3	5	60%
	Évaluation contrats de performance et protocoles d'accord	Nombre	5	0	0%	3	5	60%
	Ateliers régionaux d'harmonisation	nombre	4	1	25%	6	ND	
	Actualisation du manuel d'exécution technique.	Manuel	1	1	100%	1		
	Acquisition de véhicule L 200.	Véhicule	1	0	0%	10	10	100%
32C2	Niveau de fonctionnalité du système de suivi évaluation	%	100	90	90%	90	100	90%
Suivi-évaluation	rapports d'évaluation des activités	Nombre	0	0		9	5	180%
	Producteurs et productrices les plus performants primés	nombre	0	0		10	ND	
	OP les plus performantes primées	nombre	0	0		1	ND	
	OM les plus performants primés	nombre	0	0		1	ND	
	Ateliers d'auto-évaluation des sous projets sont organisés	nombre	120	118	98%	442	150	295%
	Conduites d'enquêtes thématiques.	Enquête	3	1	33%	3	6	50%
	Enquête SYGRI de fin de projet	Etude	1	0	0%	0	1	0%
	Elaboration rapport achèvement	Etude	1	0	0%	0	1	0%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie RAF, Téra

PAFA/APPENDICE 5A: Financial performance by financier (USD 000) au 30/04/15

Financier	Approved	Disbursement	Per cent disbursed
IFAD loan	14 889	13 895,46	93,3%
IFAD Don	267	148,65	55,7%
OFID	9 028	1 749,26	19,4%
Government	5 747	943,53	16,4%
Beneficiaries	1 678	2 484,98	148,1%
Total	31 609	19 221,87	60,8%

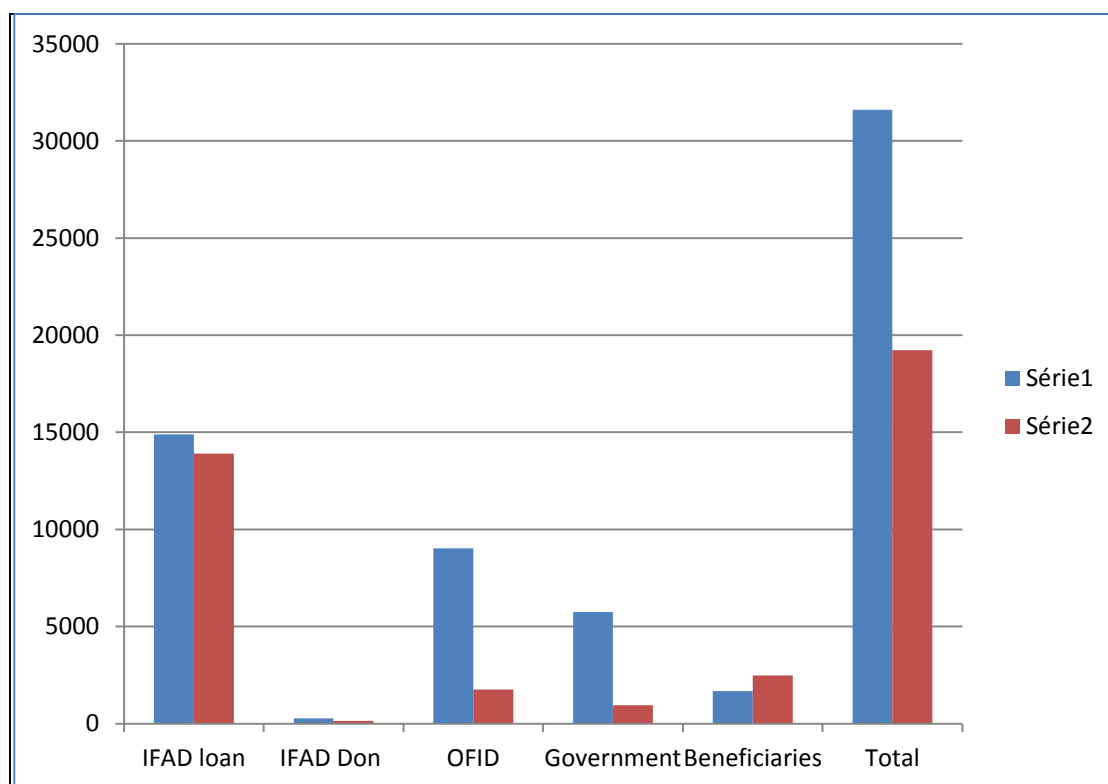
Explications décaissements:

IFAD Loan : 8 739,28 DTS ; soit 13 895,46 milliers USD au taux moyen de 1,57 sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement : 551 567 727 F CFA, soit 943,53 milliers USD au taux du 30/04/2015; 1 USD/FCFA = 584,58

Bénéficiaires: 1 452 668 139FCFA, soit 2 484,98 milliers USD au taux du 30/04/2015; 1 USD/FCFA = 584,58

OFID: 1 022 583 468 F CFA, soit 1 749,26 milliers USD au taux du 30/04/2015 ; 1USD/FCFA = 584,58



FEM

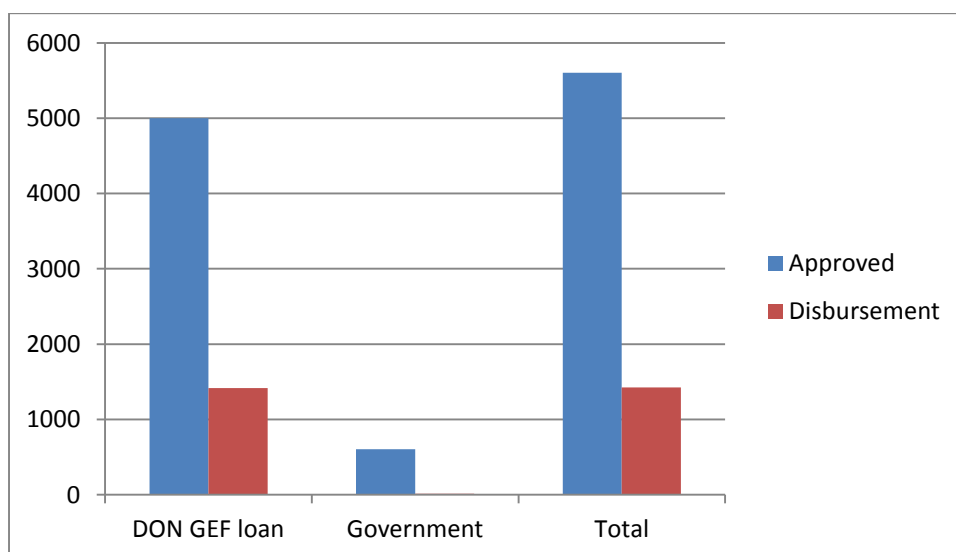
PAFA/APPENDICE 5A: Financial performance by financier (USD 000) au 30/04/15

Financier	Approved	Disbursement	Per cent disbursed
Don GEF loan	5000	1 414,76	28,3%
Government	602	11,36	1,9%
Total	5 602	1 426,12	25,5%

Explications décaissements:

DON GEF Loan : 1414,76 USD ; sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement : 6 185 709 FCFA, soit 11,36 milliers USD au taux du moyen ; 1 USD/FCFA = 532,88



PAFA/APPENDICE 5B : Financial performance by financier by component (USD '000) au 30/04/2015

	Accord FIDA			Don FIDA			OFID			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
Composantes	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%
DAAM	5856	5 280,27	90,2%				1777	395,99	22,3%	1824	261,12	14,32%	659	1 550,69	235,31%	10 116	7 488	74,
DSF	2643	2 501,18	94,6%		-		7051	1264,3206	17,9%	3096	373,71	10,00%	1019	934,29	91,69%	13 809	5 074	36,
CNGSC	6389	6 114,00	95,7%	267	148,65	55,7%	201	88,952752	44,3%	827	308,70	37,33%	-	-	-	7 684	6 660	86,
Total	14 888	13 895,46	93,3%	267	148,65	55,7%	9 029	1 749,26	19,4%	5 747	943,53	16,42%	1 678	2 484,98	148,09%	31 609	19 221,87	60,

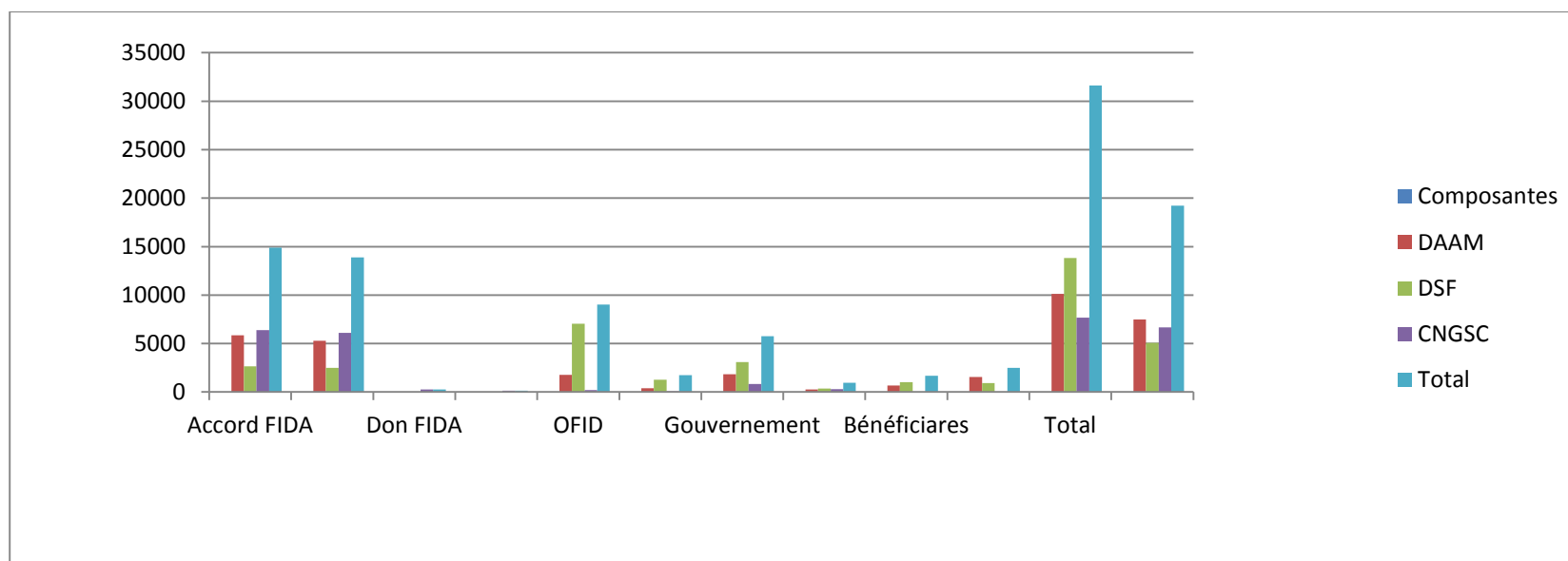
Explications décaissements:

IFAD Loan : 8 739,28 DTS ; soit 13 895,46 milliers USD au taux moyen de 1,57 sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement : 551 567 727 F CFA, soit 943,53 milliers USD au taux du 30/04/2015; 1 USD/FCFA = 584,58

Bénéficiaires: 1 452 668 139FCFA, soit 2484,98 milliers USD au taux du 30/04/2015; 1 USD/FCFA = 584,58

OFID: 1 022 583 468 FCFA, soit 1 749,26 milliers USD au taux du 30/04/2015; 1USD/FCFA = 584,58



FEM

PAFA/APPENDIC

5B:

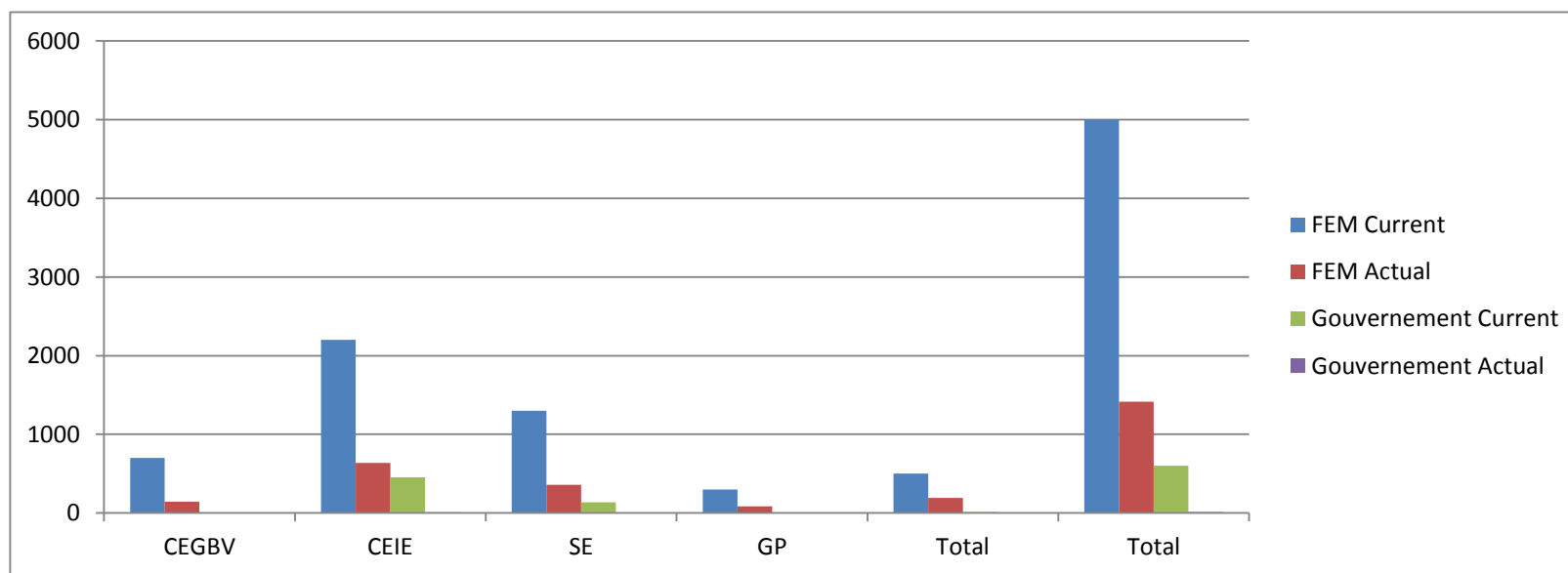
Financial performance by financier by component (USD '000) au 30/04/2015

Composantes	Accord FEM			Gouvernement			Total		
	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%
RCSGC	700	142,86	20,41%	0	0,00	0,00%	700	143	20,4%
CEGBV	2200	634,33	28,83%	454,6	8,76	10,00%	2 655	643	24,2%
CEIE	1300	360,01	27,69%	134,5	2,59	1,93%	1 435	363	25,3%
SE	300	85,63	28,54%	0	0,00	0,00%	300	86	28,5%
GP	500	191,93	38,39%	13,1	0,25	1,93%	513	192	37,5%
Total	5 000	1 414,76	28,30%	602,20	11,36	1,89%	5 602	1 426	25,5%

Explications decaissements:

DON GEF : 1414,76 USD ; sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement : 6 185 709 FCFA, soit 11,36 milliers USD au taux du moyen ; 1 USD/FCFA =532,88

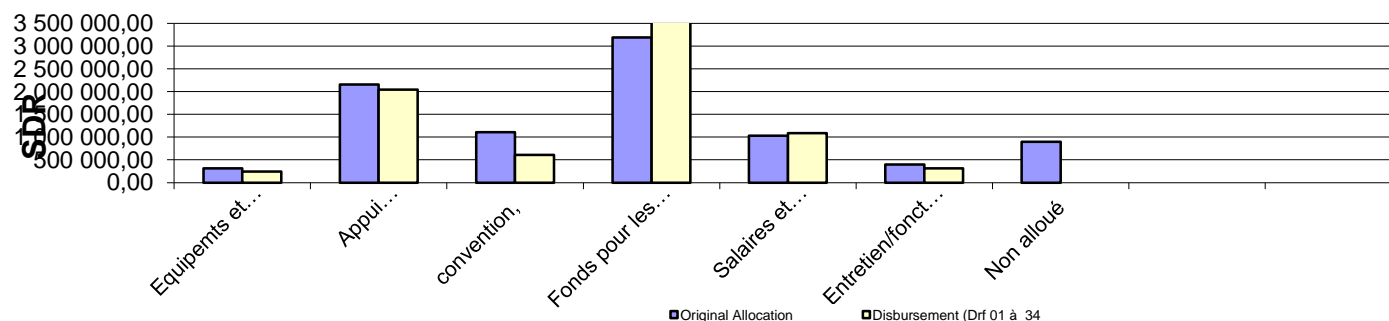


PAFA/APPENDICE 5C : IFAD loan disbursements : DTS au 30/04/15

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 01 à 34	Balance	%	W/A Pending au FIDA	W/A Pending 35 au PAFA)	W/A Pending 36 au PAFA)	Total	%
I	Equipemts et véhicules	310 000,00	239 987,11	70 012,89	77,42%				239 987,11	77,42%
II	Appui technique, formation et études	2 160 000,00	2 045 747,86	114 252,14	94,71%					100,25%
III	convention,	1 110 000,00	610 888,78	499 111,22	55,04%		74 670,58	44 948,71	2 165 367,15	63,05%
IV	Fonds pour les projets	3 190 000,00	3 610 720,26	-420 720,26	113,19%		38 014,08	50 998,46	699 901,32	121,20%
V	Salaires et Indemnités	1 030 000,00	1 086 179,58	-56 179,58	105,45%		255 666,88		3 866 387,14	116,85%
VI	Entretien/fonctionnement	400 000,00	312 014,75	87 985,25	78,00%		43 179,10	74 234,93	1 203 593,62	93,96%
VII	Non alloué	900 000,00		900 000,00	0,00%		11 105,99	52 721,87	375 842,61	
	Dépôt initial		833 746,58				-253 581,98	-134472,21	445 692,39	
	Sous Total	9 100 000,00	8 739 284,92	360 715,08	96,04%	0,00	169 054,66	88 431,76	8 996 771,33	98,87%
II	Don FIDA/Appui technique	170 000,00	94 766,23	75 233,77	55,74%		0,00		94 766,23	55,74%
	Total/prêt /Don	9 270 000,00	8 834 051,15	435 948,85	95,30%	0,00	169 054,66		9 091 537,56	98,07%

au taux de 1DTS = 1,406333 USD et 1 USD = 584,58FCFA, 1 USD = 0,711069 DTS : source IMF/30 avril 2015

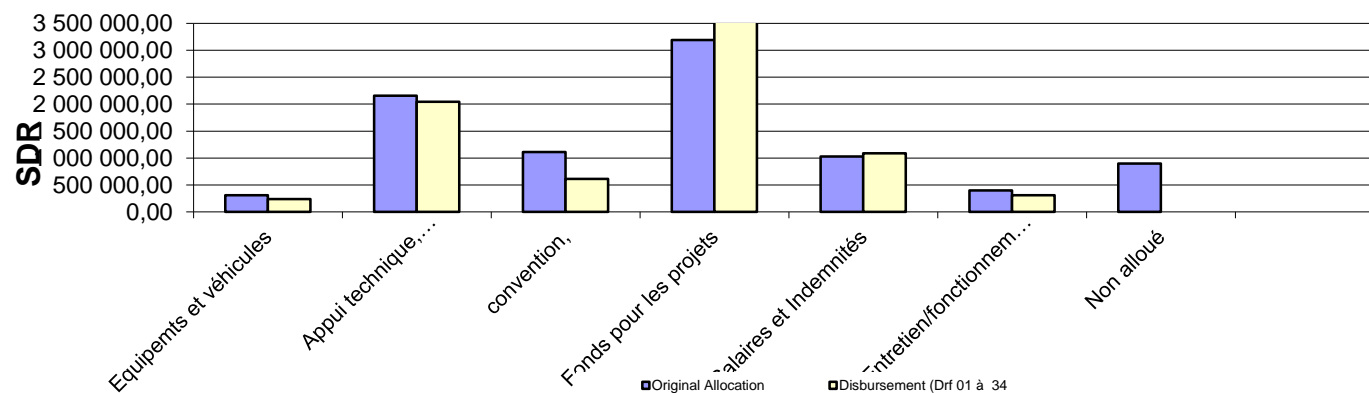
les taux de décaissement réels de 96,04% /Prêt FIDA et 55,74%/Don FIDA doivent être réajustés en fonction de la correction à apporter sur l'erreur d'imputation des 15 809 900FCFA/21 353,62 DTS soumis sur la DRF N° 03 du Don et imputés sur le Prêt ; ainsi les nouveaux taux seront de 95,80%/Prêt FIDA et 68,31%/DON FIDA,



PAFA/APPENDICE 5C : FEM GRANT disbursements : USD au 30/04/15

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement DRF 01 à 03	Balance	%	W/A Pending au FIDA)	W/A Pending au PAFA DRF 04	Total	%
I	Equipemts	210 000,00	40 352,89	169 647,11	19,22%		538,85	40 891,74	19,47%
II	Appui technique, formation et études	1 190 000,00	400 648,70	789 351,30	33,67%		114 837,12	515 485,82	43,32%
III	Génie Civil	2 260 000,00	57 187,37	2 202 812,63	2,53%		53 050,09	110 237,46	4,88%
IV	Matériel Agricole	540 000,00	29 278,13	510 721,87	5,42%		30 534,74	59 812,87	11,08%
V a	Salaires et Indemnités	210 000,00	79 341,89	130 658,11	37,78%		39 912,58	119 254,47	56,79%
Vb	fonctionnement	10 000,00	2 845,39	7 154,61	28,45%		1 112,53	3 957,92	39,58%
Vc	Voyages, frais déplacement et communication	80 000,00		80 000,00	0,00%			0,00	
VII	Non alloué	500 000,00		500 000,00	0,00%				
	Dépôt initial		805 112,16	-805 112,16				805 112,16	
	Sous Total	5 000 000,00	1 414 766,53	3 585 233,47	28,30%	0,00	239 985,91	1 654 752,44	33,10%

1 USD = 584,58 FCFA au 30 avril 2015



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Section 3. 03 b «Contrepartie »	« ...L'emprunteur met à la disposition du fonds de contrepartie pour un montant équivalent à 5 750 000 USD, estimé à 2,5 milliards FCFA »	Pour mémoire	En cours	Le niveau d'exécution du BCI reste encore tributaire de l'état d'avancement de l'exécution et du paiement des infrastructures (communautaires et de désenclavement), sur ressources OFID. Par ailleurs, les taxes sont assujetties à l'exécution du PTBA ; globalement il y'a lieu d'en assurer la prise en charge exhaustive.
Section 4.02 «Rapport d'activités»	«L'Agent principal du Projet soumet au Fonds des rapports d'activitésdans les trois (03) mois suivant la fin de chaque période d'exécution du Projet de six (06) mois »	31/09/15	En cours	Le rapport annuel SYGRI 2014 du PAFA, élaboré en février 2015 a été envoyé au FIDA le 12 mars 2015 et le rapport SYGRI 2014 du PAFA-E a été envoyé le 07 avril 2015. Le rapport annuel d'activités 2014, élaboré en mars 2015, a été envoyé au FIDA le 28 mars 2015. Le rapport du 1 ^{er} semestre 2015 sera envoyé avant le 30/09/15.
Section 5.01 «Etats financiers»	«L'UCP prépare chaque année fiscal les Etats financiers et l'Agent principal du Projet les présente au Fonds dans les trois(03) mois suivant la fin de chaque année fiscale»	31/03/15	Conforme	Les Etats financiers 2014 et leurs annexes ont été transmis au FIDA le 30 mars 2014.

Section 5.02 «Rapports d'audit»	«L'Emprunteur présente une copie certifiée du rapport d'audit dans les six (06) mois suivant la fin de l'année fiscale considérée»	30/06/15	En cours	Les rapports provisoires d'audits des comptes 2014 ont été transmis au FIDA le 11/05/15. Les rapports définitifs seront transmis au FIDA le 31/05/2015.
Annexe 3 A 3.2 « Composition de l'UCP »	« Elle sera composée d'une équipe comprenant : un coordonnateur..... un spécialiste développement des filières, »	30/06/15	A mettre en œuvre	Le recrutement du spécialiste Développement des filières a été infructueux et une procédure de relance est envisagée. En ce qui concerne le Responsable irrigation prévu dans le cadre du FEM dont le recrutement s'est avéré également infructueux, l'UCP propose de responsabiliser le responsable infrastructure du PAFA pour les activités liées à ce poste.
<u>Section 7.08 «Assurance » des conditions Générales</u>	« L'emprunteur ou l'agent Principal du Projet assure les biens et les constructions utilisés dans le cadre du Projet contre les risques à des montants conformes à de saines pratiques commerciales »	Pour mémoire	Cf. observations	Les véhicules immatriculés en AD-TT (Administration) ainsi que les locaux mis à dispositions (contenant et contenu) sont couverts en matière d'assurance par l'Agence Judiciaire de l'Etat.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Dans sa mise en œuvre, le projet s'est beaucoup appuyé sur des apprentissages :

103. **Ateliers d'auto-évaluation des SPAM.** Les OP de la troisième génération appuyée par le projet et les tables filières ont réalisé 118 ateliers auto-évaluation pour faire le bilan de la campagne 2014/2015, identifier les contraintes et tirer les enseignements de la mise en œuvre des sous projets. Au total, 118 ateliers d'autoévaluation ont été organisés au niveau des sites de mise en œuvre des sous projets. 77 OP de la deuxième génération ont fait leur bilan de la campagne et tirer les enseignements.

104. **Visites d'échanges des producteurs et productrices.** Pour préparer la mise en valeur des périmètres maraichers, une visite d'échange dans le périmètre de Tallègne, a été organisée au profit des producteurs (33 femmes et 27 hommes) des périmètres de Fass Ngérane et Maka Mbaye. Une visite d'échange à Latmingué a permis aussi aux OP aviculture de la deuxième génération de partager l'expérience des OP Aviculture G1. Cette visite organisée avec la participation des Services régionaux d'élevage a touché 70 personnes dont 16% jeunes filles, 41% de femmes adultes 10% de jeune de garçon et 32 % d'hommes adulte. La table filière Mil/sorgho a organisé aussi une visite sur le phosphatage de fond au profit des OP bénéficiaires des sous projets Mil/sorgho. Les participants ont pu s'approprier de la technique de phosphatage et ont constaté son effet sur la productivité du mil grâce à parcelle témoin qui n'a pas reçu de phosphatage.

105. **L'internalisation du conseil agricole qui a permis l'adoption des bonnes pratiques :** Pour renforcer le niveau d'adoption des bonnes pratiques agricoles et d'élevage, le projet a facilité l'identification au niveau de chaque OP des Conseillers à l'Exploitation Familiale (CEF) chargés du conseil et suivi de mise en œuvre des activités des sous projets. Ces personnes ressources endogènes membres des OP ont assuré en relation avec les CAR la démultiplication des formations sur les bonnes pratiques agricoles et le suivi quotidien de la mise en œuvre des sous projets.

106. **Le cofinancement dégressif :** Le cofinancement des intrants et matériels agricoles entre le projet et les acteurs des filières a été retenu comme principe de mise en œuvre. En première année, le projet a appuyé à hauteur de 80% contre 20% apportés par les bénéficiaires sur le financement de 40 sous projets. En deuxième année, le projet a appuyé à hauteur de 60%, les bénéficiaires 40%. En troisième année, PAFA 40%, bénéficiaires 60% et en quatrième année, PAFA 0%, bénéficiaires 100% pour le financement de 328 sous projets à date. Pour garantir la durabilité de ce financement, le projet a mis en place « l'épargne intrants » que le producteur dépose en nature auprès de l'organisation de producteurs après la récolte. Les procédures d'acquisition d'intrants et de matériels agricoles sont effectuées entièrement par les membres des OP, qui ont fini par développer des relations de confiance avec les fournisseurs d'intrants. Aujourd'hui, les 39 OP de la G1 et 77 OP de la troisième génération mobilisent à 100% leurs besoins en financement de leurs sous projets.

107. Les OP ont développé la mise à l'échelle de leurs sous projets au sein de leurs membres (2.295 Ha sont augmenté à date).

108. **La contractualisation entre OP et OM :** La mise en relation entre les OP et les OM a permis aux producteurs d'accéder aux marchés et de vendre à des prix rémunérateurs. Quarante (40) couples OP/OM mis en place en 2011 ont renouvelé à 100% les contrats de commercialisation en 2012, aujourd'hui le couple OP/OM est au nombre de 100. Ces couples OP/OM constituent des leviers pour garantir aux petits producteurs et productrices, l'accès aux marchés.

109. **Edition de bulletins trimestriels « agro-filières » :** Dans le but d'informer les acteurs des filières, les partenaires institutionnels du PAFA, les autorités administratives, les partenaires financiers sur l'état d'avancement des activités et leur impact sur les ménages, le PAFA a initié un bulletin de liaison trimestriel. Son contenu porte essentiellement sur les comptes rendus d'expériences, les portraits des acteurs, l'état d'avancement sur les réalisations et les résultats des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet. Ainsi, cinq cent (500) exemplaires du premier numéro ont été distribués aux différents partenaires du projet et le deuxième numéro est disponible.

110. **Information sur les marchés** : A la suite de la signature des contrats de commercialisation entre les OP et les OM, les tables filière niébé et mil/sorgho par SMS met à la disposition des couples OP/OM des informations sur les prix du mil et du niébé pratiqués dans le marché de la commune de Diourbel et le marché hebdomadaire de Mbafaye. Les tables filières ont été formées sur l'utilisation de la plateforme « Yeglé » permettant de diffuser des informations sur le prix, les intrants, l'évolution des stocks, etc. Les tables filières à partir de leur page web disposent d'une base d'informations sur les prix, les Opérateurs de marché et les marchés.

Innovations

Dans sa mise en œuvre, le projet s'est appuyé sur des innovations majeures telles que :

111. **Plateforme de services aviculture villageoise améliorée** : Afin de rendre beaucoup plus compétitive l'aviculture villageoise améliorée, une Plateforme de Services a été construite à Thiawandou dans le département de Kaolack pour la professionnalisation de la filière. Cette Plateforme équipée d'un centre d'abattage, d'une unité de conditionnement et de conservation, d'une boutique et d'un bureau offre à la filière un cadre qui leur permet de mettre aux normes leurs produits. En outre, cette plate-forme offre un appui conseil à ses membres dans le domaine du renforcement de capacités, de l'intermédiation, de la mise en relation et du partenariat.

112. **Couveuses pétro solaires** : Le projet a facilité à la Plate-forme de Services l'obtention de 3 couveuses pétro solaires d'une capacité de 1000 sujets par couveuse. Elles permettent d'améliorer les taux d'éclosion, de réduire les pertes et de mettre sur le marché au minimum 3000 poussins par couvaion. L'offre de poussins d'un jour est ainsi garantie dans la zone alors que précédemment, les commandes venaient de Dakar avec d'énormes pertes durant leur transport

113. **Association pisciculture/maraichage** : La pisciculture est introduite dans le but de permettre aux bénéficiaires l'accès aux protéines animales et d'améliorer la qualité de l'eau d'irrigation. L'élevage de poisson et le maraichage joue un rôle dans l'alimentation. L'association pisciculture maraichage s'explique non seulement par le souci d'augmenter la disponibilité d'un produit riche en protéines et en acides gras essentiels afin d'accroître le revenu et le niveau de vie des femmes.

114. **La promotion de la farine enrichie** : Pour contribuer à la lutte contre la malnutrition infantile dans sa zone d'intervention, les opérateurs de marché « Xaritou Xaleyi » de Koungheul et ETS Keur Yaye Abi Ndao de Kaolack, Association des Femmes de Ndoukoumane (AFND), Manko de Guinguiné, appuyés par le PAFA, ont développé, une farine enrichie pour les enfants de six (6) mois à deux (2) ans. La farine est constituée des produits locaux suivants : maïs, mil, niébé, huile de palme, etc. La valeur énergétique est évalué à 40 kcal/100g. Cette farine est en train d'être utilisée par les ONG ASBEF, Plan International et CCF, l'Agence d'Exécution du Programme Nationale de Nutrition. Suite à l'amélioration de l'emballage, le produit est en vente dans les rayons des pharmacies.

115. **Le cérélac à base de mil** : Grâce à un partenariat Nestlé et ALIF Groupe engagé dans les contrats OP/OM, ce produit a été mis sur le marché depuis juin 2014. Ce produit est aujourd'hui distribué dans les pharmacies et dans les grandes surfaces

116. **La promotion du consommateur local (formation de chefs cuisiniers des hôtels, mise en place de restaurants produits locaux)** : Afin de promouvoir le « consommateur local », une formation regroupant dix-sept (17) réceptifs hôteliers et restaurants de la zone d'intervention a été organisée. Elle a eu comme objectif l'introduction dans les menus et cartes des hôtels de plats préparés à base de produits locaux. Divers menus ont été préparés au cours de la formation : Mil au poisson, Paella de maïs, couscous de niébé, couscous de sésame, mil à la viande ainsi que divers jus locaux et gâteaux à base de mil, sésame, maïs. La formation a touché 22 personnes dont 12 hommes et 10 femmes. Aujourd'hui partout dans ces hôtels, des plats locaux sont servis.

117. **Semis à humide du mil** : Pour lutter contre le Striga et sécuriser l'investissement des producteurs et productrices, le projet en partenariat avec la recherche, les projets et programmes recommande aux porteurs de sous projets la réalisation du semis du mil à humide après labour profonds. Cette technique adoptée l'année dernière par les porteurs des sous projets de la première

génération a donné des rendements record variant entre 850 et 2250 kg/ha dans un contexte marqué par un déficit pluviométrique.

118. **La gestion communautaire du matériel agricole** : Les exploitations familiales ne disposant pas de matériels agricoles étaient obligées de louer parfois entre 25 000 à 30 000 FCFA pour semer 1 ha ou de semer les derniers. Le PAFA a initié la gestion communautaire du matériel agricole. Elle consiste à mettre un lot de matériels (semoirs et houe) au niveau des OP porteuses des SPAM sur la base de calendrier accepté, le comité de gestion met à la disposition des ménages ce matériel. Cette initiative a permis à des groupements de femmes et de jeunes ruraux de disposer de matériels agricoles et à des petits producteurs de pouvoir semer en même temps que les autres en respectant les itinéraires techniques.

119. **L'efficacité de la stratégie de ciblage du projet** : Les filières soutenues par le PAFA sont celles dans lesquelles les ménages pauvres, les femmes et les jeunes sont plus présents ou qu'ils pourraient facilement intégrer. La stratégie d'auto ciblage par les bénéficiaires des sous projets a permis de s'assurer que les plus vulnérables bénéficient des opportunités qu'offre le projet. Elle a permis également de jauger les changements apportés dans les conditions de vie des populations par les actions du projet tout en privilégiant les familles les plus vulnérables c'est-à-dire (i) les ménages de petite taille caractérisés par une main-d'œuvre limitée, une faible superficie et des sols souvent pauvres, une faible diversification, des capacités de production limitées et des revenus agricoles bas ; (ii) les femmes et les associations de femmes, et (iii) les jeunes ruraux sans emploi.

120. Dans la mise en œuvre de la stratégie de ciblage une attention particulière est accordée aux ménages dirigés par des veuves et des personnes handicapées.

121. Le projet a réussi à faciliter l'accès des femmes et des jeunes aux intrants de qualités, aux matériels agricoles et à la terre. Ainsi, les femmes ont pu bénéficier au même titre que les hommes, des mêmes superficies à emblaver (2 ha pour le mil, 1 ha pour le sésame et 1 ha pour le niébé, 1 ha pour le maïs et 0,5 ha pour le bissap pour chacun des bénéficiaires hommes, femmes et jeunes).

122. Dans les périmètres aménagés avec l'appui du projet, les femmes, les jeunes et les hommes ont bénéficié de kits ménages variant 600 à 1200 m² suivant la superficie des périmètres maraichers. Ainsi 602 femmes et 224 hommes bénéficient du projet de maîtrise d'eau dans la région de Diourbel. Dans un contexte où l'accès des femmes à la terre pose un problème, cette initiative permet aux femmes d'accéder à la ressource foncière et hydrique et de pouvoir produire librement et améliorer leurs conditions de vie.

DOCUMENTS DE TRAVAIL

PAFA/DOCUMENTS DE TRAVAIL AU 30/04/2015

Exécution du PTBA 2015 (par bailleur/composante/catégorie) ;
Situation des engagements (projections au 30/6 et au 30/09/2015) ;
Suivi exécution des PTBA par bailleur ;
Suivi exécution des PTBA par composante ;
Suivi exécution des PTBA- FEM par bailleur ;
Suivi exécution des PTBA-FEM par composante ;
Reconstitution du compte spécial/Prêt/Don/FIDA;
Plan de recouvrement de l'avance initiale Prêt/Don/FIDA
Reconstitution du compte spécial/Prêt OFID ;
Reconstitution du compte spécial/Don FEM ;
Reconstitution du compte d'avance/Prêt/BOAD/SAFIR ;
Contrepartie de l'Etat ;
Situations des comptes bancaires ;
Dettes du Projet ;
Contribution des Bénéficiaires ;
Financement des sous projets/filière ;
Registre des DRF/DPD /Prêt FIDA ;
Registre des DRF/DPD/Don FIDA ;
Registre des DRF/DPD/OFID ;
Registre des DRF/DPD/FEM ;
Registre des contrats ;
Situation du personnel ;
Revue des Etats certifiés de dépenses ;
Suivi des recommandations en matière fiduciaire de la dernière mission de supervision ;
Annexes II, III, IV : Evaluation financière lors de la supervision.

PAFA: EXECUTION DU PTBA 2015 au 30/04/2015 (Montants en francs CFA)

PTBA PAR BAILLEUR

Bailleurs	Prévisions		Réalizations		Taux
	Montants	%	Montants	Taux %	
FIDA	538 470	17,98%	120 772	45%	22%
	000		938		
DON FIDA	15 000	0,50%	3 251	1%	22%
	000		024		
ETAT	345 550	11,54%	13 394	5%	4%
	000		767		
OFID	681 800	22,77%	40 022	15%	6%
	000		824		
BENEFICIAIRE	44 400	1,48%	4 730	2%	11%
	000		309		
DON GEF	1 189 000	39,71%	49 535	19%	4%
	000		533		
SAFIR	179 950	6,01%	35 633	13%	20%
	000		358		
TOTAL	2 994 170	100,00%	267 340	100%	9%
	000		753		

PTBA PAR COMPOSANTE

Composantes	Prévisions		Réalizations		Taux
	Montants	%	Montants	Taux %	
COMPOSANTE 1: Diversification agricole et accès au marché	251 760	8%	26 595	10%	11%
	000		511		
COMPOSANTE 2 : Développement et structuration des filières	717 080	24%	48 766	18%	7%
	000		772		
COMPOSANTE 3: Concertation nationale, gestion des savoirs et coordination du projet	702 980	23%	106 057	39%	15%
	000		712		
COMPOSANTE 4: DON GEF	1 234 900	41%	50 014	19%	4%
	000		118		
COMPOSANTE 5: SAFIR	87 450	3%	38 906	14%	44%
	000		640		
TOTAL	2 994 170	100%	270 340	100%	9%
	000		753		

PTBA PAR CATEGORIE

Catégories	Prévisions		Réalisations		Taux %
	Montants	%	Montants	Taux %	
Catégorie Infrastructures	885 180 000	30%	37 149 139	14%	4%
Catégorie I : Equipements et véhicules	-	0%	-	0%	0%
Catégorie II : appui technique , formation et études	294 640 000	10%	81 564 276	30%	28%
Catégorie III : Convention	37 520 000	1%	23 090 013	9%	62%
Catégorie IV : fonds pour les sous projets	-	0%	-	0%	0%
Catégorie Va : Salaires et indemnités	507 800 000	17%	91 311 926	34%	18%
Catégorie Vb : Entretien et fonctionnement	76 630 000	3%	24 277 695	9%	32%
Catégorie VI : Génie Civil	277 300 000	9%	1 129 170	0%	0%
Catégorie VII : Matériel Agricole	915 100 000	31%	11 818 534	4%	1%
TOTAL	2 994 170 000	100%	270 340 753	100%	9%

Situation des engagements (PROJECTION PTBA AU 30/06/2015 et 30/09/2015)

Années		
	total	
Catégories		
prévisions PTBA 2014	2 994 170 000	
Réalisations au 30/06/2015	267 340 753	
Taux d'exécution au 30/04/2015	9%	
	Engagements et Prévisions de dépenses au 30/06/2015	Engagements et Prévisions de dépenses au 30/09/2015
Catégorie Infrastructures	23 300 000	259 493 800
Equipements et véhicules		
Appui technique, formation et études	20 000 000	45 000 000
Conventions	30 000 000	40 000 000
Fonds pour les sous-projets		
Salaires et indemnités	45 660 000	159 810 000
Entretien et fonctionnement	10 000 000	210 000 000
Génie Civil	125 000 000	525 000 000
Matériel Agricole	75 000 000	175 000 000
Sous-Total prévisions et engagements	328 960 000	1 414 303 800
Total	596 300 753	1 681 644 553
Taux d'exécution	20%	56%

Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA)/Suivi exécution des PTBA/bailleur au 30/04/15 (en FCFA)

Années		2010/2011	2012	2013	2014	Total	2015(30/04/2015)
Bailleurs							
FIDA	Prévisions	1277021000	1444387000	2 359 000 000	1 824 650 000	6 905 058 000	538 470 000
	Réalisations	963405075	1244863847	2324016121	1 855 375 490	6 387 660 533	120 772 938
	%	75%	86%	99%	102%	93%	22%
Don FIDA	Prévisions	60 000	41 500 000	44 900 000	58 000 000	144 460 000	15 000 000
	Réalisations	60 000	26 142 036	28 974 860	32 156 520	87 333 416	3 251 024
	%	100%	63%	65%	55%	60%	22%
OFID	Prévisions	240 845 000	246 786 000	431 500 000	417 950 000	1 337 081 000	681 800 000
	Réalisations	31 517 312	109 992 098	319 666 777	459 538 441	920 714 628	40 022 824
	%	13%	45%	74%	110%	69%	6%
Etat	Prévisions	73 936 000	213 167 000	183 250 000	326 450 000	796 803 000	345 550 000
	Réalisations	132 703 020	108 444 158	120 903 431	173 122 351	535 172 960	13 394 767
	%	179%	51%	66%	53%	67%	4%
Bénéficiaires	Prévisions	15 000 000	104 387 000	667 000 000	571 200 000	1 357 587 000	44 400 000
	Réalisations	51 835 000	111 757 528	682 653 581	691 214 283	1 537 460 392	4 730 309
	%	346%	107%	102%	121%	113%	11%
S/total PAFA	Prévisions	1 606 862 000	2 050 227 000	3 685 650 000	3 198 250 000	10 540 989 000	1 625 220 000
	Réalisations	1 179 520 407	1 601 199 667	3 476 214 770	3 211 407 085	9 468 341 929	182 171 862
	%	73%	78%	94%	100%	90%	11%
FEM	Prévisions	NC	NC	39 500 000	445 960 000	485 460 000	1 189 000 000
	Réalisations			21 831 721	429 028 574	450 860 295	49 535 533
	%			55%	96%	93%	4%
BOAD	Prévisions	NC	NC	46 500 000	157 750 000	204 250 000	179 950 000
	Réalisations			35 595 216	96 955 767	132 550 983	35 633 358
	%			77%	61%	65%	20%
Total	Prévisions	1 606 862 000	2 050 227 000	3 771 650 000	3 801 960 000	11 230 699 000	2 994 170 000
	Réalisations	1 179 520 407	1 601 199 667	3 533 641 707	3 737 391 426	10 051 753 207	267 340 753
	%	73%	78%	94%	98%	90%	9%

Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA)/Suivi exécution des PTBA/composante au 30/05/14 (en FCFA)

Année		2010/2011	2012	2013	2014	Total	2015(30/04/2015)
Composantes							
Composante 1	Prévisions	571 795 000	885 530 000	2 210 780 000	1 482 650 000	5 150 755 000	251 760 000
Diversification agricole et accès au marché	Réalisations	429 871 289	838 876 319	1 873 824 231	1 350 567 773	4 493 139 612	26 595 511
	%	75%	95%	85%	91%	87%	11%
Composante 2	Prévisions	213 955 000	693 727 000	922 200 000	962 000 000	2 791 882 000	717 080 000
Développement et structuration des filières	Réalisations	88 560 673	296 502 680	883 385 080	1 090 085 056	2 358 533 489	48 766 772
	%	41%	43%	96%	113%	84%	7%
Composante 3	Prévisions	821 112 000	470 970 000	552 670 000	882 190 000	2 726 942 000	702 980 000
Concertation nationale, gestion des savoirs et coordination du projet	Réalisations	661 088 445	465 820 668	718 680 199	760 961 819	2 606 551 131	106 057 712
	%	81%	99%	130%	86%	96%	15%
S/total PAFA	Prévisions	1 606 862 000	2 050 227 000	3 685 650 000	3 326 840 000	10 669 579 000	1 671 820 000
	Réalisations	1 179 520 407	1 601 199 667	3 475 889 510	3 201 614 648	9 458 224 232	181 419 995
	%	73%	78%	94%	96%	89%	11%
Composante Don/FEM	Prévisions	NC	NC	39 500 000	403 620 000	443 120 000	1 234 900 000
	Réalisations			22 156 981	434 851 152	457 008 133	50 014 118
	%			56%	108%	103%	4%
Composante/SAFIR	Prévisions	NC	NC	46 500 000	71 500 000	118 000 000	87 450 000
	Réalisations			35 595 216	100 925 626	136 520 842	38 906 640
	%			77%	141%	116%	44%
	Prévisions	1 606 862 000	2 050 227 000	3 771 650 000	3 801 960 000	11 230 699 000	2 994 170 000

Total	Réalisations	1 179 520 407	1 601 199 667	3 533 641 707	3 737 391 426	10 051 753 207	270 340 753
	%	73%	78%	94%	98%	90%	9%

Années		2010/2011	2012	2013	2014	Total	2015(30/04/2015)
Bailleurs							
FEM	Prévisions	NC	NC	39 500 000	445 960 000	485 460 000	1 189 000 000
	Réalisations			21 831 721	429 028 574	450 860 295	49 535 533
	%			55%	96%	93%	4%
Etat	Prévisions			1 000 000	12 500 000	13 500 000	77 400 000
	Réalisations			325 260	5 509 294	5 834 554	351 155
	%			32,53%	44,07%	43,22%	0,45%
S/total PAFA	Prévisions			40 500 000	458 460 000	498 960 000	1 266 400 000
	Réalisations			22 156 981	434 537 868	456 694 849	49 886 688
	%			55%	95%	92%	4%

FEM

Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA)/Suivi exécution des PTBA- FEM /bailleur au 30/04/15 (en FCFA)

FEM

Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA)/Suivi exécution des PTBA- FEM /Composante au 30/04/15 (en FCFA)

Année		2010/2011	2012	2013	2014	Total	2015(30/04/2015)
Composantes							
Composante 1	Prévisions			10 254 800	20 000 000	30 254 800	54 100 000
Renforcement des capacités, sensibilisation, gestion des connaissances en matières d'adaptation au changement climatique	Réalisations			8 257 880	18 584 182	26 842 062	1 930 000
	%			81%	93%	89%	4%
Composante 2	Prévisions			0	245 460 000	245 460 000	265 000 000
Récupération de l'eau et gestion des bassins versants	Réalisations			0	226 682 875	226 682 875	22 149 542
	%			0%	92%	92%	8%
Composante 3	Prévisions			0	110 000 000	110 000 000	880 000 000
Conservation de l'eau et efficacité de l'irrigation	Réalisations			0	108 050 799	108 050 799	17 789 380
	%			0%	98%	98%	2%
Composante 4	Prévisions			5 500 000	20 000 000	25 500 000	5 300 000
Suivi et évaluation	Réalisations	NC	NC	3 061 800	19 824 799	22 886 599	228 000
	%			56%	99%	90%	4%
Composante 5	Prévisions			24 745 200	63 000 000	87 745 200	62 000 000
Gestion du Projet	Réalisations	NC	NC	10 837 301	61 395 213	72 232 514	7 789 766
	%			44%	97%	82%	13%
	Prévisions			40 500 000	458 460 000	498 960 000	1 266 400 000
Total	Réalisations			22 156 981	434 537 868	456 694 849	49 886 688
	%			55%	95%	92%	4%

Etat de rapprochement du compte spécial au 30/04/2015

Formulaire 104 FIDA

Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA)

Prêt N° 752- SN

Compte Spécial N° SN048 01001 0001044302 01 A Clé RIB 17 Iban 02

			CFA
1. Montant total avancé par le FIDA			750 000 000
2. Moins montant total recouvré par le FIDA			121 139 150
3. Equivaut au montant actuel non remboursé avance sur le compte spécial (1moins 2)			628 860 850
4. Solde du Compte spécial tel que figurant sur le relevé bancaire en date du 30/04/2015			2 769 413
5. Plus : solde du compte relais au 30/04/2015			86 079
Plus : solde des sous- comptes au 30/04/2015			183
Plus : Disponibilité caisse au 30/04/2015			92 675
Total des soldes bancaires. Des comptes de programmes des sous comptes et disponibilités (4+5)			88 941 271
6. Montant total figurant dans cette demande N° 36 en préparation au 30-04-2015			183 251 579
date	Libellé	Montant	
	DRF 36 en préparation	183 251 579	
		183 251 579	
7, Plus montant total retiré du compte spécial / compte de programme et non encore sollicité			9 214 189
Motif : montant éligible pour le quel une demande de décaissement n'a pas encore été préparée			

date	Libellé	Montant	
11/09/2014	CH 9081377	6 000 000	
17/04/2015	Vrt SETYM Don Soft	3 214 189	
	Total au 30/04/2015	9 214 189	
8. Plus montant sollicité dans les demandes antérieures mais non encore créditées et réclamées 35 après la date du relevé bancaire			347 453 808
Demande N°	Date	Cfa	Montant
	DRF 35	Cfa	347 453 808
	Total au 30/04/2015		347 453 808
Sous total des demandes antérieures non encore créditées			
9. Moins intérêts échus			
10. Montant total de l'avance comptabilisée (N° 4 à 9)			628 860 847
11. Explication de la discordance éventuelle entre le total indiqué à la rubrique N° 3 et celui indiqué à la rubrique N° 10 (différence DRF 25) montant soumis 262 557 707 FCFA / montant payé 262 557 704 FCFA soit un écart de 03			3
Date		Signature	
Le resp.Administratif et Financier		Certifié par le Coordonnateur	
Mamadou DIOUF		Sémou DIOUF	

PLAN DE RECOUVREMENT DE L'AVANCE INITIALE

	Montants DRF	Pourcentage	Répartition
--	--------------	-------------	-------------

DRF	(FCFA)	recouvrement	Récupération FIDA	Cpte spécial
34	201 898 584	60	121 139 150	80 759 434
35	318 000 000	60	190 800 000	127 200 000
36	175 000 000	60	105 000 000	70 000 000
37	180 000 000	75	135 000 000	45 000 000
38	198 060 850	100	198 060 850	-
			-	
			-	
			-	
			-	
			-	
			-	
Total	1 072 959 434		750 000 000	322 959 434
Dotation Initiale				750 000 000
Reste à récupérer par le FIDA				(0)

Etat de rapprochement du compte spécial OFID au 30/04/2015

Formulaire 104 OFID

Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA)

Prêt N° N°1272P

RECONSTITUTION AVANCE INITIALE

Compte Spécial OFID N° SN137 01001 080047730008 01 RIB 65

1. Montant total avancé par le OFID	250 000 000
2. Moins montant total recouvré par le OFID	0
3. Equivaut au montant actuel non remboursé avance sur le compte spécial (1moins 2)	250 000 000
4. Solde du Compte spécial tel que figurant sur le relevé bancaire en date du 30/04/2015	4 947 550
5. Plus : solde du compte relais au 30/04/2015	
Plus : solde des sous-comptes au 30/04/2015	100 819 963
Plus : disponibilités caisse 30/04/2015	
Total des soldes bancaires. Des comptes de programmes des sous comptes et disponibilités (4+5)	105 767 513
6. Montant total figurant dans cette demande en préparation DRF 8	144 122 307

7. Plus montant total retiré du compte spécial / compte de programme et non encore sollicité Motif : montant éligible pour le quel une demande de décaissement n'a pas encore été préparée	0
8. Plus montant sollicité dans les demandes antérieures mais non encore créditées et réclamées 02	
9. Moins intérêts échus	
10 Montant total de l'avance comptabilisée (N° 4 à 10)	249 889 820
11. Explication de la discordance éventuelle entre le total indiqué à la rubrique N° 3 et celui indiqué à la rubrique N° 10 Montant non éligible à reverser sur le compte de programme (96140 +3510+10530) constitué de frais bancaires	-110 180
Date 30/04/2015	Signature
Le Resp.Administratif et Financier Mamadou DIOUF	Certifié par le Coordonnateur Sémou DIOUF

Etat de rapprochement du compte spécial FEM au 30/04/2015
Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA)
DON N° GEF-FSL-3-SN
Compte Spécial N° SN048 01001 0001044302 02 E Clé RIB 14

Formulaire 104 FEM

	CFA
1. Montant total avancé par le FEM	400 000 000

2. Moins montant total recouvré par le FEM	0
3. Equivaut au montant actuel non remboursé avance sur le compte spécial (1moins 2)	400 000 000
4. Solde du Compte spécial tel que figurant sur le relevé bancaire en date du 30/04/2015	4 718 190
5. Plus : solde du compte relais FEM au 30/04/2015	
Plus : solde des sous- comptes FEM au 30/04/2015	254 853 018
Plus : Disponibilité caisse FEM au 30/04/2015	137 830
Total des soldes bancaires. Des comptes de programmes des sous comptes et disponibilités (4+5)	259 709 038
6. Montant total figurant dans cette demande N° 04 en préparation au 30/04/2015	140 290 962
7. Plus montant total retiré du compte spécial / compte de programme et non encore sollicité	0
8. Plus montant sollicité dans les demandes antérieures mais non encore créditées et réclamées après la date du relevé bancaire	
9. Moins intérêts échus	
10. Montant total de l'avance comptabilisée (N° 4 à 9)	

11. Explication de la discordance éventuelle entre le total indiqué à la rubrique N° 3 et celui indiqué à la rubrique N° 10		400 000 000
Date	Signature	
Le resp. Administratif et Financier Mamadou DIOUF	Certifié par le Coordonnateur Sémou DIOUF	

Etat de rapprochement du compte spécial BOAD au 30/04/2015

Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA)

Prêt N° N°2005 071 /PR SN 2005 19 00 du 16/12/05

RECONSTITUTION AVANCE INITIALE BOAD AU 30/04/2015

Compte Spécial BOAD N°SN125 01001 000914070709 RIB 15

		FCFA
1. Montant total avancé par le BOAD		70 000 000
2. Moins montant total recouvré par le BOAD		0
3. Equivaut au montant actuel non remboursé avance sur le compte spécial (1moins 2)		70 000 000
4. Solde du Compte spécial tel que figurant sur le relevé bancaire en date du 30/04/2015		33 040 582
5. Plus : solde du compte relais au 30/04/2015		
Plus : solde des sous-comptes au 30/04/2015		

Plus : disponibilités caisse	30/04/2015	159 994
Total des soldes bancaires. Des comptes de programmes des sous comptes et disponibilités (4+5)		33 200 576
6. Montant total figurant dans cette demande en préparation DRF 14		36 799 424
7. Plus montant total retiré du compte spécial / compte de programme et non encore sollicité Motif : montant éligible pour le quel une demande de décaissement n'a pas encore été préparée		
8. Plus montant sollicité dans les demandes antérieures mais non encore créditées et réclamées		
9. Moins intérêts échus		0
10. Montant total de l'avance comptabilisée (N° 4 à 10)		70 000 000
11. Explication de la discordance éventuelle entre le total indiqué à la rubrique N° 3 et celui indiqué à la rubrique N° 10		0
Date 30/05/2014		
Le Resp.Administratif et Financier Mamadou DIOUF	Certifié par le Coordonnateur Sémou DIOUF	

Contrepartie de l'Etat au 30/04 /2015

PAFA

FCFA

Exercices	Prévisions			Réalisations			% réalisations		
	BCI	Taxes	TOTAL	BCI	taxes	TOTAL	BCI	Taxes	TOTAL
Exercice 2010/2011	50 000 000	23 936 000	73 936 000	55 329 818	77 373 202	132 703 020	110,66%	323,25%	179,48%
Exercice 2012	149 000 000	64 167 000	213 167 000	22 833 664	85 610 494	108 444 158	15,32%	133,42%	50,87%
Exercice 2013	150 000 000	33 250 000	183 250 000	53 605 551	67 297 880	120 903 431	35,74%	202,40%	65,98%
Exercice 2014	137 000 000	189 450 000	326 450 000	63 511 821	109 610 530	173 122 351	46,36%	57,86%	53,03%
Exercice 2015	137 000 000	215 750 000	352 750 000	9 290 837	7 103 930	16 394 767	6,78%	3,29%	4,65%
TOTAUX	623 000 000	526 553 000	1 149 553 000	204 571 691	346 996 036	551 567 727	32,84%	65,90%	47,98%

PAFA

SITUATION SOLDE COMPTES BANCAIRES AU 30-04-2015
(FCFA)

Banque	CNCAS	Banque Atlantique	ORABANK	Caisse	Total
Compte spécial FIDA	2 769 413				2 769 413
Sous Compte FIDA	86 079 183			92 675	86 171 858
Total FIDA	88 848 596			92 675	88 941 271
Etat Contrepartie	12 072				12 072
Special FIDA-FEM	4 718 190				4 718 190
Sous Compte FIDA-FEM	254 853 018			137 830	254 853 018
Total FEM	259 571 208			137 830	259 709 038
Compte Spécial OFID	4 947 550	0	0	0	4 947 550
Sous Compte OFID	100 819 963	0	0	0	100 819 963
Total OFID	105 767 513	0			105 767 513
Orabank/ BOAD	33 040 582			159 994	33 200 576
TOTAL GENERAL	487 239 971	0	0	390 499	487 630 470

PAFA
DETTES FOURNISSEURS ET ORGANISMES SOCIAUX AU 30/04/2014
(FCFA)

BENEFICIAIRES	FIDA	FEM	OFID	BOAD	ETAT TVA	ETAT BCI	TOTAL
				SAFIR			
Aly NGuer	250 000						250 000
Boubacar CISSE	390 000						390 000
Boutique Orange	544 050						544 050
Mor THIOUB	250 000						250 000
Sénélec					542 306		542 306
Hotel Relais	1 467 977				741 554		2 209 531
ECCOTRA						10 483 482	10 483 482
Gie Liyene					302 888	7 087 811	7 390 699
Gie DIAPO			6 073 177		2 421 161	8 355 956	16 850 294
BOK Xalat			0		0	4 158 812	4 158 812
Sing FAYE					78 208	2 030 331	2 108 539
Elimane NDIAYE						988 666	988 666
EER					1 201 058	351 188	1 552 246
EXPRESO					42 282		42 282
ETLBC						1 163 251	1 163 251
EMG						794 816	794 816
Fidele						2 121 800	2 121 800
Cheikh Al Islam						9 858 711	9 858 711
Ets Machalla			0		0	634 769	634 769
DPT Géologie UCAD	4 900 000						4 900 000
Oumar Karamokho NDiaye		16 800 000	7 855 856		6 220 679		30 876 535
Master Office				8 392 200	1 510 596		9 902 796
Lagauna BEACH					451 650		451 650
PICO MEDIA						1 166 940	1 166 940
NDoucoumane Const			0		904 360	2 172 975	3 077 335
Sidya Entreprise			7 849 100		3 189 357	6 325 822	17 364 279
Savana Saly					510 000		510 000
Groupe Soterco				12 565 000	3 231 000		15 796 000
Sous Total 1	7 802 027	16 800 000	21 778 133	20 957 200	21 347 099	57 695 330	146 379 789
VRS	2 546 156	24 633	382 902	429 550			3 383 241
IPRES	732 160	70 080	81 920	335 435			1 219 595
CSS	75 600	10 080	5 040	35 280			126 000
FNR	101 235	0	0	0			101 235
SOUS TOTAL 2	3 455 151	104 793	469 862	800 265	0	0	4 830 071
TOTAL GENERAL	11 257 178	16 904 793	22 247 995	21 757 465	21 347 099	57 695 330	151 209 860

PAFA

Contribution des bénéficiaires

FCFA

	Prévisions			Réalisations			% réalisations		
	Nature	numéraire	TOTAL	Nature	Numéraire	TOTAL	Nature	Numéraire	TOTAL
2010/2011		37 141 436	37 141 436		51 835 000	51 835 000		140%	140%
2012		82 245 564	82 245 564		111 757 528	111 757 528		136%	136%
2013		667 000 000	667 000 000		664 497 621	664 497 621		100%	100%
2014		571 200 000	571 200 000		624 577 990	624 577 990		109%	109%
2015(30/04/15)			-	-		-		0%	0,00%
TOTAUX	-	1 357 587 000	1 357 587 000	-	1 452 668 139	1 452 668 139		107%	107%

PAFA
Financement des sous projets/filière

SYNTHESE 2015 au 30/04/2015 : SPAM 1er ,2 ème et 3ème GENERATION ET SOUS PROJETS DEVELOPPEMENT DES FILIERES EN CFA

SPAM	PREVISIONS			REALISATIONS			TAUX D'EXECUTION		
	PAFA	BENEF	TOTAL	PAFA	BENEF	TOTAL	PAFA	BENEF	TOTAL
2015									
SPAM 1ère Génération	-	-	-			-	-	-	
2 ème génération	151 000 000	240 200 000	391 200 000	141 799 190	175 531 335	317 330 525	93,91%	73,08%	81,12%
3 ème génération	499 248 500	115 173 500	614 422 000	436 045 955	311 310 104	747 356 059	87,34%	270,30%	121,64%
Total SPAM	650 248 500	355 373 500	1 005 622 000	577 845 145	486 841 439	1 064 686 584	88,87%	136,99%	105,87%
Développement Filières	77 851 500	215 826 500	293 678 000	215 269 202	137 736 551	353 005 753	276,51%	63,82%	120,20%
Total	728 100 000	571 200 000	1 299 300 000	793 114 347	624 577 990	1 417 692 337	108,93%	109,34%	109,11%

SYNTHESE 2013 : SPAM 1er ,2 ème et 3ème GENERATION ET SOUS PROJETS DEVELOPPEMENT DES FILIERES EN CFA

SPAM	PREVISIONS			REALISATIONS			TAUX D'EXECUTION		
	PAFA	BENEF	TOTAL	PAFA	BENEF	TOTAL	PAFA	BENEF	TOTAL
SPAM 1ère Génération	148 257 704	167 239 196	315 496 900	118 471 806	166 313 938	284 785 744	79,91%	99,45%	90,27%
2 ème génération	390 421 838	160 276 642	550 698 480	448 158 921	240 065 302	688 224 223	114,79%	149,78%	124,97%
3 ème génération	746 320 458	310 806 162	1 057 126 620	485 743 686	186 879 540	672 623 226	65,09%	60,13%	63,63%
Total SPAM	1 285 000 000	638 322 000	1 923 322 000	1 052 374 413	593 258 780	1 645 633 193	81,90%	92,94%	85,56%
Développement Filières	100 000 000	28 678 000	128 678 000	283 442 877	71 238 841	354 681 718	283,44%	248,41%	275,64%
Total	1 385 000 000	667 000 000	2 052 000 000	1 335 817 290	664 497 621	2 000 314 911	96,45%	99,62%	97,48%

Financement des sous projets/filière (suite)

SYNTHSE 2011/2012 : SPAM 1er ,2 ème et 3ème GENERATION ET SOUS PROJETS DEVELOPPEMENT DES FILIERES EN CFA

SPAM	PREVISIONS			REALISATIONS			TAUX D'EXECUTION		
	PAFA	BENEF	TOTAL	PAFA	BENEF	TOTAL	PAFA	BENEF	TOTAL
SPAM 1ère Génération	248 606 176	37 141 436	285 747 612	207 100 000	51 835 000	258 935 000	83,30%	139,56%	90,62%
2 ème génération	493 848 976	64 875 102	558 724 078	565 311 564	94 387 066	659 698 630	114,47%	145,49%	118,07%
Total SPAM	742 455 152	102 016 538	844 471 690	772 411 564	146 222 066	918 633 630	104,03%	143,33%	108,78%
Développement Filières	69 481 848	17 370 462	86 852 310	80 399 288	17 370 462	97 769 750	115,71%	100,00%	112,57%
Total	811 937 000	119 387 000	931 324 000	852 810 852	163 592 528	1 016 403 380	105,03%	137,03%	109,14%

SYNTHSE 2011/2012 /2013 et 2014 : SPAM 1er ; 2 ème et 3 ème GENERATION ET SOUS PROJETS DEVELOPPEMENT DES FILIERES

SPAM	PREVISIONS			REALISATIONS			TAUX D'EXECUTION		
	PAFA	BENEF	TOTAL	PAFA	BENEF	TOTAL	PAFA	BENEF	TOTAL
SPAM 1ère Génération	396 863 880	204 380 632	601 244 512	325 571 806	218 148 938	543 720 744	82,04%	106,74%	90,43%
2 ème génération	1 035 270 814	465 351 744	1 500 622 558	1 155 269 675	509 983 703	1 665 253 378	111,59%	109,59%	110,97%
3 ème génération	1 935 248 500	993 695 500	2 928 944 000	1 630 219 558	1 080 100 219	2 710 319 777	84,24%	108,70%	92,54%
Total SPAM	2 677 703 652	1 095 712 038	3 773 415 690	2 402 631 122	1 226 322 285	3 628 953 407	89,73%	111,92%	96,17%
Développement Filières	247 333 348	261 874 962	509 208 310	579 111 367	226 345 854	805 457 221	234,14%	86,43%	158,18%
Total	2 925 037 000	1 357 587 000	4 282 624 000	2 981 742 489	1 452 668 139	4 434 410 628	101,94%	107,00%	103,54%

REGISTRE DES DRF PRÊT FIDA AU 30-04-2015 EN CFA

N°	TYPE	CATEGORIES							TOTAL	MONTANT PAYE	ECART DRF 28	OBSERV	date
		I Equip et véhicules	II Appui ,form,ET	III conventions	IV Fonds pr les SP	V-a) Salaires et Ind	V-b) Entret et fonct	Avances Autorisées					
1	DI							500 000 000	500 000 000	500 000 000	0		12/11/2010
2	DRF/RCS	18 042 685	9 495 800			72 971 614	8 676 345		109 186 444	109 186 444	0		21/04/2011
3	DI								0	0	0	ANNULE	
4	DRF/RCS		31 808 478	62 746 965		12 471 403	6 458 030		113 484 876	113 484 876	0		22/06/2011
5	DRF/RCS		63 803 623	5 547 600		31 521 470	7 813 915		108 686 608	108 686 608	0		29/07/2011
6	DPD	139 300 000							139 300 000	139 300 000	0		22/07/2011
7	DRF/RCS		19 190 534	1 660 700	169 365 600	32 048 734	6 371 084		228 636 652	228 636 652	0		15/12/2011
8	DRF/RCS		54 105 530	2 431 000	25 756 000	23 374 091	3 414 553		109 081 174	109 081 174	0		15/12/2011
9	DRF/RCS	12 225 115	68 704 130	4 893 090	11 978 400	37 027 215	12 750 186		147 578 136	147 578 136	0		16/04/2012
10	DRF/RCS	6 247 000	60 356 260	7 279 540	160 000	79 496 004	10 327 018		163 865 822	151 440 822	12 425 000		03/07/2012
11	DRF/RCS		39 001 552	29 618 550	224 836 812	23 452 521	6 079 643		322 989 078	322 989 078	0		18/07/2012
12	DRF/RCS		15 742 933		79 482 000	25 417 422	4 510 660		125 153 015	137 578 015	-12 425 000		27/08/2012
13	DRF/RCS		4 547 100		148 397 790	255 334	278 747		153 478 971	153 478 971	0		18/09/2012
14	DRF/RCS		6 062 693	16 711 210	48 286 810	27 681 295	4 248 590		102 990 598	102 990 598	0		28/09/2012
15	DRF/RCS		40 995 652	3 897 100	44 942 189	36 657 393	8 984 097		135 476 431	135 476 431	0		13/12/2012
16	DI							250 000 000	250 000 000	250 000 000	0		31/12/2012
17	DRF/RCS		40 987 063	29 903 400	56 883 004	18 631 340	4 805 551		151 210 358	151 210 358	0		31/01/2013
18	DRF/RCS	594 500	61 605 007	19 541 820	121 190 590	54 976 993	21 458 338		279 367 248	279 367 248	0		24/04/2013
19	DRF/RCS		128 147 087	17 038 657	138 116 264	35 612 027	6 135 901		325 049 936	173 839 578	151 210 358		01/02/2013
									0	151 210 358	-151 210 358		02/07/2013
20	DRF/RCS	95 000	30 331 628	28 445 936	83 359 280	19 812 813	2 478 977		164 523 634	164 523 634	0		11/07/2013
21	DRF/RCS		27 363 142	1 409 750	173 915 907	16 034 694	1 536 362		220 259 855	220 259 855	0		02/08/2013
22	DRF/RCS		22 516 296	14 358 014	159 149 298	1 662 460	12 503 791		210 189 859	210 189 859	0		28/08/2013
23	DRF/RCS		13 719 236	1 666 793	246 831 520	11 869 394	1 080 020		275 166 963	275 166 963	0		09/09/2013
24	DRF/RCS		23 953 966	2 124 410	109 242 540	16 105 428	5 164 714		156 591 058	156 591 058	0		11/10/2013
25	DRF/RCS		32 585 866	12 451 651	190 320 714	19 629 531	7 569 945		262 557 707	262 557 704	3		28/11/2013
26	DRF/RCS		56 092 915	27 325 384	46 417 310	26 035 802	2 636 171		158 507 582	158 507 582	0		19/02/2014
27	DRF/RCS		120 535 288	36 652 180	110 417 684	31 751 481	8 202 935		307 559 568	307 559 568	0		19/02/2014

Sénégal

Projet d'Appui aux Filières Agricoles

Rapport de supervision - Dates de la mission: du 10 au 22 mai 2015

28	DRF/RCS		88 284 455	36 208 964	10 872 780	30 980 998	20 714 091		187 061 288	187 061 288	0		19/05/2014
29	DRF/RCS		127 625 681	24 296 388	27 875 960	29 059 982	6 458 132		215 316 143	215 316 143	0		26/05/2014
30	DRF/RCS		111 012 428	12 095 118	28 645 280	20 842 292	3 618 227		176 213 345	176 213 345	0		
31	DRF/RCS		60 508 635	21 600 122	104 003 810	2 226 700	16 454 002		204 793 269	204 793 269	0		
32	DRF/RCS		78 228 974	25 138 379	95 769 672	28 465 942	4 805 160		232 408 127	232 408 127	0		07/10/2014
33	DRF/RCS		70 505 559	3 652 793	166 465 930	38 950 278	10 118 873		289 693 433	289 693 433	0		04/12/2014
34	DRF/RCS		22 085 228	10 359 110	129 162 306	19 361 580	20 930 360	-121 139 150	80 759 434	80 759 434	0		13/03/2015
TOTAL		176 504 300	1 529 902 739	459 054 624	2 751 845 450	824 384 231	236 584 418	628 860 850	6 607 136 612	6 607 136 609	3		

REGISTRE DES DRF PRÊT DON FIDA AU 30-04-2015 EN CFA

		CATEGORIES							TOTAL	MONTANT		OBSERV	date
N°	TYPE	I	II	III	IV	V-a)	V-b)	Avances		PAYE	ECART		
		Equip et véhicules	Appui ,form,ET	conventions	Fonds pr les SP	Salaires et Ind	Entret et fonct	Autorisées			DRF		
1	don		26 202 036						26 202 036	26 202 036	0		24/01/2013
2	don		13 164 960						13 164 960	13 164 960	0		08/08/2013
3	don		15 809 900						15 809 900	15 809 900	0		27/02/2014
4	don		25 040 520						25 040 520	25 040 520	0		18/08/2014
5	don		7 116 000						7 116 000	7 116 000	0		04/12/2014
TOTAL		0	87 333 416	0	0	0	0	0	87 333 416	87 333 416	0		
					ECART REG								
					ECART DRF N°								
					0	0							
		SOU MIS	PAYE	ECART	ECART DRF								
					ECART DRF								
DRF		87 333 416	87 333 416	0	DRF								
DPD					ECART (+)								
					ECART (-)								
					DRF	0							
					DRF 0	0							
					DRF								
TOTAL		87 333 416	87 333 416	0	TOTAL	0							

REGISTRE DES DRF OFID AU 30 avril 2014 EN CFA

N°	TYPE	CATEGORIES				TOTAL	MONTANT	ECART	OBSERV
		I	II	III	Avances		PAYE		
		Appui ,form,ET	Cout de fonctionnement	Infrastructures	Autorisées				
1	DA				250 000 000	250 000 000	250 000 000	0	
2	DRF	70 297 386	33 367 175	37 006 260		140 670 821	140 574 881	95 940	FRAIS BANCAIRES
3	DRF		1 894 722	90 583 453		92 478 175	92 467 645	10 530	FRAIS BANCAIRES
4	DRF	17 842 636	5 734 496	124 247 705		147 824 837	147 824 837	3 710	FRAIS BANCAIRES
5	DRF	58 653 272	22 174 148	49 134 042		129 961 462	129 961 462		
6	DRF	3 178 390	6 104 713	104 125 278		113 408 381	113 408 381		
7	DRF	30 089 286	5 622 536	112 634 440		148 346 262	148 346 262		
TOTAL		180 060 970	74 897 790	517 731 178	250 000 000	1 022 689 938	1 022 583 468	110 180	
		SOUMIS	PAYE	ECART					
	DRF	1 022 689 938	1 022 583 468	110 180					
	DPD								
	TOTAL	1 022 689 938	1 022 583 468	110 180					

PAFA

REGISTRE DES DRF FEM AU 30 avril 2015 EN CFA

N°	TYPE	CATEGORIES							TOTAL	MONTANT PAYE	ECART	OBSERV
		I Equipements	II Appui technique, formation et étude	III GENIE CIVIL	IV Matériel agricole	V-a) Salaires et Ind	VII Appui aux sous projets	Avances Autorisées				
1	DA							400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	
2	DRF	9 141 800	111 573 600	12 133 840		23 498 471	1 019 280		157 366 991	157 366 991	0	
3	DRF	13 254 000	104 773 020	19 842 531	18 166 000	18 939 955	451 634		175 427 140	175 427 140	0	
											0	
											0	
											0	
											0	
											0	
											0	
TOTAL		22 395 800	216 346 620	31 976 371	18 166 000		1 470 914	400 000 000	732 794 131	732 794 131	0,00	
		SOU MIS	PAYE	ECART								
	DRF	732 794 131	732 794 131									
	DPD											
	TOTAL	732 794 131	732 794 131	0								

REGISTRE DES CONTRATS											
2011											
Contrat N° de Série	% fi financem ent	Type de marché	Bailleur	Date du Contrat	Nom et adresse de l'Entreprise du fournisseur	Description des travaux, des biens, des services ou des programmes de formation	Pays d'origine	Durée d'exécution du contrat/Période de livraison	Montant du contrat dans la monnaie du contrat	N° de la catégorie (Annexe 2 de l'accord de prêt du fond	Date d'Avis de Non Objection Remarques/ Date d'agrément du fonds
01/PAFA/FIDA	100	Fourniture et services	FIDA	11/05/2011	CFAO	Acquisition de vehicules	SENEGAL		139 300 000	1	22/07/2011
02/PAFA/FIDA	100	Fourniture et services	FIDA	21/11/2010	Sénégal Equipe	Fournitures de mobilier de bureau	SENEGAL	10 jours	6 824 000	1	26/11/2011
03/PAFA/FIDA	100	Fourniture et services	FIDA	22/11/2010	oumou Informatique	Acquisition de matériels informatiques et audio	SENEGAL	10 jours	11 768 000	1	27/05/2011
04/PAFA/FIDA	100	Etudes	OFID	30/12/2010	TDC	Sélection d'un prestataire pour la réalisation de l'étude diagnostic technique et organisationnel des périmètres maraichers à Kaolack	SENEGAL	1 mois	3 555 000	2	27/05/2011
05/PAFA/FIDA	100	Etudes	OFID	28/02/2011	TDC	Sélection d'un prestataire pour la réalisation de l'étude diagnostic technique et organisationnel des périmètres maraichers à Bambey	SENEGAL	21 jours	6 660 000	2	27/09/2011

06/PAFA/FIDA	100	Etudes	FIDA	10/01/2011	Idrissa Wade	Sélection d'un prestataire pour la réalisation d'une analyse approfondie de la filière mil/sorgho	SENEGA L	05 semaines	6 000 000	2	28/03/2011
07/PAFA/FIDA	100	Etudes	FIDA	10/01/2011	Idrissa Wade	Sélection d'un prestataire pour la réalisation d'une analyse approfondie de la filière niébé	SENEGA L	05 semaines	6 000 000	1	28/03/2011
08/PAFA/FIDA	100	Etudes	FIDA	24/01/2011	Baamtaré	Sélection d'un prestataire pour la réalisation d'une analyse approfondie de la filière sésame	SENEGA L	30 jours	5 980 000	1	30/12/2011
09/PAFA/FIDA	100	Fourniture et services	FIDA	27/12/2010	AZ Consulting	Acquisition de logiciel de gestion financière et comptable	SENEGA L	15 jours	5 650 000	1	04/01/2011
10/PAFA/FIDA	100	PI	FIDA	09/12/2010	Alioune DIOP/ADA	Sélection d'un consultant international pour l'assistance technique en SE	SENEGA L	70 jours	15 990 000	2	15/04/2011
11/PAFA/FIDA	100	Etudes	FIDA	17/02/2011	Caddel Consulting	Sélection d'un cabinet pour la conduite des enquêtes de références dans la zone d'intervention du PAFA	SENEGA L	8 semaines	17 000 000	1	22/04/2011
12/PAFA/FIDA	100	Etudes	FIDA	16/03/2011	Sen Ingenierie Consulting	Sélection d'un cabinet pour la conduite des enquêtes SYGRI/RIMS de base dans la zone d'intervention du PAFA	SENEGA L	6 semaines	10 000 000	2	27/04/2011
13/PAFA/FIDA	100	Etudes	FIDA		Relancé	Sélection d'un cabinet pour la réalisation de la stratégie de ciblage des bénéficiaires du PAFA	SENEGA L			2	
14/PAFA/FIDA	100	PI	FIDA	09/03/2011	AGRECOL	Sélection d'un prestataire chargé du développement et de la structuration de la filière mil/sorgho	SENEGA L	12 mois	8 774 000	2	12/04/2011
15/PAFA/FIDA	100	PI	FIDA	01/03/2011	AGRECOL	Sélection d'un prestataire chargé du développement et de la structuration de la filière niébé	SENEGA L	12 mois	8 692 000	2	11/03/2011

16/PAFA/FIDA	100	PI	FIDA	01/06/2011	Baamtaré	Sélection d'un prestataire chargé du développement et de la structuration de la filière sésame	SENEGA L	12 mois	12 970 000	2	21/06/2011
17/PAFA/FIDA	100	PI	FIDA		RELANCE	Demande de renseignements et de prix relative à la sélection d'un prestataire chargé du développement et de la structuration de la filière MIL/SORGH0 (relance)	SENEGA L			2	NA
18/PAFA/FIDA	100	PI	FIDA		RELANCE	Sélection d'un cabinet pour la réalisation de la stratégie de ciblage des bénéficiaires du PAFA (Relance)	SENEGA L			2	NA
19/PAFA/FIDA	100	PI	FIDA		RELANCE	Sélection d'un prestataire pour la réalisation d'une analyse approfondie et la structuration de la filière bissap	SENEGA L			2	NA
DRP N°20/11/PAFA/FIDA	100	PI	OFID	12/12/2011	HCI	DRP pour la sélection d'un consultant chargé des études d'avant projet détaillé d'aménagement des périmètres maraîchers en aval des forages	SENEGA L	4 semaines	12 529 500	2	
DRP N°21/11/PAFA/FIDA	100	PI	OFID	24/11/2011	INGEQUIP	DRP pour la sélection d'un consultant chargé des études d'avant projet détaillé d'aménagement des périmètres maraîchers autour des bassins de rétention	SENEGA L	4 semaines	8 485 833	2	29/11/2011
DRP N°22/11/PAFA/FIDA	100	PI	OFID	06/02/2012	SONED	DRP pour la sélection d'un consultant chargé des études d'avant projet détaillé d'aménagement des périmètres maraîchers dans les cuvettes maraîchères et bas-fonds	SENEGA L	4 semaines	14 560 000	2	27/02/2012
DRP N°23/11/PAFA/FIDA	100	PI	FIDA	03/10/2011	ALIOU BABOU	DRP pour la sélection d'un consultant chargé de la préparation détaillée des sous projets d'accès au marché de la	SENEGA L	1 mois	2 856 000	2	03/10/2011

						filière NIEBE dans les Régions de Fatick et de Diourbel					
DRP N°24/11/PAFA/FI DA	100	PI	FIDA	05/10/201 1	BARA NDIAYE	DRP pour la sélection d'un consultant chargé de la préparation détaillée des sous projets d'accès au marché de la filière MIL/SORGH0 dans les Régions de Kaolack et de Kaffrine	SENEGA L	1 mois	5 825 000	2	05/10/201 1
DRP N°25/11/PAFA/FI DA	100	PI	FIDA	03/10/201 1	AMATH SOW	DRP pour la sélection d'un consultant chargé de la préparation détaillée des sous projets d'accès au marché de la filière SESAME dans les Régions de Fatick et de Kaffrine	SENEGA L	1 mois	2 050 000	2	03/10/201 1
DRP N°23b/11/PAFA/FI DA	100	PI	FIDA		A RELANCER	DRP pour la sélection d'un prestataire pour l'élaboration du Cadre de Gestion environnemental et social du PAFA	SENEGA L			2	NA
DRP N°26/11/PAFA/FI DA	100	PI	FIDA	30/10/201 1	THIENDOU NIANG	Accompagnement dans le processus de capitalisation d'expérience au PAFA	SENEGA L	37 jours	8 372 000	2	04/11/201 1
DRP N°27/11/PAFA/FI DA	100	PI	ETAT	14/11/201 1	IBRAHIMA BOUSSO	DRP pour la sélection d'un consultant chargé de l'organisation, le traitement et la numérisation des archives de l'ex P.OG.V.	SENEGA L	1 mois	2 516 000	2	14/11/201 1
DRP N°28/11/PAFA/FI DA		PI	FIDA	09/01/201 2	Socé SENE	Formation genre au profit de l'UCP, des agences d'exécution et des partenaires du Projet.	SENEGA L	1 mois	3 425 000	2	09/01/201 2
DRP N°29/11/PAFA/FI DA	100	Fournitu re et services	ETAT		A relancer	DRP pour la couverture médicale des agents du PAFA et de leur famille	SENEGA L			1	NA

DRP N°30/11/PAFA/FIDA	100	Fourniture et services	FIDA	25/01/2012	Master Office	DRP pour l'acquisition mobilier de bureau	SENEGAL	10 jours	6 247 000	1	NA
DRP N°31/11/PAFA/FIDA	100	Fourniture et services	FIDA	10/10/2011	oumou Informatique	DRP pour l'acquisition de matériels informatique	SENEGAL	10 jours	11 890 000	2	20/10/2011
DRP N°32/11/PAFA/FIDA	100	Fourniture et services	ETAT	21/10/2011	ASKIA ASSURANCE	DRP pour la couverture médicale des agents du PAFA et de leur famille	SENEGAL	1 an	6 700 000	N/A	NA
DRP N°33/11/PAFA/FIDA	100	TRAVAUX	ETAT	19/09/2011	EGD/BC	DRP pour la réhabilitation	SENEGAL	2 mois	3 338 100	2	N/A
TOTAL 2011									353 957 433		
Contrat N° de Série	% fi financem ent	Type de marché	Bailleur	Date du Contrat	Nom et adresse de l'entreprise du fournisseur	Description des travaux, des biens, des services ou des programmes de formation	Pays d'origine	Durée d'exécution du contrat/Période de livraison	Montant du contrat dans la monnaie du contrat	N° de la catégorie (Annexe 2 de l'accord de prêt du fond	Date d'Avis de Non Objection Remarques/ Date d'agrément du fonds
2012											
01/2012 PAFA	100	PI	FIDA	03/04/2012	2SI PROSE	Informatisation du système de Suivi Evaluation et Création de site web	SENEGAL	12 semaines	19 800 000	2	27/04/2012
02/2012 PAFA	100	Fourniture et services	FIDA	01/01/2012	ARTI PUB	selection d un consultant pour l achat de calendrier publi-reportage et bloc note	SENEGAL	6 semaines	2 508 000	5.b	05/01/2012
03/2012 PAFA	100	Fourniture et services	FIDA	01/06/2012	LUMIERE GROUPE	Sélection d'un prestataire pour de logiciel SPSS et la formation	SENEGAL	1 mois	1 917 520	2	15/04/2012
04/2012 PAFA	100	PI	FIDA	23/03/2012	Bachir Fall DIENG	Selection d'un Consultant pour la Confection de Plans et Fiches Techniques nfrastructures pour les infrastructures communautaires	SENEGAL	1 mois	510 000	2	23/04/2012

05/2012 PAFA	100	Fourniture et services	FIDA	27/03/2012	Aly Nguer DIOP	Sélection d'un consultant pour la conception d'images et de boîte à images sur le sésame	SENEGAL	6 semaines	350 000	2	15/05/2012
06/2012 PAFA	100	Fourniture et services	FIDA	27/03/2012	ADI TECHNOLOGIES	sélection d'un prestataire pour l'entretien et la maintenance du Parc Informatique	SENEGAL	1 mois	1 310 000	5.b	30/03/2012
07/2012 PAFA	100	Fourniture et services	FIDA	16/03/2012	CFAO MOTORS	Sélection d'un prestataire pour l'entretien des véhicules du PAFA et l'Acquisition de Fournitures	SENEGAL	1 mois	852 888	5.b	16/03/2012
08/2012 PAFA	100	PI	FIDA	01/01/2012	AZ CONSULTING	Contrat d'assistance sur les logiciels TOMPRO/TOMPAIE/ETATFIN	SENEGAL	12 mois	810 000	2	15/05/2012
09/2012 PAFA	100	PI	FIDA	15/05/2012	Saliou DIANGAR	Sélection d'un Consultant pour la Formation en bonne pratique agricole de Mil	SENEGAL	1 mois	1 980 000	2	22/05/2012
10/2012 PAFA	100	PI	FIDA	15/05/2012	Mamadou NDIAYE	Sélection d'un Consultant pour la Formation en bonne pratique agricole de Niébé	SENEGAL	1 mois	660 000	2	19/06/2012
11/2012 PAFA	100	PI	FIDA	15/06/2012	Mamadou LO	Sélection d'un Consultant pour la Formation en bonne pratique agricole de Sésame	SENEGAL	1 mois	600 000	2	22/06/2012
	100	Fourniture et services	FIDA		LPMKN	Acquisition de fournitures de bureau	SENEGAL	10 jours	1138650	5b	
	100	Fourniture et services	FIDA		ECOREL	Réalisation de plaquette publi-reportage / Confection et Edition de bulletin de liaison sur les activités du PAFA	SENEGAL		3655000	5b	
	100	Fourniture et services	FIDA		LPM/Ibrahima DIOP	Sélection d'un Prestataire pour l'acquisition de consommables informatiques	SENEGAL	2 mois	2136980	5b	
	100	Fourniture et services	FIDA		GIE keur Abibatou	Sélection d'un prestataire pour l'acquisition de Fournitures de bureau / Produits entretien	SENEGAL	1 mois	1042000	5b	

	100	PI	FIDA		Michel M. GBAGUIDI	Sélection d'un Consultant pour la Formation en bonne pratique Avicoles	SENEGAL	1 mois	1100000	2	
	100	PI	FIDA		Ibrahima NIAMADIO	Sélection d'un Consultant chargé de l'élaboration détaillée des Sous Projets de la Filière Halieutique	SENEGAL	1 mois	2350000	2	
	100	PI	FIDA		AZ Consulting	Formation du Personnel	SENEGAL	1 mois	2400000	2	
TOTAL 2012									45 121 038		
TOTAL GENERAL									399 078 471		
Contrat N° de Série	% fi financem ent	Type de marché	Bailleur	Date du Contrat	Nom et adresse de l'entreprise du fournisseur	Description des travaux, des biens, des services ou des programmes de formation	Pays d'origine	Durée d'exécution du contrat/Période de livraison	Montant du contrat dans la monnaie du contrat	N° de la catégorie (Annexe 2 de l'accord de prêt du fond	Date d'Avis de Non Objection Remarques/ Date d'agrément du fonds
2013											
1	100	Fourniture et services	FIDA		ARTI PUB	sélection d un prestataire pour l achat de calendrier publi-reportage et bloc note	SENEGAL	1 mois	2 542 000	5b	
2	100	PI	FIDA	07/01/2013	Mamadou LO	Sélection d'un Consultant chargé de la préparation détaillée des Sous Projets de la Filière RIZ	SENEGAL		14 100 000	2	
3	100	Fourniture et services	FIDA	01/01/2013	AZ CONSULTING	Contrat d'assistance sur les logiciels TOMPRO/TOMPAIE/ETATFIN	SENEGAL	12 mois	810 000	2	
4	100	PI	FIDA		AZ CONSULTING	Formation personnel PAFA	SENEGAL		1 200 000	2	

5	100	PI	FIDA	16/04/2013	Amadou NDENE FAYE	Sélection d'un Consultant pour la Formation des chefs de postes vétérinaires en aviculture villageoise améliorée	SENEGAL	5 jours	400 000	2	
6	100	PI	FIDA		Ardo SECK	Sélection d'un Consultant pour la Formation en bonne pratique agricole de Maïs	SENEGAL	1 mois	504 000	2	
7	100	PI	FIDA		Saliou DIANGAR	Sélection d'un Consultant pour la Formation en bonne pratique agricole de Mil (Souna3)	SENEGAL	1 mois	2 500 000	2	
8	100	PI	FIDA		Mamadou NDIAYE	Sélection d'un Consultant pour la Formation en bonne pratique agricole de Niébé	SENEGAL	1 mois	1 840 000	2	
9	100	Fourniture et services	FIDA		Boutique Orange Médina BAYE	sélection d'un prestataire pour l'entretien et la maintenance du Parc Informatique	SENEGAL	12 mois	1 460 000	5b	
10	100	Fourniture et services	FIDA	09/05/2013	ARTI PUB	Réalisation de plaquette publi-reportage / Confection et Impression de Guide de BPA	SENEGAL	1 mois	2 502 500	2	09/05/2013
11	100	PI	FIDA		Ardo SECK	Sélection d'un Consultant pour la Formation en bonne pratique agricole du Sésame	SENEGAL	1mois	600 000	2	
12	100	Fourniture et services	FIDA/FEM		INFOTECH	Acquisition de mobilier	SENEGAL	1 mois	1 807 000	1	
13	100	Fourniture et services	FIDA/FEM		Sesa technologies	Acquisition de matériel informatique	SENEGAL	1mois	6 425 000	1	
14	100	PI	FIDA		Ibrahima SY	sélection d'un consultant pour le diagnostic opérationnel des OP faitières de filières SESAME	SENEGAL	1 mois	1 750 000	2	

15	100	PI	FIDA		MOCTAR SECK	sélection d'un consultant pour le diagnostic opérationnel des OP faitières de filières NIEBE	SENEGAL	1mois	2 152 500	2	
16	100	PI	FIDA		AMATH SOW	sélection d'un consultant pour le diagnostic opérationnel des OP faitières de filières MIL	SENEGAL	1 mois	1 522 800	2	
17	100	Fourniture et services	ETAT		ASKIA ASSURANCE	DRP pour la couverture médicale des agents du PAFA et de leur famille	SENEGAL	1 an	18 507 050		
TOTAL 2013									60 622 850		
2014											
Contrat N° de Série	% fi financem ent	Type de marché	Bailleur	Date du Contrat	Nom et adresse de l'entreprise du fournisseur	Description des travaux, des biens, des services ou des programmes de formation	Pays d'origine	Durée d'exécution du contrat/Période de livraison	Montant du contrat dans la monnaie du contrat	N° de la catégorie (Annexe 2 de l'accord de prêt du fond	Date d'Avis de Non Objection Remarques/ Date d'agrément du fonds
1	100	PI	FIDA	fevrier2014	ARTI PUB	selection d un consultant pour l achat de calendrier publi-reportage et bloc note	SENEGAL	1 mois	2 542 000	5b	
2	100	PI	FIDA	fevrier2014	Michel GBAGUIDI	Sélection d'un Consultant pour la Formation en bonne pratique avicole	SENEGAL	1 mois	1 410 000	2	
5	100	PI	FIDA	fevrier2014	Mamadou NDIAYE	Sélection d'un Consultant pour la Formation en bonne pratique agricole de Mil	SENEGAL	1 mois	2 300 000	2	
6	100	PI	FIDA	fevrier2014	ISM	Selection d'un consultant pour la formation en INFORMATIQUE	SENEGAL	1 mois	1 200 000	2	
7	100	PI	FIDA	fevrier2014	Ousmane SY	Sélection d'un Consultant pour la Formation en bonne pratique agricole demil	SENEGAL	1 mois	2 400 000	2	

8	100	PI	FIDA	fevrier2014	Michel GBAGUIDI	Sélection d'un Consultant pour la Formation en bonne pratique avicole	SENEGAL	1 mois	2 500 000	2	
9	100	PI	FIDA	fevrier2014	Mamadou NDIAYE	Sélection d'un Consultant pour la Formation en bonne pratique agricole de niebe	SENEGAL	1 mois	2 500 000	2	
10	100	Fourniture et services	FIDA	01/07/2014	Mamadou Yoro CAMARA	Prise en charge parc informatique	SENEGAL	12 mois	1 813 500	Vb	
11	100	Fourniture et services	FIDA	22/09/2014	RTS SENEGAL	Emission culinaire	SENEGAL	3 mois	12 285 000		
12	100	Fourniture et services	FIDA	04/07/2014	LPMBI	Fournitures de bureau	SENEGAL	10 jours	1 415 000		
13	100	PI	FIDA	07/03/2014	Ndèye Diouf NDIAYE	Sélection d'un Consultant pour la Formation en bonne pratique Bissap	SENEGAL	15 jours	2 465 000		
14	100	Fourniture et services	FIDA	26/09/2014	SOMAPHY WEST AFRICA	Acquisition Electropompe et Groupe Electrogène	SENEGAL		1 720 080		
TOTAL 2014									34 550 580		
TOTAL GENERAL									494 251 901		

Situation du Personnel du PAFA par fonction Et par service au 30 AVRIL 2015

N° d'ordre	Prénoms et Noms	Date d'embauche	Service	Poste occupé	Nombre prévu	Nombre réalisé	Ecart	Observation
PERSONNEL SUR RESSOURCES FIDA								
01	Sémou DIOUF	01/03/2010	UCP PAFA	Coordonnateur	01	01	00	
02	Mamadou DIOUF	01/03/2010	UCP PAFA	RAF	01	01	00	
03	Abiboulaye BA		UCP PAFA	Responsable Suivi-Evaluation	01	00	01	
04	Mme Aminata NDIAYE	10/02/2012	UCP PAFA	SPICV/EG(spécialiste genre)	01	01	00	
05	Moustapha SOCK	01/03/2012	UCP PAFA	Spécialiste en Infrastructures	01	01	00	
06	Tidiane COULIBALY	01/07/2010	UCP PAFA	Comptable	01	01	00	
07	Ibrahima NDIAYE	01/06/2010	UCP PAFA	Assistant Suivi-Evaluation	01	01	00	
08	Oulimata KANTE	16/08/2010	UCP PAFA	Assistante Coordonnateur	01	01	00	
09	Yacine GUEYE	01/09/2010	UCP PAFA	Assistante Comptable	01	01	00	
10	Sally NDIAYE	01/09/2010	UCP PAFA	Secrétaire	01	01	00	
11	Fodé CISSE	01/09/2010	UCP PAFA	Gardien	01	01	00	
12	Mamadou NIASSY	01/09/2010	UCP PAFA	Gardien	01	01	00	
13	Yoro DIAKHATE	01/09/2010	UCP PAFA	Chauffeur	01	01	00	
14	Layti NDIAYE	01/09/2010	UCP PAFA	Chauffeur	01	01	00	
15	Khadime BEYE	01/09/2010	UCP PAFA	Chauffeur	01	01	00	
16	Ousmane SARR	02/11/2010	UCP PAFA	Planton	01	01	00	
PERSONNEL SUR RESSOURCES DE CONTREPARTIE								
17	Sitor NDOUR	01/01/2011	UCP PAFA	Gardien				
18	Mama NDIAYE	01/01/2011	UCP PAFA	Chauffeur				
19	Bassirou TALL	01/01/2011	UCP PAFA	Gardien				
PERSONNEL SUR RESSOURCES SAFIR/BOAD								
01	Mbaye TOURE	01/07/2013	UCP PAFA	Assistant Responsable National	01	01	00	

02	Fansou BADJI	01/07/2013	UCP PAFA	Responsable local KOLDA	01	01	00	
03	Ibrahima Sory Diallo	01/07/2013	UCP	Responsable local TAMBA	01	01	00	
04	Hawa Diebakhaté	01/07/2013	UCP	Secrétaire	01	01	00	
05	Harouna BALDE	01/07/2013	UCP	Chauffeur	01	01	00	
06	Salif SALL	01/07/2013	UCP	Gardien	01	01	00	
07	Wilfried Bassene	01/07/2013	UCP	Gardien	01	01	00	
PERSONNEL SUR RESSOURCES FEM								
02	Aissatou TALL DIEYE		UCP	Secrétaire	01	01	00	
03	Mamadou DIOUF		UCP	Chauffeur				

Situation du Personnel du PAFA-E par fonction Et par service au 30 AVRIL 2015

N° d'ordre	Prénoms et Noms	Date d'embauche	Service	Poste occupé	Nombre prévu	Nombre réalisé	Ecart	Observation
PERSONNEL SUR RESSOURCES FIDA								
UCP								
01	Ibrahima POUYE	01/04/2015	UCP PAFA-E		01	01	00	
02	Rahmatoulaye Naré Sidibé	01/04/2015	UCP PAFA		01	01	00	
03	Ndeye khady FALL	01/04/2015	UCP PAFA		01	01	00	
04	Alioune SOW	01/05/2015	UCP PAFA					
ANTENNE LOUGA								
05	Aly ba SOW	01/04/2015	PAFA-E		01	01	00	
06	Boubacar BA	01/04/2015	PAFA-E		01	01	00	
07	Ababacar SY	01/04/2015	PAFA-E		01	01	00	
08	Cor SEYE THIAM	01/04/2015	PAFA-E		01	01	00	
ANTENNE KAFFRINE								
09	Falilou FAYE		PAFA-E		01	01	00	
10	Souleymane LY	01/04/2015	PAFA-E		01	01	00	
11	SALIOU DIOP	01/04/2015	PAFA-E		01	01	00	
12	ROKHAYA CISSE	01/04/2015	PAFA-E		01	01	00	

Revue des ECD : DRF

DRF 33 ET 34

Catégories	Nombre total de pièces	Nombre de pièces revues	Numéros des pièces concernées
II	66	22	1, 2, 3, 5, 6, 10, 14-26, 18,19, 20, 35, 39,40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48
III	13	5	1, 2, 3, 5, 10
IV	69	23	1,2,3,4,5,6,7,8,9,10,11,12,13,14,15,16,17,18,19, 20,21,22,23
V. a)	28	10	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10
V. b)	40	14	2, 6, 7, 8, 10, 13, 14, 15,16, 17, 18, 22, 23, 27
SOUS TOTAL DRF 33	216	74	
Catégories	Nombre total de pièces	Nombre de pièces revues	Numéros des pièces concernées
I			
II	64	22	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22
III	15	5	2, 4, 5, 6, 8
IV	29	10	2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9,10, 11
V. a)	28	10	1, 5, 9, 12, 13, 18, 20, 21, 22, 23
V. b)	22	8	1, 5, 8, 11, 13,
SOUS TOTAL DRF 34	158	55	
TOTAL	374	129	

PAFA : SUIVI DES RECOMMANDATIONS EN MATIERE FUDICIAIRE DE LA DERNIERE MISSION DE SUPERVISION

	Mesures convenues	Responsabilité	Echéance	Etat d'avancement
1	Réajuster les différents documents de référence et systèmes d'informations du projet pour prendre en compte les spécificités des financements du FEM, du PAFA-E FIDA	COORDO, RAF, RSE, CPT, ASE, AC	31/10/2014	Le manuel de procédures administratives et financières a été révisé depuis décembre 2014. Le manuel d'exécution technique est en cours de finalisation (échéance 31/07/15).
2	Réajuster les décaissements du Prêt et Don/FIDA en régularisant l'erreur commise sur la DRF N° 03 Don/FIDA affectée au prêt	COORDO/FIDA	31/10/2014	Recommandation non mise en œuvre (échéance 30/09/2015)
3	Préparer et soumettre une requête à l'OFID pour faire coïncider la date de clôture du prêt OFID avec celle du prêt FIDA (30/09/216)	COORDO, MAER, DI/MEFP	31/12/2014	La requête a été préparée et soumise au MAER le 10 février 2015 sous le N°000033/MAER/PAFA/RAF (en instance d'envoi ; échéance 31/07/15)
4	Régulariser l'écart de reconstitution du compte spécial OFID se 110.180 F CFA correspondant aux frais bancaires à rembourser par la banque	COORDO, RAF, DI/MEFP	31/10/2014	La lettre de demande de régularisation de l'écart de reconstitution du compte spécial a été transmise à la DI le 29 janvier 2015 sous le N° 00032/MAER/PAFA/RAF. La procédure de régularisation est en cours
5	Statuer sur le principe de reversement des remboursements des SFD sur le compte d'avance actuel SAFIR/BOAD ouvert à Orabank	COORDO, MAER, DI/MEFP	30/11/2014	Un compte a été ouvert le 13 avril 2015 à la CNCAS ; SAFIR/PAFA-BOAD N° 001074471 01 (F) RIB 96. La présente mission a demandé le démarrage des remboursements à partir du 01/07/15.
6	Assurer le suivi du transfert de solde du compte Fonds de garantie/CNCAS/Contrepartie au PAFA	MAER, RAF, PADAER, PAFA-Extension, DIRECTEUR PROMER	30/11/2014	Une lettre en date du 9 janvier 2015 sous le n° 00011/MAER/PAFA/RAF a été transmise au MAER demandant de transférer les pouvoirs de signature de ce compte au Coordonateur et au RAF du PAFA. (en cours d'instruction ; échéance 31/07/15)
7	Affiner, en tenant compte notamment des recommandations validées de la présente mission et, préparer et soumettre une demande de réallocation des ressources du prêt/ FIDA sur la base des hypothèses de travail retenues	COORDO, MAER, DI/MEFP	30/11/2014	Par lettre N° 0012949 du 12 décembre 2014 Monsieur le Ministre de l'Economie des Finances et du Plan, a adressé au Président du FIDA une requête de réallocation des ressources du prêt.

8	Prendre toutes les dispositions nécessaires pour le règlement de 45 621 194 F CFA, engagé en 2013 au titre de la contrepartie, et qui est toujours en instance de paiement	COORDO, MAER, MEFP	30/11/2014	Le règlement a été effectué par le trésor. Il reste à payer les cautions de garantie. (échéance 30/06/15)
9	Conduire un processus complet de passation des marchés pour le recrutement d'un cabinet pour l'audit des états financiers du projet à partir des comptes arrêtés au 31/12/2015	COORDO, CAP/MEFP	31/12/2015	Recommandation non encore mise en œuvre (échéance 31/07/15)
10	Finaliser l'acte de constitution de l'UCP en procédant à la signature de l'arrêté portant création du projet d'Appui aux Filières Agricoles Extension pour conférer à l'entité une existence administrative, financière et juridique réelle faute de quoi les activités de démarrage seront retardées	COORDO, MAER	15/10/2014	Fait. l'arrêté portant création, organisation et fonctionnement de l'UCP a été pris le 12 novembre 2014.

Annexe II/PAFA

Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

Pays: SENEGAL	Identification du prêt/ don: 752-SN
Nom du projet: PAFA	
Organisme d'exécution: Ministère de l'Agriculture et de L'Equipement Rural (MAER)	CPM: Monsieur Luyaku Loko Nsimpasi
Responsable financier chargé de l'examen/ Spécialiste en gestion financière: Monsieur Moulay Idriss Téra	Date de l'examen: 20/05/2015

Objet			Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
	Risque inhérent			
	Risque de contrôle			
1.	Organisation et personnel			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet		F	A l'exception du spécialiste développement des filières et du responsable irrigation, démissionnaires, tous les autres postes sont pourvus y compris le personnel du PAFA-E

b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	F	Le Manuel de procédures de gestion, élaboré en 2011 a été révisé en décembre 2014 pour prendre en compte le PAFA-E. Cf. fiches de description de postes.

c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	Effectif correspondant à celui des Projets FIDA en général. Le personnel en place est compétent avec une expérience des Projets de développement et une connaissance des logiciels de gestion notamment Tom2Pro (y compris le personnel comptable du PAFA-E pour lequel il faudra assurer une formation d'appoint sur Tom2pro et le manuel de gestion)
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	M	Manuel de procédures et manuel de SE, révisés, disponibles. Le manuel d'exécution est en cours de révision pour prendre en compte le PAFA-E. Cependant il y'a lieu de diffuser le manuel de procédures révisées auprès de tous les utilisateurs.
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	F	Existence d'une procédure d'évaluation du personnel dans le manuel. L'évaluation du personnel, fondée sur les objectifs assignés en 2014 et des résultats atteints pour la même période, a été réalisée au cours du mois de février 2015. Le rapport y relatif sera envoyé au FIDA, pour appréciation, avant le 30/06/15
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Existence d'une couverture d'assurance

			maladie à travers une compagnie d'assurance dont les prestations sont globalement correctes (payée sur la contrepartie). La police prend en charge le personnel FIDA, FEM et OFID à l'exclusion de celui du SAFIR dont la prise en charge est faite à travers un autre mécanisme en rapport avec les ressources mises à disposition par le bailleur. En outre, pour le personnel du PAFA-E, les dispositions sont entrain d'être prise pour leur prise en charge à travers les fonds du prêt
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F	Paiement à bonnes dates des cotisations sociales et paiement régulier des indemnités par la Caisse de Sécurité Sociale. Le paiement des cotisations est à jour au 30/04/15. Par ailleurs, le règlement des allocations familiales du premier trimestre 2015, est déjà effectué
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	F	Les documents du FIDA ont été rendus disponibles lors du dernier forum de janvier 2013.
2.	Budget		
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	M	Le PTBA d'achèvement 2015/20162015 a été envoyé au FIDA le 28 décembre 2014 avec un ANO le 12/01/15.
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	Conformément au canevas y relatif (par bailleur, par composante, par catégorie)
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	Conformément au canevas y relatif (par bailleur, par composante, par catégorie)
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	F	Conformément au canevas (par bailleur, par composante, par catégorie) avec le

			PPM qui est également transmis au Ministère de tutelle pour insertion dans le SIGMAP.
3.	Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait		
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	F	Les fonds FIDA sont décaissés de façon très satisfaisante. Les fonds de l'OFID et de la BOAD sont également décaissés de façon plus régulière en fonction des dépenses effectuées.
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	M	L'essentiel des fonds de contrepartie est constitué des taxes (18% de TVA), le BCI intervient principalement sur les investissements communautaires, financés par l'OFID (7%). Il suit donc le rythme d'exécution des activités de l'OFID. La contrepartie reste disponible avec cependant un décalage sur les règlements par rapport aux dépenses engagées dans le processus de liquidation. En outre, il faudra s'assurer de l'exhaustivité et de la comptabilisation de la contrepartie taxes.
c.	Efficacité des canaux de financement	F	La mise à disposition des montants financés au titre des SPAM se fait par virement bancaire (majorité des cas) ou par chèque. Actuellement le système fonctionne de façon globalement satisfaisante.
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	F	Rapprochements bancaires mensuels du compte de contrepartie et suivi des suspens s'il y'a lieu (au 30/04/15 aucun suspens n'est constaté)

e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements		
----	--	--	--

i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	Le niveau du compte spécial du FIDA a été porté à 750 000 000 FCFA depuis le 31/12/12. Les autres comptes spéciaux sont de : 250 millions/OFID, 400 millions /FEM, 70 millions/BOAD ; celui du PAFA-E est de un milliard de FCFA.
ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	Utilisation presque exclusive des Comptes Spéciaux et recours à la DPD dès que les seuils FIDA/OFID/FEM sont atteints.
iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	F	Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014.
iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	F	La DRF 33 (39% du CS) ; DRF 34 (27%)
v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	F	DRF comptable produite à partir du logiciel Tom2Pro (en rapport avec le relevé bancaire), par le Comptable ; revue/validation totale par le RAF ; approbation du Coordonnateur et transmission à la DI qui revoit entièrement la DRF en présence du RAF au niveau du bureau administratif et financier et depuis la DRF 32 en cours un double contrôle est instauré au niveau de la DI. Depuis la DRF 33, les DRF sont établies sous Excel en attendant le paramétrage des nouveaux formulaires FIDA par la maison mère Tomate
vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	M	Les montants retirés des CS en instance de justification du CS/Prêt FIDA/Don sont de : 9 214 189 FCFA/FIDA
vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	M	Rapprochements bancaires mensuels et reconstitutions mensuelles des

		comptes spéciaux FIDA/OFID/FEM/BOAD, suivi des écritures en suspens, s'il y'a lieu. L'écart de reconstitution du CS/OFID de 110180 FCFA, correspondant aux frais bancaires n'est pas encore remboursé par la banque
viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	F	Taux de décaissement réel à la DRF 34/FIDA est de 96,04% ; taux de décaissement réel à la DRF 05/DON est de 55,74% taux de décaissement réel à la DRF 07/OFID est de 19,04% ; taux de décaissement réel à la DRF 03/FEM est de 28,30%. Taux d'exécution du PTBA 2014 est de 98. Le taux moyen sur la période 2011/2012/2013-2014 est de 90%.
ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	F	Un plan de recouvrement de l'avance initiale du compte spécial prêt FIDA a été validé et les remboursements ont démarré sur la DRF 34.
4. Contrôles internes		
a. Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	F	Cf. Manuel de procédures révisé. Le dispositif de gestion est renforcé : i) au siège, un comptable supplémentaire et un responsable des sous projets ; ii) au niveau de chaque antenne, un chef d'antenne, un responsable des sous projets ; une secrétaire comptable.
b. La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	F	Cf. Manuel de procédures révisé. Le dispositif de gestion est renforcé : i) au siège, un comptable supplémentaire et un responsable des sous projets ; ii) au niveau de chaque antenne, un chef d'antenne, un

			responsable des sous projets ; une secrétaire comptable.
c.	Respect du manuel financier	F	Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014.
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014.
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	F	Registre des contrats, registre des conventions et protocoles, fiches de suivi des contrats disponibles et à jour.
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	F	Cf. L'audit des comptes 2013 étendu à un échantillon d'agences d'exécution et de porteurs de sous projet, n'a pas fait d'observation particulière en la matière. Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014.
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	L'audit des comptes 2013 étendu à un échantillon d'agences d'exécution et de porteurs de sous projet, n'a pas fait d'observation particulière en la matière. Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014.
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	F	L'audit des comptes 2013 étendu à un échantillon d'agences d'exécution et de porteurs de sous projet, n'a pas fait d'observation particulière en la matière. Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014.
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	L'audit des comptes 2013 étendu à un échantillon d'agences d'exécution et de porteurs de sous projet, n'a pas fait d'observation

			particulière en la matière. Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014.
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	M	Au 30/04/2015, le montant total des dettes du projet se chiffre à 151 209 860 FCFA dont : 11 257 178 FCFA/FIDA ; 16 904 793 FCFA/FEM ; 22 247 995 FCFA/OFIG ; 21 757 465 FCFA/BOAD et 21 347 099 FCFA/Etat/TVA ; 57 695 330 FCFA/Etat/BCI.
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014.
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	M	Les montants retirés des CS en instance de justification du CS/Prêt FIDA/Don sont de : 9 214 189 FCFA/FIDA
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	F	Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014.
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	F	L'inventaire des immobilisations pour la clôture des comptes 2014, réputé clos le 31/12/14, a été réalisé du 19/12/14 au 31/12/2014. Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014.
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diem versés au personnel)	F	Carnets de bord de véhicules disponibles et à jour ; Alimentation par carte électronique détenue par le comptable pour ce qui est des missions et du fonctionnement ; une détenue par le Coordonnateur et une autre détenue par le RAF. Ordres de missions, décomptes de frais et rapports

			disponibles. Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014.
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	M	Couverture assurée par l'agence judiciaire de l'Etat, il peut arriver des retards de paiement des sinistres.
q.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	Listes de participants émargées avec N° de CNI, per diem en rapport avec les procédures, justificatifs disponibles. Cependant ECD. Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014.
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014.
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	M	Cf. Rapprochements mensuels avec disponibilité régulière des arrêtés de comptes Régulariser les 110 180 FCFA de frais bancaires sur CS/OFID.
t.	Existence d'une unité de support IT en place	F	Existence d'un contrat de maintenance pour le logiciel de Gestion avec AZ Consulting pour Tom2Pro et de l'équipement informatique avec un prestataire local.
5. Procédures comptables			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	La comptabilité du Projet est basée sur le SYSCOHADA qui régit le cadre réglementaire comptable notamment au Sénégal. Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014.
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	F	La comptabilité du Projet est basée sur le SYSCOHADA qui régit le cadre réglementaire comptable notamment au Sénégal. La

			comptabilité générale, budgétaire et analytique a été paramétrée sous Tom2Pro. Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014.
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	F	Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014.
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	L'inventaire des immobilisations pour la clôture des comptes 2014, réputé clos le 31/12/14, a été réalisé du 19/12/14 au 31/12/2014. Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014.
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	M	Systématiser le Back up des informations comptables sur disques durs externes et sur deux sites extérieurs au moins.
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	A la date de passage de la mission, la comptabilité 2014 est à jour au 30/04/15.
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	F	A la date de passage de la mission, la comptabilité est à jour au 30/04/15. Vérification faite de la prise en compte de la contrepartie BCI et taxes ainsi que de la contribution des bénéficiaires : les éléments y relatifs sont bien comptabilisés. Cependant, il y'a lieu de s'assurer de la l'exhaustivité et de la comptabilisation de la contrepartie taxes. Par ailleurs, pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014

6. Rapports financier et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	M	Les rapports semestriels et annuels prennent en compte la partie administrative, financière et comptable et ces rapports sont transmis au FIDA dans les délais requis.
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	NA	Les documents relatifs au rapport intérimaires sont attendus par le projet.
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	M	Comptabilité générale, budgétaire et analytique à jour au 30/04/15, permettant le suivi de l'exécution du budget avec les taux y relatifs.
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	F	La prise en charge des mesures convenues en matière fiduciaire est satisfaisante
7. Audit interne			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	NA	NA
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	NA	NA
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	NA	NA
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	F	NA
8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	L'audit des états financiers arrêtés au 31/12/2014, a été effectué en avril 15 et les rapports provisoires ont été transmis au FIDA le 11 mai 2015. En ce qui concerne le rapport d'audit des comptes, les états financiers faisant ressortir un total du Bilan de : 1 902 139 568 FCFA ont été certifiés réguliers et sincères et donnent une image fidèle du
b.	Respect des termes de référence	F	patrimoine, du résultat et de la situation financière du PAFA au 31 décembre 2014.
c.	Ponctualité du rapport d'audit		
d.	Qualité de l'audit	NA	Concernant le rapport sur l'utilisation des comptes, l'audit n'a pas relevé d'observations

		<p>significatives susceptibles de remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes et sous comptes spéciaux du Prêt/FIDA, du Don/FIDA, du Prêt/OFID, du Don/FEM, du Prêt/BOAD/SAFIR/, de la contrepartie de l'Etat et de la contribution des populations bénéficiaires. Enfin dans le rapport sur l'exécution des dépenses et le contrôle interne, l'audit a procédé à la certification: i) des dépenses éligibles au fonds des bailleurs ; ii) de l'état de l'actif et du matériel ; iii) de la situation de trésorerie ; iv) la situation d'exécution budgétaire 2014 et le suivi des activités ; v) des éléments du contrôle interne et de la traçabilité des opérations relatives notamment au financement des sous projets. En matière d'amélioration et du fait de la mise en œuvre de PAFA-E, il est proposé de procéder notamment la systématisation des contrôles de validation des comptes en particuliers : i) concordance entre engagements et trésorerie ; ii) génération automatique du tableau de suivi des sous projets à travers le module du logiciel Tom2PRO. Le rapport définitif sera transmis au FIDA avant le 31/05/2015.</p>
<p>Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action e. convenu pour y remédier</p>	NA	NA

Annexe III/Résumé et évaluation du risque fiduciaire du projet lors de la supervision
Projet PAFA/Organisme d'exécution:

	Évaluation du risque E/M/F	Mesure d'atténuation proposée
Risque inhérent		ND
Risques de contrôle		
1. Organisation et personnel	F	Diffuser le manuel de procédures révisé et finaliser la révision du manuel d'exécution
2. Budget	F	Faire attention à la date d'envoi du PFBA au FIDA, 30 jours avant le début de l'année
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	M	Assurer la disponibilité de la contrepartie et l'exhaustivité de celle exprimée en taxe.
4. Contrôles internes	F	Assurer l'exhaustivité et la comptabilisation de la contrepartie exprimée en taxe..
5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	F	Cf.4
6. Rapports et suivi	F	Mettre à la disposition du projet, les éléments relatifs au rapport intérimaire

7. Audit interne	NA	NA
8. Audit externe	F	L'audit des comptes 2014 a été réalisé et les rapports provisoires ont été transmis au FIDA le 11 mai 2015. Le rapport de l'auditeur est satisfaisant. Les rapports définitifs seront transmis le 31/05/15
Risque fiduciaire global du projet	F	
E=Élevé, M=Moyen, F=Faible		
Commentaires: Le risque global du projet est de tendance faible.		

Annexe IV/PAFA

Déclaration de la Liste de contrôle des États certifiés de dépenses (ECD).

Un élément clé et prenant beaucoup de temps de chaque mission est de vérifier la validité des dépenses déclarées

0 dans le cadre de l'ECD. L'examen de l'ECD peut aboutir à des conclusions telles que i) l'absence/ inadéquation de pièces justificatives, ii) des dépenses non admissibles et iii) application de pourcentages erronés.

La méthodologie et la liste de contrôle décrites ci-dessous sont conçues pour présenter les actions les plus pertinentes à entreprendre et les questions qui seront posées par le spécialiste en gestion financière lors de l'examen.

Méthodologie

i) Identifier et sélectionner un échantillon aléatoire d'ECD de chaque demande de décaissement couvrant toutes les catégories et au moins X% de la valeur totale des articles réclamés en vertu des ECD.

ii) Examiner toutes les pièces justificatives pour l'échantillon sélectionné.

iii) Documenter toutes les divergences et les dépenses non admissibles relevées lors de l'examen et d'en discuter avec le directeur financier du projet.

iv) Sur la base de l'examen, déterminer si les seuils des ECD sont adéquats et reflètent le risque du projet.

Liste de contrôle

	Elément ECD	Commentaires
1.	Les dépenses sont-elles comptabilisées correctement dans les livres et les rapports financiers du projet, et les ECD peuvent-ils être réconciliés avec la documentation pertinente (chèques, par exemple). Est-ce que la présentation de l'information des ECD permet un accès rapide aux fichiers pour l'examen et l'audit.	Au 30/04/15, la comptabilité du projet est à jour. A côté du classement comptable proprement dit, les ECD font l'objet d'un classement spécifique DRF par DRF et à l'intérieur de chaque DRF catégorie par catégorie.
2.	Les factures sont-elles estampillées « payé ».	Oui : sur la base de l'échantillon revu. pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas

		d'observation de l'audit des comptes 2014
3.	<p>(i) Examen des pièces justificatives des paiements ; pour tous les cas décrits au point (ii) à (v) ci-dessous, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> un contrat ou un bon de commande signé - indiquant le montant qui est exigible un accusé de réception, la facture ou la performance une garantie bancaire pour paiement anticipé, tel que spécifié dans le cahier des contrats une garantie bancaire pour la performance, tel que spécifié dans le cahier des contrats des copies des communications envoyées par le directeur du programme de pays du FIDA à l'agence responsable du projet fournissant la «non objection» (que ce soit avant ou après) pour l'attribution du contrat, la preuve de paiement / les relevés bancaires les registres comptables d'approbation, les décaissements et les soldes disponibles les documents d'approvisionnement (documents de soumission, d'invitation, d'évaluation, d'attribution, annonce dans le journal), si applicable. <p>(ii) Pour le paiement des marchandises, en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> la facture d'un fournisseur, dûment certifiée pour le paiement par le directeur du projet - en précisant les produits, leurs quantités et les prix les documents des lettres de transport ou similaires, et des documents d'expédition ou d'importation et les certificats d'inspection, si applicable un certificat de livraison, incluant éventuellement la condition des marchandises à la livraison. <p>(iii) Pour le paiement de services de consultants et d'autres services, en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> Une facture du fournisseur ou du consultant, dûment certifiée et indiquant suffisamment de détails pour le paiement par le directeur du projet. Si ces services ont trait à l'importation de marchandises (pour les paiements par exemple, de fret et d'assurance), une référence adéquate devrait être accordée pour permettre au Fonds de relier chacun de ces éléments à des biens dont le coût a été ou doit être financé à la date de clôture du financement, et un certificat de livraison, le cas échéant, des services satisfaisants. <p>(iv) Pour les paiements de rétention des travaux de génie civil, en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> une demande de l'entrepreneur, y compris un rapport financier, indiquant le travail effectué et le montant dû; un certificat - signé par les consultants du projet ou du représentant du propriétaire, le cas échéant, ou par un officier de l'emprunteur ingénieur en chef ou un résident ingénieur de supervision affecté au projet attestant que le travail effectué est satisfaisant et le paiement réclamé est dû conformément aux termes du contrat, et une copie du formulaire de suivi des contrats paiement (formule C-11) signée en original par l'agent de certification. <p>Réviser la documentation des paiements pour les lignes de crédit:</p>	<p>L'audit des états financiers arrêtés au 31/12/2014, a été effectué en avril 15 et les rapports provisoires ont été transmis au FIDA le 11 mai 2015. En ce qui concerne le rapport d'audit des comptes, les états financiers faisant ressortir un total du Bilan de : 1 902 139 568 FCFA ont été certifiés réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, du résultat et de la situation financière du PAFA au 31 décembre 2014.</p> <p>Concernant le rapport sur l'utilisation des comptes, l'audit n'a pas relevé d'observations significatives susceptibles de remettre en cause la régularité et la sincérité des comptes et sous comptes spéciaux du Prêt/FIDA, du Don/FIDA, du Prêt/OFID, du Don/FEM, du Prêt/BOAD/SAFIR/, de la contrepartie de l'Etat et de la contribution des populations bénéficiaires. Enfin dans le rapport sur l'exécution des dépenses et le contrôle interne, l'audit a procédé à la certification: i) des dépenses éligibles au fonds des bailleurs ; ii) de l'état de l'actif et du matériel ; iii) de la situation de trésorerie ; iv) la situation d'exécution budgétaire 2014 et le suivi des activités ; v) des éléments du contrôle interne et de la traçabilité des opérations relatives notamment au financement des sous projets. En matière d'amélioration et du fait</p>

	<p>Accord auxiliaire avec les parties du projet(i.e. organisations, banques entreprises etc.)</p> <p>Les preuves d'activités tel que décrit dans l'accord auxiliaire et / ou tout sous-contrat</p> <p>Relevé bancaires avec évidences de flux de fonds</p> <p>(v) Pour les coûts récurrents, (coûts de fonctionnement et les salaires du personnel de l'Unité de mise en œuvre du projet), en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de:</p> <p>Les registres des coûts récurrents</p>	<p>de la mise en œuvre de PAFA-E, il est proposé de procéder notamment la systématisation des contrôles de validation des comptes en particuliers : i) concordance entre engagements et trésorerie ; ii) génération automatique du tableau de suivi des sous projets à travers le module du logiciel Tom2PRO. Le rapport définitif sera transmis au FIDA avant le 31/05/2015.</p>
4.	Question à traiter à l'examen sont les suivants:	
4.1	La documentation est facilement accessible.	Oui, les ECD font l'objet d'un classement spécifique DRF par DRF et à l'intérieur de chaque DRF catégorie par catégorie.
4.2	Est-il indiqué que la dépense a été approuvée par une personne autorisée.	Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014
4.3	Est-il dans sa forme originale?	
4.4	Est-ce pour le projet concerné?	
4.5	Les calculs sont-ils corrects, y a-t-il des erreurs ou des altérations?	
4.6	Les catégories et les pourcentages de décaissement sont-ils utilisés correctement?	Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014
4.7	Y a-t-il des factures en double?	Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014
5.	Vérifier l'admissibilité des dépenses. L'examen détermine si les dépenses sont correctement prises en charge et sont éligibles pour le décaissement du FIDA, conformément aux accords juridiques.	Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014
6.	Déterminer si des paiements ont été effectués avant la réception du bien ou de la prestation de services, et si oui, est-ce compatible avec les dispositions du contrat?	Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014 .
7.	Les paiements dépassant les limites des ECD doivent être pleinement justifiées avec la documentation correspondante.	Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas d'observation de l'audit des comptes 2014
8.	Vérifiez les paiements pour les articles qui ne sont pas fournis en conformité avec les accords juridiques ou avec les contrats signés, tels que:	Pas de distorsion relevée sur la base de l'échantillon revu et pas

	Les paiements pour les articles non spécifiés dans la convention de financement et le PTBA, y compris le plan de passation de marché approuvé par le FIDA; Les paiements faits avant la signature du crédit ou avant la date d'éligibilité spécifiée pour le financement rétroactif; Les engagements pris avant la date d'achèvement (excluant la liquidation des dépenses) et les paiements effectués pour les dépenses engagées après la date de clôture;	d'observation de l'audit des comptes 2014 .
--	---	---

Sénégal

Projet d'Appui aux Filières Agricoles

Aide-mémoire du rapport de supervision - Dates de la mission: [Cliquer ici et insérer les dates de la mission](#)
